

**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1397

[C – 2010/27061]

**22 MARS 2010. — Arrêté ministériel relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes
visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie**

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 37;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 25bis, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations du service public dans le marché du gaz, l'article 29bis, alinéa 2;

Vu la note d'orientation en matière de réforme des primes à l'énergie, approuvée par le Gouvernement wallon le 17 décembre 2009;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2010;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant le fait que les exigences prescrites par la réglementation relative à la performance énergétique des bâtiments seront renforcées dès le 1^{er} mai 2010; que le programme d'octroi des primes prévu par l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 viendra à échéance à cette même date;

Considérant le fait que ce programme ne peut être prolongé tel quel, considérant la nécessité d'adapter les critères d'octroi des primes, au regard des nouvelles exigences de performance énergétique à venir;

Considérant le fait que le renforcement des critères d'octroi des primes nécessite une information anticipée des destinataires du nouveau régime de primes à mettre en place, savoir les bénéficiaires, mais aussi le secteur de la construction; qu'une communication tardive des nouvelles exigences engendrerait un effet de surprise nuisible au public, qui doit être en mesure de s'adapter aux nouvelles conditions dès aujourd'hui, en vue de l'accomplissement des travaux éligibles,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « bâtiment » : tout immeuble situé sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception des installations mobiles, dans lequel des investissements ou des prestations sont réalisés en vue d'une utilisation rationnelle de l'énergie;

2° « logement » : tout bâtiment affecté à l'habitation d'un ou plusieurs ménages; constitue également un logement, le bâtiment affecté à un usage mixte lorsque la partie affectée au logement excède 40 % de la surface totale;

3° « unité d'habitation » : partie d'un logement, telle qu'un appartement, dont les locaux sont réservés à l'usage exclusif d'un seul ménage;

4° « maison unifamiliale » : logement dont tous les locaux sont réservés à l'usage individuel d'un seul ménage, à l'exclusion des logements collectifs et des appartements ainsi que de tout type de superposition de locaux appartenant à des logements distincts;

5° « rénovation » : travaux réalisés dans un bâtiment dont la date de l'accusé de réception de la première demande de permis d'urbanisme est antérieure au 1^{er} décembre 1996;

6° « matériau d'isolation naturel » : matériau constitué à concurrence de 80 % minimum de fibres végétales, animales ou de cellulose, dont la masse volumique ne peut excéder 150 Kg par m³;

7° « coefficient de résistance thermique, R » : coefficient déterminé conformément à l'annexe VII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments; pour les matériaux non visés par cette Annexe, ce coefficient est déterminé conformément à la norme NBN B 62-002 (2008);

8° « niveau d'isolation thermique globale K » : le niveau K est calculé conformément à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la dernière demande de permis d'urbanisme; à défaut de réglementation existante à cette date, le niveau K est calculé suivant la réglementation en vigueur douze mois avant la date de la facture finale;

9° « facteur g_{tot} » : le facteur de transmission d'énergie solaire totale, rapport entre l'énergie solaire totale transmise dans un local à travers une baie vitrée et l'énergie solaire incidente sur cette baie, déterminé conformément aux normes en vigueur;

10° « niveau E_W » : le niveau de consommation d'énergie primaire tel que défini à l'article 530, 18) sub article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

11° « déclaration PEB finale » : le document visé à l'article 237/1, 12° sub article 10 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vue de promouvoir la performance énergétique des bâtiments;

12° « enfant à charge » : l'enfant pour lequel, à la date de la demande, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur, à son conjoint cohabitant ou à la personne avec laquelle il vit maritalement, ou l'enfant qui, sur présentation de preuves, est considéré à charge par l'administration;

13° « revenus » : les revenus imposables globalement du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement à la date de la demande, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la facture finale. En cas de séparation du demandeur entre l'année de référence des revenus et l'introduction de la demande, les revenus pris en considération font abstraction de l'application éventuelle du quotient conjugal. Ces revenus sont diminués de 2.200 euros par enfant à charge;

14° « revenus modestes » : revenus compris entre 12.000,01 euros et 24.100 euros si le demandeur est isolé, ou entre 16.400,01 euros et 30.100 euros si le demandeur vit en couple, marié ou non;

15° « revenus précaires » : revenus ne dépassant pas 12.000 euros si le demandeur est isolé, ou 16.400 euros si le demandeur vit en couple, marié ou non;

16° « administration » : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable;

17° « gestionnaire de réseau » : le gestionnaire de réseau de distribution de gaz ou d'électricité sur le territoire duquel l'investissement est réalisé;

18° « programme AMURE » : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé;

19° « programme UREBA » : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments;

20° « programme MEBAR » : programme instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie;

21° « prime à la réhabilitation » : prime octroyée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à la réhabilitation;

22° « décrets d'expansion » : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

23° « entrepreneur enregistré » : entrepreneur enregistré conformément à l'arrêté royal du 27 décembre 2007 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des impôts sur les revenus 1992 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

24° « maître d'ouvrage des investissements » : personne qui réalise les investissements éligibles et à qui sont adressées les factures ou notes d'honoraires y relatives.

Art. 2. Les personnes morales éligibles au programme UREBA ne peuvent bénéficier des dispositions du présent arrêté, à l'exception de la prime visée à l'article 35, § 3.

Pour les mêmes travaux et investissements, les primes octroyées en vertu du présent arrêté ne peuvent être cumulées avec aucune prime à la réhabilitation, ni avec les subventions octroyées dans le cadre des programmes AMURE, MEBAR et des décrets d'expansion.

Le montant des primes octroyées en vertu du présent arrêté ne peut en aucun cas excéder le montant de la facture relative aux investissements éligibles.

Les montants de facture visés dans le présent arrêté s'entendent hors T.V.A. lorsque le demandeur est assujéti à la T.V.A. et T.V.A. comprise lorsque le demandeur n'est pas assujéti à la T.V.A.

Sauf disposition contraire, toutes les prestations et travaux visés au présent arrêté sont réalisés conformément à l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale.

Sauf dérogation expresse, toutes les dispositions du présent arrêté qui imposent le recours à un entrepreneur enregistré s'appliquent aux travaux et installations visés dans leur ensemble.

Art. 3. Afin de permettre à l'administration de vérifier le respect des règles de minimis visées à l'article 2 du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis, le demandeur informe l'administration de toute intervention publique reçue au cours des trois années précédant l'introduction d'une demande de prime au titre du présent arrêté.

TITRE 2. — Primes à destination de toute personne physique ou morale à l'exclusion des sociétés de logement de service public

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 4. Au sens du présent titre, on entend par demandeur, à l'exclusion des sociétés de logement de service public visées à l'article 46 : toute personne physique ou morale, maître d'ouvrage des investissements ou des prestations économiseurs d'énergie éligibles conformément au présent titre.

Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit.

CHAPITRE II. — Travaux d'isolation

Section 1^{re}. — RénovationSous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 5. § 1^{er}. Une prime de 10 euros par m² de surface isolée est octroyée, en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3,5 m²K/W.

Lorsque le demandeur exécute lui-même les travaux, le montant de la prime est limité à 5 euros par m² de surface isolée.

§ 2. Le matériau isolant peut être placé en plusieurs couches. Dans ce cas, la somme des résistances thermiques des différentes couches doit être supérieure ou égale au coefficient déterminé au § 1^{er}.

§ 3. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er} est majoré de :

- a) 2 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 4 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 4. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 1^{er}, alinéa 2 est majoré de :

- a) 1 euro par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 2 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 5. Les montants de la prime visée au § 1^{er} sont majorés de € 3 par m², pour les travaux d'isolation réalisés au moyen d'un matériau d'isolation naturel.

§ 6. Le montant global de la prime est limité, par année, à l'isolation d'une surface maximale de 100 m² par maison unifamiliale, et de 200 m² pour tout autre bâtiment.

Art. 6. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, au moyen d'un matériau isolant, réalisée par un entrepreneur enregistré.

La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 35. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des murs.

§ 2. Le coefficient R du matériau isolant doit être supérieur ou égal à :

- a) 1,5 m²K/W pour l'isolation des murs par l'intérieur et, dans ce cas, le montant de la prime est de 20 euros par m² de surface isolée;
- b) 1,5 m²K/W pour l'isolation des murs creux par remplissage de la coulisse et, dans ce cas, le montant de la prime est de 10 euros par m² de surface isolée;
- c) 2 m²K/W pour l'isolation des murs par l'extérieur de la paroi existante et, dans ce cas, le montant de la prime est de 30 euros par m² de surface isolée.

§ 3. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 2, a est majoré de :

- a) 4 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 8 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 4. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 2, b est majoré de :

- a) 2 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 4 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 5. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 2, c est majoré de :

- a) 6 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 12 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 6. Les montants de la prime visée au § 2 sont majorés de € 3 par m², pour les travaux d'isolation réalisés au moyen d'un matériau d'isolation naturel.

§ 7. Le montant global de la prime est limité, par année, à l'isolation d'une surface maximale de 120 m² par maison unifamiliale ou par unité d'habitation, et de 240 m² pour tout autre bâtiment.

Art. 7. § 1^{er}. Une prime est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique des planchers, au moyen d'un matériau isolant, réalisée par un entrepreneur enregistré.

La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 35. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des planchers.

§ 2. Le coefficient R du matériau isolant doit être supérieur ou égal à :

- a) 2 m²K/W pour l'isolation par le dessous ou dans la structure du plancher et, dans ce cas, le montant de la prime est de 10 euros par m² de surface isolée;
- b) 1,5 m²K/W pour l'isolation par le dessus de la structure du plancher et, dans ce cas, le montant de la prime est de 27 euros par m² de surface isolée.

§ 3. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 2, *a* est majoré de :

- a) 2 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 4 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 4. Lorsque le bâtiment faisant l'objet des travaux est un logement et lorsque le demandeur, personne physique, et/ou le cas échéant son conjoint cohabitant ou la personne avec qui il vit maritalement, disposent de la pleine propriété ou d'un bail de résidence principale sur ce logement, le montant de la prime visée au § 2, *b* est majoré de :

- a) 3 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont modestes;
- b) 8 euros par m² de surface isolée lorsque les revenus sont précaires.

§ 5. Les montants de la prime visée au § 2 sont majorés de € 3 par m², pour les travaux d'isolation réalisés au moyen d'un matériau d'isolation naturel.

§ 6. Le montant global de la prime est limité, par année, à l'isolation d'une surface maximale, de 80 m² par maison unifamiliale, et de 160 m² pour tout autre bâtiment.

Art. 8. Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'une maison unifamiliale ou d'un appartement, pour l'installation, par un entrepreneur enregistré, de protections solaires extérieures, fixes ou mobiles, telles que volets, stores ou auvents à l'exclusion de tout vitrage, film apposé sur le vitrage ou ombrage végétal, et destinées à abriter les vitrages du rayonnement solaire direct.

Le facteur « g_{tot} » de l'ensemble vitrage et protection solaire doit être inférieur ou égal à 0,3.

Les protections solaires doivent être orientées entre le sud-est et l'ouest en passant par le sud, soit de 135° à 270°.

Le montant de la prime est de € 15 par m² de surface vitrée protégée, cette surface ne pouvant excéder :

- a) 30 m² par maison unifamiliale;
- b) 20 m² par appartement.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 9. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées aux articles 5 à 7, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations réalisées;
- 3° lorsqu'un audit énergétique préalable doit être réalisé, d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé;
- 4° lorsqu'une majoration de la prime est sollicitée en fonction du niveau des revenus :

— d'un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur, entre la date de la facture finale et la date de la demande;

— de l'attestation ou des attestations relatives aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent;

— d'une copie de l'avertissement – extrait de rôle relatif aux revenus; à défaut, de tout autre document probant permettant de déterminer les revenus. Les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun;

— d'une déclaration sur l'honneur du demandeur attestant, dans le chef du demandeur et/ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, la pleine propriété sur le logement, ou d'une copie de l'extrait de la convention attestant, dans le chef du demandeur et/ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement l'existence d'un bail de résidence principale sur le logement.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 8, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les matériaux et les prestations réalisées.

Section 2. — Construction d'un logement

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est antérieure au 1^{er} février 2009, une prime de 1.500 euros est octroyée lors de la construction d'une maison unifamiliale ayant reçu l'attestation « Construire avec l'énergie » ou répondant aux critères suivants :

- 1° le niveau d'isolation thermique globale K de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 45;
- 2° la maison unifamiliale n'est pas équipée d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation « Construire avec l'énergie » ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;
- 3° la ventilation de la maison unifamiliale est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

§ 2. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 31 janvier 2009 et antérieure au 1^{er} mai 2010, une prime de 1.500 euros est octroyée lors de la construction d'une maison unifamiliale ayant reçu l'attestation « Construire avec l'énergie » ou répondant aux critères suivants :

- 1° le niveau d'isolation thermique globale K de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 35;

2° la maison unifamiliale n'est pas équipée d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans une habitation neuve ayant reçu l'attestation « Construire avec l'énergie » ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;

3° la ventilation de la maison unifamiliale est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré de 100 euros par unité de K inférieure au niveau K 45.

Le montant de la prime visée au § 2 est majoré de 100 euros par unité de K inférieure au niveau K 35.

Le montant maximal des primes visées aux alinéas 1^{er} et 2 ne peut excéder 2.500 euros par bâtiment.

Art. 11. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est antérieure au 1^{er} mai 2010, une prime de 6.500 euros est octroyée pour la construction d'une maison unifamiliale répondant aux critères « maison passive », lorsque :

1° la perméabilité à l'air du bâtiment est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ conformément à la norme NBN EN 13829;

2° la maison unifamiliale est équipée d'une ventilation de type « système de ventilation mécanique contrôlée D » avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant, répondant aux critères suivants :

a) l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;

b) l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

c) l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation;

3° la demande annuelle en chauffage et en refroidissement est inférieure à 15 kWh/m^2 par an calculé suivant la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) en vigueur six mois avant la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

Cette prime ne peut être cumulée avec les primes visées aux articles 10 et 37 du présent arrêté.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime de 1.500 euros est octroyée lors de la construction d'une maison unifamiliale répondant aux critères suivants :

1° le niveau E_{wv} de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 80;

2° le niveau d'isolation thermique globale K de la maison unifamiliale est inférieur ou égal à 35;

3° la ventilation de la maison unifamiliale est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré de 75 euros par unité de niveau E_{wv} inférieure au niveau E_{wv} 80 et ne peut excéder 5.000 euros par bâtiment.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 2 est majoré de 1.500 euros lorsque le demandeur dispose du certificat de « déclaration de qualité de maison passive » délivré conformément à l'article 3 de la loi du 27 avril 2007 instaurant une réduction d'impôt pour maison passive, ou lorsque la maison unifamiliale répond aux exigences suivantes :

1° la perméabilité à l'air du bâtiment est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1 et 2, selon la méthode A;

2° la maison unifamiliale est équipée d'une ventilation de type « système de ventilation mécanique contrôlée D » avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant, répondant aux critères suivants :

a) l'ensemble du système de ventilation installé est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme;

b) l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

c) l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation;

3° la demande annuelle en chauffage et en refroidissement est inférieure à 15 kWh/m^2 par an calculé suivant la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 ou suivante;

4° le temps de surchauffe de la maison unifamiliale, tel que calculé par la méthode de calcul PHPP 2007 ou suivante, au-delà de 25°, ne peut excéder 5 %.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime de 500 euros est octroyée lors de la construction d'un appartement répondant aux critères suivants :

1° le niveau E_{wv} de l'appartement est inférieur ou égal à 70;

2° le niveau d'isolation thermique globale K du bâtiment est inférieur ou égal à 35;

3° la ventilation de l'appartement est conforme à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré de 25 euros par unité de niveau E_{wv} inférieure au niveau E_{wv} 70 et ne peut excéder 1.000 euros par appartement.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 2 est majoré de 500 euros lorsque le demandeur dispose du certificat de « déclaration de qualité d'appartement passif » délivré conformément à l'article 3 de la loi du 27 avril 2007 instaurant une réduction d'impôt pour maison passive, ou lorsque l'appartement répond aux exigences suivantes :

1° la perméabilité à l'air de l'appartement est testée au moyen de la méthode de pressurisation par ventilateur, et le taux de renouvellement d'air doit être de $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1^{re} et 2, selon la méthode A;

2° la demande annuelle en chauffage et en refroidissement de l'appartement est inférieure à 15 kWh/m^2 par an calculé suivant la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 ou suivante;

3° le temps de surchauffe de l'appartement, tel que calculé par la méthode de calcul PHPP 2007 ou suivante au-delà de 25°, ne peut excéder 5 %;

4° l'appartement est équipé d'une ventilation de type « système de ventilation mécanique contrôlée D » avec récupération de chaleur.

Art. 14. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 31 décembre 2009, une prime de 250 euros est octroyée, pour la réalisation, au plus tard lors de la réception provisoire d'une maison unifamiliale, d'un test d'étanchéité à l'air réalisé conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1^{re} et 2, suivant la méthode A.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 15. En ce qui concerne les primes visées à l'article 10, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours, soit à la date de la réception provisoire de la maison unifamiliale, soit à la date de la délivrance de l'attestation « Construire avec l'énergie » si le demandeur s'est engagé dans cette action.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° soit, si le demandeur s'est engagé dans l'opération « Construire avec l'énergie », de l'attestation établie par la Région wallonne dans le cadre de l'action « Construire avec l'énergie »;

3° soit, si le demandeur ne dispose pas de l'attestation « Construire avec l'énergie » délivrée par la Région wallonne, d'une attestation établie par l'architecte indiquant la date de réception provisoire de la maison unifamiliale ainsi que la valeur du niveau d'isolation thermique globale K accompagnée des documents suivants :

a) le formulaire de calcul du coefficient K renseigné;

b) un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique de la maison unifamiliale et le calcul des coefficients U (ou k);

c) une note de l'architecte décrivant le système de ventilation installé;

d) une copie des plans et des coupes de la maison unifamiliale.

Art. 16. En ce qui concerne la prime visée à l'article 11, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours, soit à la date de la réception provisoire de la maison unifamiliale, soit à la date de la délivrance de l'attestation « Construire avec l'énergie » si le demandeur s'est engagé dans cette action, soit, si le demandeur dispose du certificat de « déclaration de qualité de maison passive » délivré conformément à l'article 3 de la loi du 27 avril 2007 instaurant une réduction d'impôt pour maison passive, à la date de délivrance de ce certificat.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

3° soit, lorsque le demandeur ne dispose pas du certificat de « déclaration de qualité de maison passive » visé à l'alinéa 1^{er} :

a) du rapport du test de la perméabilité à l'air du logement réalisé conformément à la norme NBN EN 13829;

b) du document établi selon la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) indiquant les données ayant servi au calcul et ses résultats concernant la demande annuelle en chauffage et en refroidissement de la maison unifamiliale;

c) soit, si le demandeur s'est engagé dans l'opération « Construire avec l'énergie », de l'attestation établie par la Région wallonne dans le cadre de l'action « Construire avec l'énergie »;

d) soit, si le demandeur ne dispose pas de l'attestation « Construire avec l'énergie » délivrée par la Région wallonne, d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes de la maison unifamiliale;

4° soit, lorsque le demandeur dispose du certificat de « déclaration de qualité de maison passive » visé à l'alinéa 1^{er}, de ce certificat.

Toutes les informations énumérées ci-dessus seront établies conformément à la réglementation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme.

Art. 17. § 1^{er}. En ce qui concerne la prime visée à l'article 12, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la déclaration PEB finale.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de la déclaration PEB finale;

3° d'une copie des plans de chaque niveau, des coupes et des façades de la maison unifamiliale.

§ 2. Lorsque le demandeur sollicite la majoration de prime visée à l'article 12, § 3, le dossier visé au § 1^{er} est constitué également :

1° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

2° soit, lorsque le demandeur ne dispose pas du certificat de « déclaration de qualité de maison passive » visé à l'article 12, § 3 :

a) du rapport du test de la perméabilité à l'air du logement réalisé conformément à la norme NBN EN 13829 complétée par les annexes 1^{re} et 2, selon la méthode A;

b) du document établi selon la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 ou suivante, indiquant les données ayant servi au calcul et ses résultats concernant la demande annuelle en chauffage et en refroidissement de la maison unifamiliale ainsi que le temps de surchauffe;

c) des calculs de ponts thermiques éventuels, selon la méthode de calcul PHPP 2007 ou suivante;

d) d'un plan d'implantation comprenant l'orientation du bâtiment ainsi que les ombrages pris en compte;

3° soit, lorsque le demandeur dispose du certificat de « déclaration de qualité de maison passive » visé à l'article 12, § 3, de ce certificat.

§ 3. En ce qui concerne la prime visée à l'article 13, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la déclaration PEB finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de la déclaration PEB finale;
- 3° d'une copie des plans de chaque niveau, des coupes et des façades de l'appartement.

§ 4. Lorsque le demandeur sollicite la majoration de prime visée à l'article 13, § 3, le dossier visé au § 3 est constitué également :

1° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation de l'appartement, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

2° soit, lorsque le demandeur ne dispose pas du certificat de « déclaration de qualité d'appartement passif » visé à l'article 13, § 3 :

a) du rapport du test de la perméabilité à l'air de l'appartement réalisé conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1^{re} et 2;

b) du document établi selon la méthode de calcul PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 ou suivante indiquant les données ayant servi au calcul et ses résultats concernant la demande annuelle en chauffage et en refroidissement de l'appartement ainsi que le temps de surchauffe;

c) des calculs de ponts thermiques éventuels, selon la méthode de calcul PHPP 2007 ou suivante;

d) d'un plan d'implantation comprenant l'orientation du bâtiment ainsi que les ombrages pris en compte;

3° soit, lorsque le demandeur dispose du certificat de « déclaration de qualité d'appartement passif » visé à l'article 13, § 3, de ce certificat.

Art. 18. En ce qui concerne la prime visée à l'article 14, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° du rapport d'essai visé au point 7 de l'annexe 1^{re}.

CHAPITRE III. — Installations de chauffage

Section 1^{re}. — Investissements dans tous les bâtiments

Art. 19. Les appareils visés au présent chapitre doivent être affectés au chauffage des bâtiments dans lesquels ils sont installés.

La puissance des installations doit être justifiée par les besoins en chauffage des bâtiments.

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles en chauffage

Art. 20. § 1^{er}. Pour tout bâtiment, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime de 400 euros est octroyée lors de l'installation d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à condensation labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur, ou d'un générateur d'air à condensation.

Ces appareils doivent posséder le marquage CE Belgique et fonctionner au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R).

La chaudière à gaz pour le chauffage central à eau chaude doit avoir un rendement à charge partielle minimum de 107 % par rapport au pouvoir calorifique inférieur du gaz naturel, rendement mesuré conformément aux conditions définies par l'arrêté royal du 18 mars 1997, à savoir à 30 % de la puissance nominale avec une température d'eau de retour de 30 °C.

La chaudière ou le générateur d'air chaud doit être conforme à l'arrêté royal du 17 juillet 2009 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOx) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré et calculé comme suit :

- 1° lorsque la puissance est inférieure ou égale à 150 kW, ce montant est majoré de 25 euros par kW dépassant 50 kW;
- 2° lorsque la puissance est supérieure à 150 kW et inférieure ou égale à 500 kW, ce montant est de 2.900 euros, majoré de 12 euros par kW dépassant 150 kW;
- 3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW, ce montant est de 7.100 euros, majoré de 6 euros par kW excédant 500 kW.

Lorsque plusieurs chaudières sont raccordées sur le même circuit de chauffage, une seule prime est accordée. Le montant de la prime est calculé en fonction de leur puissance cumulée.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 2 est également majoré de 200 euros lorsque le bâtiment concerné a fait l'objet d'un audit énergétique, réalisé conformément à la procédure mentionnée à l'article 35, et dont la date de facturation ne peut excéder de trois mois la date de la facture finale relative à l'installation.

§ 4. Le montant de la prime visée au § 2 est également majoré de 50 euros pour l'installation et le raccordement du système de régulation thermique de la chaudière à une sonde extérieure, ou pour l'installation de tout autre système rendant la régulation thermique de la chaudière fonctionnelle.

§ 5. Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 6. Les installations visées aux §§ 1^{er} et 4 sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 7. Par dérogation au § 6, lorsque les installations sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

Art. 21. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation d'une chaudière biomasse à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 303-5, dont le rendement est supérieur à 80 % calculé selon cette norme.

Le montant de la prime est calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est supérieure ou égale à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros, majoré de 35 euros par kW entre 50 et 100 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 100 kW, le montant de la prime est de 3.500 euros, majoré de 18 euros par kW entre 100 et 500 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW : le montant de la prime est de 10.700 euros, majoré de 8 euros par kW excédant 500 kW.

Le montant de la prime est limité à 50 % du montant de la facture, sans pouvoir excéder 15.000 euros par installation.

Lorsque plusieurs chaudières sont raccordées sur le même circuit de chauffage, une seule prime est accordée. Le montant de la prime est calculé en fonction de leur puissance cumulée.

§ 2. Au sens du présent article, on entend par :

1° biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale;

2° alimentation exclusivement automatique : mode d'alimentation respectant strictement les critères d'alimentation automatique définis dans les normes NBN EN 303-5.

§ 3. Les installations visées aux § 1^{er} sont réalisées par un entrepreneur enregistré.

Art. 22. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'aérothermes, de générateurs d'air chaud à condensation et d'appareils rayonnants.

Le montant de la prime est établi comme suit :

1° aérothermes étanches : 12,5 euros par kW;

2° aérothermes à condensation : 25 euros par kW;

3° générateurs d'air chaud à condensation : 25 euros par kW;

4° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 % : 15 euros par kW;

5° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 % : 20 euros par kW;

6° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 % : 25 euros par kW.

Le montant de la prime est limité à :

1° 6.250 euros pour les aérothermes étanches;

2° 12.500 euros pour les aérothermes à condensation;

3° 7.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 %;

4° 10.000 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 %;

5° 12.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par bâtiment.

§ 2. Le taux de rendement des appareils visés au § 1^{er} doit être attesté par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés. Ces appareils doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R) si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

§ 3. Les installations visées au § 1^{er} sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque les installations visées au § 1^{er} sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

Sous-section 2. — Investissements éligibles en eau chaude sanitaire

Art. 23. § 1^{er}. Pour tout bâtiment, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime est octroyée lors de l'installation d'un chauffe-bain instantané au gaz naturel, sans veilleuse, à flamme modulante et à double flux. Le chauffe-bain doit être de catégorie I2E+ et labellisé CE Belgique.

La prime est de 75 euros pour les installations dont le débit nominal est de 10 litres maximum par minute et de 125 euros pour les installations dont le débit nominal est supérieur à 10 litres par minute.

§ 2. Pour tout bâtiment, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime est octroyée lors de l'installation d'un générateur d'eau chaude à condensation fonctionnant au gaz naturel (catégorie I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R) si applicable) labellisé CE Belgique.

Le montant de la prime est de 25 euros par kW et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées aux §§ 1^{er} et 2 sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque les installations visées aux §§ 1^{er} et 2 sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art.

Art. 24. Pour tout bâtiment, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime de 750 euros est octroyée pour l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe 3, pour la production d'eau chaude sanitaire.

Sous-section 3. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 25. En ce qui concerne les primes visées aux articles 20, 22 et 23, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution gaz dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

§ 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées aux articles 20 et 23, ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration ou du gestionnaire de réseau de distribution de gaz, et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;

3° d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel, soit, s'il s'agit d'installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que celles-ci ont été réalisées dans les règles de l'art;

4° lorsqu'une majoration de la prime est sollicitée en vertu de l'article 20, § 3, d'une copie de l'audit énergétique réalisé conformément à la procédure mentionnée à l'article 35;

5° lorsqu'une majoration de la prime est sollicitée en vertu de l'article 20, § 4, d'une attestation de l'entrepreneur quant au fonctionnement effectif du système de régulation thermique.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 22, ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz ou de l'administration, et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès-verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel, soit, s'il s'agit d'installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que celles-ci ont été réalisées dans les règles de l'art.

Art. 26. En ce qui concerne les primes visées aux articles 21 et 24, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;

3° En ce qui concerne la prime visée à l'article 24 :

a) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

Section 2. — Investissements réservés uniquement au logement

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 27. § 1^{er}. Pour tout logement, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe 3. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ».

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des logements ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées, soit à l'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage et d'une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire, soit à l'installation d'une pompe à chaleur combinée.

§ 3 L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Art. 28. § 1^{er}. Pour tout logement, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime de 2.250 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur combinée chauffage-eau chaude sanitaire répondant aux critères visés à l'annexe 3. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ».

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées, soit à l'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage et d'une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire, soit à l'installation d'une pompe à chaleur combinée.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Art. 29. 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par :

« Réseau de chaleur » : ensemble des éléments techniques qui permettent de distribuer de la chaleur en vue d'alimenter plusieurs logements ainsi que les bâtiments à usage collectif directement associés à ces logements, et qui assurent la liaison entre un système centralisé de production de chaleur et des sous-stations;

« Système centralisé de production de chaleur » : les installations visées aux articles 21 et 31, qui alimentent un réseau de chaleur; le réseau de chaleur est alimenté exclusivement par une ou plusieurs de ces installations;

« Sous-station » : ensemble des conduites et équipements (vannes, échangeur thermique et compteurs) situés en aval d'un point de connexion au réseau de chaleur.

§ 2. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système centralisé de production de chaleur.

Le montant de la prime est déterminé conformément aux articles 21 et 31.

Lorsque plusieurs installations sont combinées pour alimenter le système centralisé de production de chaleur, le montant total de la prime ne peut excéder 15.000 euros.

Cette prime ne peut être cumulée avec les primes visées aux articles 21 et 31.

§ 3. Pour le réseau de chaleur, une prime de 60 euros par mètre courant de réseau est octroyée pour l'installation et le raccordement, par un entrepreneur enregistré, des conduites de chauffage au système centralisé de production de chaleur, à l'exclusion des conduites de raccordement des sous-stations et des conduites situées à l'intérieur de bâtiments.

Le nombre maximum de mètres de réseau éligibles est déterminé par le rapport entre la puissance thermique nominale globale installée du système centralisé de production de chaleur, exprimée en MW, multipliée par 2.500 heures par an, et divisée par 2 MWh par mètre courant et par an.

Le montant de la prime ne peut excéder 20.000 euros.

§ 4. Une prime de 1.000 euros par logement est octroyée lors de l'installation et du raccordement d'une sous-station à un réseau de chaleur, réalisés par un entrepreneur enregistré.

§ 5. Les primes visées aux §§ 2 et 3 ne sont octroyées qu'après réalisation d'une étude de pertinence, effectuée par un auditeur agréé pour les techniques particulières de la cogénération ou de la biomasse dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, conformément au cahier des charges repris à l'annexe 4. L'étude doit démontrer la pertinence technique du projet.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 30. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées aux articles 27 et 28, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration :

1° dans le cas d'une demande de prime pour un logement neuf au sens des articles 10 et 11, simultanément à la date à laquelle le dossier de demande de prime correspondant doit être introduit.

Le dossier de demande d'une des primes visées aux articles 27 et 28 est constitué :

- a) du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- b) de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;
- c) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test;
- d) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

2° dans les autres cas, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale relative aux investissements et prestations réalisés.

Le dossier de demande d'une des primes visées aux articles 27 et 28 est constitué :

- a) du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- b) de l'original ou d'une copie de la facture pour les investissements et les prestations réalisés;
- c) du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;
- d) d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);
- e) d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;
- f) d'une note décrivant le système de ventilation installé;
- g) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test;
- h) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

§ 2. En ce qui concerne les primes visées à l'article 29, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complété;
- 2° d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisés;

3° pour les primes visées aux §§ 2 et 3, copie de l'étude de pertinence réalisée conformément au cahier des charges repris à l'annexe 4;

4° pour la prime visée au § 4 :

a) d'une attestation du gestionnaire du réseau relative à la possibilité de raccorder les nouveaux consommateurs, identifiés individuellement en termes de localisation et de consommations prévisionnelles annuelles (exprimées en kWh/an) sur son réseau de chaleur;

b) d'une copie du contrat de gestion et/ou de la convention entre le gestionnaire du réseau et les consommateurs reprenant notamment la durée des engagements, les éventuels coûts fixes et/ou variables autres que la consommation énergétique, la formule de tarification, voire d'indexation ou de révision des prix de vente de l'énergie.

CHAPITRE IV. — *Autres investissements visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie (UIRE)*

Section 1^{re}. — Investissements dans tous les bâtiments

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 31. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une micro-cogénération de qualité ou d'une cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWaPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

Art. 32. Une prime est octroyée pour la réalisation de la thermographie d'un bâtiment.

Le rapport d'audit par thermographie doit mentionner les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment.

Le montant de la prime est de 50 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 200 euros par audit pour une maison unifamiliale ou 700 euros par audit et par bâtiment dans les autres cas.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 33. En ce qui concerne la prime visée à l'article 31, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés;

3° de la copie de la notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine;

4° si l'installation utilise le gaz naturel, d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès-verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel, soit, s'il s'agit d'installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que celles-ci ont été réalisées dans les règles de l'art.

Art. 34. En ce qui concerne la prime visée à l'article 32, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complété;

2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;

3° du rapport d'audit comprenant les éléments décrits à l'article 32.

Section 2. — Investissements en cas de rénovation de bâtiment

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 35. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global d'une maison unifamiliale.

L'audit énergétique doit être réalisé par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de et conformément à la procédure de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 360 euros par audit.

§ 2. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global de tout autre bâtiment que ceux visés au § 1^{er} :

1° l'audit énergétique doit être réalisé, soit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, soit par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;

2° le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum : la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K, le détail des performances thermiques des différentes parois, la performance du système de chauffage ainsi que des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes;

3° par dérogation au 2°, pour les bâtiments ou parties de bâtiments qui, par changement d'affectation, acquièrent une nouvelle destination et lorsque, contrairement à la situation antérieure, de l'énergie est consommée pour les besoins des personnes, en vue d'obtenir une température intérieure spécifique, le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum :

— la valeur U des parois existantes délimitant en partie ou en totalité le volume à protéger, les mesures d'amélioration préconisées pour ces parois, le niveau K du bâtiment ou de la partie du bâtiment visée, et les valeurs U après travaux des parois existantes délimitant le volume protégé;

— une description du système de chauffage qui est préconisé et l'indication de son rendement global ainsi que des rendements des différents éléments intervenant dans ce rendement global (distribution, émission, production, régulation).

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 1.000 euros par audit et par bâtiment.

§ 3. Une prime complémentaire est octroyée aux écoles qui ont bénéficié d'une subvention pour la réalisation d'un audit énergétique dans le cadre du programme UREBA.

Le montant de la prime est fixé à 30 % du coût éligible de l'audit énergétique, tel que défini à l'article 3, § 2, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003, plafonné à 1.000 euros par bâtiment.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 36. § 1^{er}. En ce qui concerne les primes visées à l'article 35, §§ 1^{er} et 2, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;
- 3° du rapport d'audit énergétique.

§ 2. En ce qui concerne la prime visée à l'article 35, § 3, le dossier est réputé introduit dès la notification de l'octroi de la subvention obtenue dans le cadre du programme UREBA.

Section 3. — Investissement réservé uniquement au logement

Sous-section 1^{re}. — Investissement éligible

Art. 37. § 1^{er}. Pour tout logement, à l'exclusion des maisons unifamiliales et des appartements dont la date de l'accusé de réception relatif à la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010, une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur dans un logement, répondant aux critères suivants :

1° le niveau d'isolation thermique globale K du logement est inférieur ou égal à 45 ou le logement dispose de l'attestation « Construire avec l'énergie »;

2° le logement n'est pas équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans logement neuf ayant reçu l'attestation « Construire avec l'énergie » ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;

3° la ventilation sera du type « système de ventilation mécanique contrôlée D » avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant;

4° l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;

5° l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

6° l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation.

§ 2. Le montant total de la prime est de 75 % de l'investissement global et ne peut excéder 1.500 euros par unité d'habitation équipée dans le logement. Cette prime ne peut être cumulée avec la prime visée à l'article 11 du présent arrêté.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 38. En ce qui concerne la prime visée à l'article 37, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration.

§ 1^{er}. Dans le cas d'une demande introduite pour une maison unifamiliale neuve au sens de l'article 10, simultanément à la date à laquelle le dossier de demande de prime correspondant doit être introduit.

Le dossier de demande de la prime visée à l'article 37 est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisés;
- 3° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés.

§ 2. Dans les autres cas, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale relative aux investissements et prestations réalisés.

Le dossier de demande de la prime visée à l'article 37 est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements et prestations réalisés;
- 3° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;
- 4° du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;
- 5° d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);

6° d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;

7° d'une note décrivant le système de ventilation installé.

CHAPITRE V. — *Autres investissements visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, réservés uniquement aux logements gérés par un syndic d'immeuble*

Art. 39. Par dérogation à l'article 4, alinéa 1^{er}, on entend par demandeur, au sens du présent chapitre, tout syndic d'immeuble, maître d'ouvrage des investissements et désigné conformément aux dispositions du Livre II, titre II, chapitre III, section 2 du Code civil, relatives à la copropriété forcée des immeubles ou groupes d'immeubles bâtis.

Section 1^{re}. — Investissements dans tous les logements

Sous-section 1^{re}. — Investissement éligible

Art. 40. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques d'un logement.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par logement.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 41. En ce qui concerne la prime visée à l'article 40, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux prestations réalisées; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue.

Section 2. — Investissements en cas de rénovation de logement

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 42. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage intérieur, en cas de rénovation d'un logement permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1° entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m² par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m² par 100 lux dans les autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

§ 2. Le montant de la prime s'élève à :

1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;

2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;

3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime est plafonné à 10.000 euros par logement.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Art. 43. Une prime est octroyée pour l'analyse des consommations électriques, en cas de rénovation d'un logement consommant au moins 20 000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit, l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier. L'analyse sera réalisée par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE OU UREBA.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et ne peut excéder 1.000 euros par logement.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 44. En ce qui concerne la prime visée à l'article 42, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de l'administration, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de la puissance installée; de même, la puissance installée par m² par 100 lux est spécifiée.

Art. 45. En ce qui concerne la prime visée à l'article 43, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

- 2° de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées;
- 3° d'une copie du rapport d'audit comprenant l'enregistrement de la fourniture d'électricité pendant deux semaines.

TITRE 3. — Primes à destination des sociétés de logement de service public

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 46. Le bénéfice des primes octroyées en vertu du présent titre est réservé aux sociétés de logement de service public, maîtres d'ouvrage des investissements éligibles.

Par société de logement de service public, on entend toute personne morale visée à l'article 130 du Code wallon du Logement, dénommée ci-après SLSP.

Art. 47. Le montant cumulé des primes octroyées dans le cadre du présent titre est plafonné à un montant, par année et par SLSP, déterminé comme suit :

- 75.000 euros pour les SLSP propriétaires de moins de 1 000 logements;
- 100.000 euros pour les SLSP propriétaires de 1 000 à 3 000 logements;
- 125.000 euros pour les SLSP propriétaires de plus de 3 000 logements.

CHAPITRE II. — Travaux d'isolation

Section 1^{re}. — Rénovation de logements

Art. 48. § 1^{er}. Une prime de 10 euros par m² de surface isolée est octroyée, en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3,5 m²K/W.

§ 2. Le matériau isolant peut être placé en plusieurs couches. Dans ce cas, la somme des résistances thermiques des différentes couches doit être supérieure ou égale au coefficient déterminé au § 1^{er}.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré de € 3 par m², pour les travaux d'isolation réalisés au moyen d'un matériau d'isolation naturel.

§ 4. Le montant global de la prime est limité, par année, à l'isolation d'une surface maximale de 100 m² par maison unifamiliale, et de 200 m² pour tout autre logement

Art. 49. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, au moyen d'un matériau isolant, réalisée par un entrepreneur enregistré

La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 69. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des murs.

§ 2. Le coefficient R du matériau isolant doit être supérieur ou égal à :

- a) 1,5 m²K/W pour l'isolation des murs par l'intérieur et, dans ce cas, le montant de la prime est de 20 euros par m² de surface isolée;
- b) 1,5 m²K/W pour l'isolation des murs creux par remplissage de la coulisse et, dans ce cas, le montant de la prime est de 10 euros par m² de surface isolée;
- c) 2 m²K/W pour l'isolation des murs par l'extérieur de la paroi existante et, dans ce cas, le montant de la prime est de 30 euros par m² de surface isolée.

§ 3. Les montants de la prime visée au § 2 sont majorés de € 3 par m², pour les travaux d'isolation réalisés au moyen d'un matériau d'isolation naturel.

§ 4. Le montant global de la prime est limité, par année, à l'isolation d'une surface maximale de 120 m² par maison unifamiliale ou par unité d'habitation, et de 240 m² pour tout autre logement.

Art. 50. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique des planchers, au moyen d'un matériau isolant, réalisée par un entrepreneur enregistré.

La prime n'est octroyée qu'après réalisation d'un audit énergétique, conformément à la procédure mentionnée à l'article 69. L'audit énergétique doit confirmer la pertinence de l'isolation des planchers.

§ 2. Le coefficient R du matériau isolant doit être supérieur ou égal à :

- a) 2 m²K/W pour l'isolation par le dessous ou dans la structure du plancher et, dans ce cas, le montant de la prime est de 10 euros par m² de surface isolée;
- b) 1,5 m²K/W pour l'isolation par le dessus de la structure du plancher et, dans ce cas, le montant de la prime est de 27 euros par m² de surface isolée.

§ 3. Les montants de la prime visée au § 2 sont majorés de € 3 par m², pour les travaux d'isolation réalisés au moyen d'un matériau d'isolation naturel.

§ 4. Le montant global de la prime est limité, par année, à l'isolation d'une surface maximale de 80 m² par maison unifamiliale, et de 160 m² pour tout autre logement

Section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 51. En ce qui concerne les primes visées aux articles 48, 49 et 50, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;
- 2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;
- 3° lorsqu'un audit énergétique préalable doit être réalisé, d'une copie de l'audit énergétique préalablement réalisé.

CHAPITRE III. — *Installations de chauffage*Section 1^{re}. — Investissements éligibles en chauffage

Art. 52. § 1^{er}. Une prime de 400 euros est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'une chaudière au gaz naturel, simple ou double service, à condensation labellisée CE, conforme à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, ou à l'arrêté royal du 11 mars 1988 relatif aux exigences en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie auxquelles doivent satisfaire les générateurs de chaleur, ou d'un générateur d'air à condensation.

Ces appareils doivent posséder le marquage CE Belgique et fonctionner au gaz naturel, catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R).

La chaudière à gaz pour le chauffage central à eau chaude doit avoir un rendement à charge partielle minimum de 107 % par rapport au pouvoir calorifique inférieur du gaz naturel, rendement mesuré conformément aux conditions définies par l'arrêté royal du 18 mars 1997, à savoir à 30 % de la puissance nominale avec une température d'eau de retour de 30 °C.

La chaudière ou le générateur d'air chaud doit être conforme à l'arrêté royal du 17 juillet 2009 réglementant les niveaux des émissions des oxydes d'azote (NOX) et du monoxyde de carbone (CO) pour les chaudières de chauffage central et les brûleurs alimentés en combustibles liquides ou gazeux dont le débit calorifique nominal est égal ou inférieur à 400 kW.

§ 2. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est majoré et calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est inférieure ou égale à 150 kW, ce montant est majoré de 25 euros par kW dépassant 50 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 150 kW et inférieure ou égale à 500 kW, ce montant est de 2.900 euros, majoré de 12 euros par kW dépassant 150 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW, ce montant est de 7.100 euros, majoré de 6 euros par kW excédant 500 kW.

Lorsque plusieurs chaudières sont raccordées sur le même circuit de chauffage, une seule prime est accordée. Le montant de la prime est calculé en fonction de leur puissance cumulée.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées au § 1^{er} sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

§ 4. Le montant de la prime visée au § 2 est également majoré de 200 euros lorsque le bâtiment concerné a fait l'objet d'un audit énergétique, réalisé conformément à la procédure mentionnée à l'article 69, et dont la date de facturation ne peut excéder de trois mois la date de la facture finale relative à l'installation.

§ 5. Le montant de la prime visée au § 2 est également majoré de 50 euros pour l'installation et le raccordement du système de régulation thermique de la chaudière à une sonde extérieure, ou pour l'installation de tout autre système rendant la régulation thermique de la chaudière fonctionnelle. L'installation doit être réalisée par un entrepreneur enregistré.

Art. 53. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'une chaudière biomasse à alimentation exclusivement automatique satisfaisant à la norme NBN EN 303-5, dont le rendement est supérieur à 80 % calculé selon cette norme. Si la chaudière est bi-combustible, seul le gaz naturel est autorisé.

Le montant de la prime est calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est supérieure ou égale à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros, majoré de 35 euros par kW entre 50 et 100 kW;

2° lorsque la puissance est supérieure à 100 kW, le montant de la prime est de 3.500 euros, majoré de 18 euros par kW entre 100 et 500 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW : le montant de la prime est de 10.700 euros, majoré de 8 euros par kW excédant 500 kW.

Lorsque plusieurs chaudières sont raccordées sur le même circuit de chauffage, une seule prime est accordée. Le montant de la prime est calculé en fonction de leur puissance cumulée.

Le montant de la prime est limité à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

§ 2. Au sens du présent article, on entend par :

1° biomasse, les matières premières renouvelables d'origine végétale;

2° alimentation exclusivement automatique : mode d'alimentation respectant strictement les critères d'alimentation automatique définis dans les normes NBN EN 303-5.

§ 3. Les installations visées aux § 1^{er} sont réalisées par un entrepreneur enregistré.

Art. 54. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation, dans tout bâtiment, d'aérothermes, de générateurs d'air chaud à condensation et d'appareils rayonnants.

Le montant de la prime est établi comme suit :

1° aérothermes étanches : 12,5 euros par kW;

2° aérothermes à condensation : 25 euros par kW;

3° générateurs d'air chaud à condensation : 25 euros par kW;

4° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 % : 15 euros par kW;

5° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 % : 20 euros par kW;

6° appareil rayonnant de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 % : 25 euros par kW.

Le montant de la prime est limité à :

1° 6.250 euros pour les aérothermes étanches;

2° 12.500 euros pour les aérothermes à condensation;

- 3° 7.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 50 et 60 %;
- 4° 10.000 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement entre 60 et 70 %;
- 5° 12.500 euros pour les appareils rayonnants de classe 2 à taux de rayonnement supérieur ou égal à 70 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 12.500 euros par bâtiment.

§ 2. Le taux de rendement des appareils visés au § 1^{er} doit être attesté par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés. Ces appareils doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E) si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

§ 3. Les installations visées au § 1^{er} sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

Art. 55. § 1^{er}. Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe 3. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ».

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des logements ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour le chauffage et une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire ou à une pompe à chaleur combinée.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Section 2. — Investissements éligibles en eau chaude sanitaire

Art. 56. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'un chauffe-bain instantané au gaz naturel, sans veilleuse, à flamme modulante et à double flux. Le chauffe-bain doit être de catégorie I2E+ et labellisé CE Belgique.

La prime est de 75 euros pour les installations dont le débit nominal est de 10 litres maximum par minute et de 125 euros pour les installations dont le débit nominal est supérieur à 10 litres par minute.

§ 2. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'un générateur d'eau chaude à condensation fonctionnant au gaz naturel (catégorie I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E) si applicable) labellisé CE Belgique.

Le montant de la prime est de 25 euros par kW et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 3. Les installations visées aux §§ 1^{er} et 2 sont réalisées par un entrepreneur enregistré. Dans la mesure où cet entrepreneur ne dispose pas de l'habilitation gaz naturel (label CERGA), ces installations doivent être réceptionnées par un organisme accrédité pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel.

Art. 57. § 1^{er}. Une prime de 750 euros est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe 3, pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire d'un logement.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire et à une pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation ou à une pompe à chaleur combinée.

Section 3. — Investissements éligibles en chauffage et eau chaude sanitaire

Art. 58. § 1^{er}. Une prime de 2.250 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de la date de l'accusé de réception de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur combinée chauffage - eau chaude sanitaire répondant aux critères visés à l'annexe 3. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ».

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime. De plus, le logement ne peut être équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches.

§ 2. Par unité d'habitation, les primes sont limitées à une pompe à chaleur pour le chauffage et une pompe à chaleur pour la production de l'eau chaude sanitaire ou à une pompe à chaleur combinée.

§ 3. L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Section 4. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 59. En ce qui concerne les primes visées aux articles 52, 54 et 56, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes dûment complétés;
- 2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;
- 3° d'un des documents suivants : soit d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, soit d'une copie du procès-verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel;
- 4° en ce qui concerne la prime visée à l'article 52 :
 - a) lorsqu'une majoration de la prime est sollicitée en vertu de l'article 52, § 4, d'une copie de l'audit énergétique réalisé conformément à la procédure mentionnée à l'article 69;
 - b) lorsqu'une majoration de la prime est sollicitée en vertu de l'article 52, § 5 d'une attestation de l'entrepreneur quant au fonctionnement effectif du système de régulation thermique.

Art. 60. En ce qui concerne les primes visées aux articles 53, 55, 57 et 58, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° pour les primes visées aux articles 55 et 58 :

a) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

4° pour la prime visée à l'article 57 :

a) soit du rapport de test réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test;

b) soit, à défaut d'un tel laboratoire dans le pays où le fabricant est établi, d'un rapport de test, selon la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test, réalisé par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 pour la réalisation d'essais sur d'autres applications.

CHAPITRE IV. — *Autres investissements visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie (UIRE)*

Section 1^{re}. — Investissements dans tous les logements

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 61. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de ventilation avec récupérateur de chaleur dans un logement, répondant aux critères suivants :

1° le niveau d'isolation thermique globale K du logement est inférieur ou égal à 45 ou le logement dispose de l'attestation « Construire avec l'énergie »;

2° le logement n'est pas équipé d'un système de chauffage électrique, sauf pour le chauffage exclusif des salles de bains ou de douches. Les pompes à chaleur non réversibles ou intégrées dans un logement neuf ayant reçu l'attestation « Construire avec l'énergie » ne sont pas considérées comme chauffage de type électrique;

3° la ventilation sera du type « système de ventilation mécanique contrôlée D » avec récupération de chaleur au moyen d'un échangeur de chaleur à contre-courant;

4° l'ensemble du système de ventilation installé doit répondre aux exigences de la norme NBN D 50 001;

5° l'échangeur thermique doit avoir un rendement minimum de 85 % suivant la norme NBN EN 308;

6° l'installateur doit mesurer, in situ, les débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation afin d'assurer le réglage adéquat de l'installation.

§ 2. Le montant total de la prime est de 75 % de l'investissement global, sans pouvoir excéder 1.500 euros par unité d'habitation.

Art. 62. Une prime est octroyée lors de l'installation, dans un logement, d'une micro-cogénération de qualité ou d'une cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWaPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Art. 63. Une prime est octroyée pour la réalisation de la thermographie d'un logement.

Le rapport d'audit par thermographie doit mentionner les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment.

Le montant de la prime est de 50 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 200 euros par audit pour une maison unifamiliale ou 700 euros par audit et par bâtiment dans les autres cas.

Art. 64. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques d'un logement.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par logement.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 65. En ce qui concerne la prime visée à l'article 61, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° d'un rapport des mesures réalisées, in situ, par l'installateur du système de ventilation, des débits en sortie et en entrée des différentes bouches de ventilation et précisant le système avec lequel les débits ont été mesurés;

4° du formulaire de calcul du coefficient K renseigné;

5° d'un document décrivant toutes les parois de la surface de déperdition thermique du logement et le calcul des coefficients U (ou k);

6° d'une copie des plans de tous les niveaux et des coupes du logement;

7° d'une note décrivant le système de ventilation installé.

Art. 66. En ce qui concerne la prime visée à l'article 62, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et des ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie des factures pour les matériaux et les prestations réalisées;

3° de la copie de la notification de la décision d'acceptation de la CWaPE relative à la demande préalable d'octroi de certificats verts et de labels de garantie d'origine;

4° si l'installation utilise le gaz naturel, d'un des documents suivants : d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité, accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation ou d'une copie du procès verbal de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel.

Art. 67. En ce qui concerne la prime visée à l'article 63, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés ainsi que de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;

3° du rapport d'audit comprenant les éléments décrits à l'article 63.

Art. 68. En ce qui concerne la prime visée à l'article 64, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;

2° du décompte final D.1. relatif aux prestations accomplies ainsi que de l'original ou d'une copie de la facture relative aux prestations réalisées;

3° les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

4° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue.

Section 2. — Investissements en cas de rénovation de logement

Sous-section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 69. § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global d'une maison unifamiliale.

L'audit énergétique doit être réalisé par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre et conformément à la procédure de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 360 euros par audit.

§ 2. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour la réalisation d'un audit énergétique global de tout autre logement que ceux visés au § 1^{er} :

1° l'audit énergétique doit être réalisé, soit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, soit par un auditeur agréé par la Région wallonne pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;

2° le rapport d'audit énergétique mentionne au minimum : la performance de l'enveloppe du bâtiment, à savoir le niveau K, le détail des performances thermiques des différentes parois, la performance du système de chauffage ainsi que des améliorations chiffrées portant sur l'enveloppe du bâtiment et les systèmes.

Le montant de la prime est de 60 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 1.000 euros par audit et par bâtiment.

Art. 70. Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un logement, pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1° entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m² par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m² par 100 lux dans les autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

Le montant de la prime s'élève à :

- 1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;
- 2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;
- 3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 10.000 euros par logement.

L'installation est réalisée par un entrepreneur enregistré.

Art. 71. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'analyse des consommations électriques d'un logement consommant au moins 20 000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit, l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier. L'analyse sera réalisée par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE OU UREBA.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et est plafonné à 1.000 euros par logement.

Sous-section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 72. En ce qui concerne la prime visée à l'article 69, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires pour les prestations réalisées;
- 3° du rapport d'audit énergétique.

Art. 73. En ce qui concerne la prime visée à l'article 70, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de l'administration, dûment complétés;

2° de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;

3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de puissance installée; de même, la puissance installée par m² par 100 lux est spécifiée.

Art. 74. En ce qui concerne la prime visée à l'article 71, le dossier est introduit par la Société wallonne du Logement auprès de l'administration, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date d'approbation du décompte final D.1. relatif aux travaux exécutés.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et ses annexes, dûment complétés;
- 2° du décompte final D.1. relatif aux prestations accomplies ainsi que de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées;
- 3° d'une copie du rapport d'audit comprenant l'enregistrement de la fourniture d'électricité pendant deux semaines.

TITRE 4. — Primes à destination des seules personnes morales

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 75. § 1^{er}. Au sens du présent titre, on entend par :

1° « demandeur » : toute personne morale, maître d'ouvrage des investissements, à l'exclusion des syndicats d'immeuble visés à l'article 39 et des sociétés de logement de service public visées à l'article 46, qui réalise un investissement éligible au sens du présent titre en Région wallonne;

2° « unité technique d'exploitation » : ensemble de composants techniques formant un groupe indivisible qui permet d'assurer un service ou de réaliser un produit.

§ 2. En ce qui concerne les primes octroyées dans le cadre du présent titre, le montant des factures s'entend hors taxe sur la valeur ajoutée si le bénéficiaire de la prime est assujéti à cette même taxe sur la valeur ajoutée

§ 3. Dans la limite des crédits budgétaires, le demandeur peut obtenir une prime dont le montant et les conditions d'octroi sont définies comme suit.

CHAPITRE II. — Installations industrielles au gaz naturel

Section 1^{re}. — Investissements éligibles

Art. 76. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation de tout système de récupération de chaleur des fumées dans les fours industriels et artisanaux, les appareils de séchage au gaz naturel ou les chaudières et générateurs de vapeur. La récupération doit être obtenue par l'installation d'une des techniques suivantes :

- 1° récupérateurs spécifiques indépendants placés à la sortie des fours sur le circuit des fumées;
- 2° brûleurs auto-récupératifs équipés de leur propre récupérateur pour le préchauffage de l'air de combustion;
- 3° paire de brûleurs régénératifs, le premier en phase de chauffage du four, le second en phase de récupération, d'accumulation de chaleur.

Le montant de la prime s'élève à 50 euros par kW récupéré, plafonné à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 2. Pour les primes de plus de 2.000 euros, le nombre de kW récupérés doit être vérifié, et l'installation doit être contrôlée, in situ, par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Les appareils concernés doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R) si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

Art. 77. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation d'un système de modulation large du brûleur au gaz naturel permettant une régulation plus efficace, à savoir le placement de brûleurs modernes au gaz naturel, modulant dans une plage de 25 à 100 % au moins sur les fours industriels ou les chaudières.

Le montant de la prime s'élève à 3,75 euros par kW. La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 2. Le taux de modulation doit être établi par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Les appareils concernés doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R) si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

Art. 78. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation d'un système de feu direct au gaz naturel sur les produits à chauffer. Le concept de feu direct implique une harmonie parfaite des brûleurs, des fours et des produits à chauffer qui s'obtient lorsque la température de ces produits est considérée comme satisfaisante partout.

Les installations visées à l'alinéa 1^{er} sont notamment :

- 1° les brûleurs au gaz naturel à flamme directe;
- 2° les brûleurs au gaz naturel destinés aux séchoirs, au chauffage des bains pour le traitement thermique des métaux, à la post combustion et aux techniques de « make up air ».

Le montant de la prime s'élève à 12,5 euros par kW. La prime est plafonnée à 50 % du montant de la facture et ne peut excéder 12.500 euros par installation.

§ 2. Pour les primes de plus de 2.000 euros, l'existence d'une flamme directe doit être contrôlée, in situ, par un laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN EN ISO 17025 pour les contrôles selon les normes européennes d'application pour les appareils gaz concernés.

§ 3. Les appareils concernés doivent fonctionner au gaz naturel (catégories I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) ou I2E(R) si applicable) et posséder le marquage CE Belgique si ce dernier est applicable.

Section 2. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 79. En ce qui concerne les primes visées aux articles 76, 77 et 78, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution de gaz ou de l'administration, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relative aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- 3° d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en kWh l'économie d'énergie attendue;
- 4° pour les primes visées aux articles 76 et 78, en cas de prime supérieure à 2.000 euros, du rapport du laboratoire indépendant agréé;
- 5° pour les installations industrielles utilisant le gaz naturel, d'une déclaration sur l'honneur attestant que l'installation a été réalisée dans les règles de l'art;
- 6° pour toutes les autres installations au gaz naturel, d'une copie du P.V. de réception de l'installation par l'organisme de contrôle accrédité pour le contrôle des installations gaz naturel ou d'une copie de l'attestation de conformité de l'installation rédigée par l'installateur habilité accompagnée d'une copie de son certificat d'habilitation, selon le cas.

CHAPITRE III. — Installations électriques

Section 1^{re}. — Investissements éligibles dans tout type de bâtiment

Art. 80. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur enregistré, d'un système de gestion des installations électriques d'éclairage et d'appareillage inférieur à 20 kW par appareillage permettant d'éteindre ou de réguler de manière automatique les équipements électriques de tout type de bâtiments.

Le montant de la prime s'élève à 30 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par unité technique d'exploitation.

Art. 81. Une prime est octroyée pour l'installation :

- 1° d'un variateur de vitesse par variation de fréquence sur un compresseur, un système de ventilation et une pompe;
 - 2° d'un compresseur, pompe et système de ventilation munis d'un variateur de vitesse par variation de fréquence.
- L'économie d'énergie réalisée doit être au moins de 10 %.

Le variateur de vitesse ou le compresseur, la pompe et le système de ventilation muni d'un variateur de fréquence intégré doivent être marqués CE conformément à l'arrêté royal du 28 février 2007 relatif à la compatibilité électromagnétique et à l'arrêté royal du 23 mars 1977 concernant la mise sur le marché du matériel électrique.

Le montant de la prime s'élève à euros 100 par kW de puissance nominale du moteur et est plafonné à 5.000 euros par unité technique d'exploitation.

Art. 82. Une prime est octroyée pour l'installation d'un dispositif de régulation du froid et d'optimisation des cycles de dégivrage, à condition de réaliser une économie d'énergie d'au moins 20 %. Il s'agit d'un dispositif de contrôle du cyclage des compresseurs et qui optimise les cycles de dégivrage.

Le montant de la prime s'élève à 1.250 euros par groupe de froid de 15 kW électriques minimum équipé de ce dispositif.

Section 2. — Investissements éligibles en cas de rénovation de bâtiment

Art. 83. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour le remplacement en tout ou en partie d'un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

- 1° 3 W/m² par 100 lux dans les halls de sport et piscines;
- 2° 3 W/m² par 100 lux dans les locaux à usage médical;
- 3° entre 3 W/m² par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m² par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);
- 4° 2,5 W/m² par 100 lux dans les bureaux et autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques.

Le montant de la prime s'élève à :

- 1° 10 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 10 et 30 %;
- 2° 20 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée entre 30 et 50 %;
- 3° 30 % du montant de la facture en cas de diminution de la puissance installée supérieure à 50 %.

Le montant de la prime ne peut excéder 10.000 euros par unité technique d'exploitation.

Art. 84. Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour l'analyse des consommations électriques d'une unité technique d'exploitation consommant au moins 20 000 kWh électriques par an. L'analyse des consommations électriques comporte l'enregistrement des fournitures d'électricité pendant deux semaines, l'édition du rapport d'audit par un auditeur agréé dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA et l'indication des principales possibilités d'économies d'énergie (mesures techniques et investissements), leur coût et les économies engendrées sur le plan énergétique et financier.

Le montant de la prime s'élève à 50 % du montant de la facture relative à l'analyse et est plafonné à 1.000 euros par unité technique d'exploitation.

Section 3. — Procédure d'introduction de la demande

Art. 85. En ce qui concerne les primes visées aux articles 81, 82 et 83, le dossier est introduit par le demandeur auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire et de ses annexes, disponibles auprès du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de l'administration, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture relatives aux investissements ou prestations réalisés; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- 3° pour les primes visées aux articles 81 et 82, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer en kWh l'économie d'énergie attendue;
- 4° pour la prime visée à l'article 83, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer l'amélioration photométrique de l'éclairage et la diminution de puissance installée, de même que la puissance installée par m² par 100 lux.

Art. 86. En ce qui concerne les primes visées aux articles 80 et 84, le dossier est introduit par le demandeur auprès de l'administration dans un délai de quatre mois prenant cours à la date de la facture finale ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées.

Ce dossier est constitué :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° de l'original ou d'une copie de la facture ou de la note d'honoraires relative aux prestations réalisées;
- 3° pour la prime visée à l'article 80, d'une note de calcul technique permettant d'évaluer, en kWh, l'économie d'énergie attendue; les caractéristiques techniques des appareils doivent être mentionnées sur la facture, ou à défaut sur une note du vendeur accompagnant cette dernière, de manière telle que la vérification du respect des critères techniques puisse être effectuée;
- 4° pour la prime visée à l'article 84, d'une copie du rapport d'audit comprenant l'enregistrement de la fourniture d'électricité pendant deux semaines.

TITRE 5. — Procédure et modalités de liquidation des primes visées aux titres II à IV

CHAPITRE 1^{er}. — Modalités de traitement administratif des demandes

Art. 87. § 1^{er}. Dans les quarante jours prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur un accusé de réception précisant si son dossier est complet ou non.

Lorsque le dossier est incomplet ou nécessite des pièces justificatives jugées indispensables à la compréhension ou à la vérification des éléments contenus dans le dossier, le courrier visé à l'alinéa 1^{er} précise les éléments à fournir par le demandeur. Le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de septante jours prenant cours le lendemain de l'envoi de la lettre de demande d'information.

Le défaut de notification de l'ensemble des informations demandées dans le délai prescrit à l'alinéa 2 entraîne la clôture du dossier.

Dans les cent vingt jours prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur une lettre contenant la décision statuant sur la demande.

Le délai de cent vingt jours est suspendu à la date de la demande d'information jusqu'à la communication de l'ensemble des informations sollicitées.

Dans les vingt jours ouvrables à dater de la notification de l'acceptation de la demande, le montant de la prime est mis en liquidation par l'administration ou, selon le cas, par le gestionnaire de réseau.

§ 2. Tout courrier de refus mentionne la faculté de recours visée au titre VI ainsi que les modalités et la procédure y applicables.

§ 3. Le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, dispose d'un délai de trois ans, prenant cours le lendemain de la mise en liquidation du montant de la prime, pour vérifier la conformité de la demande aux conditions d'octroi visées aux titres II, III et IV du présent arrêté et réclamer, s'il y a lieu, le remboursement de la prime octroyée en cas de non respect de ces conditions.

Art. 88. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 51, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 72, 73 et 74, les demandeurs visés à l'article 46 peuvent introduire à l'administration pour les primes y traitées, préalablement à la réalisation des travaux éligibles en vertu du titre III, un dossier composé comme suit :

1° du formulaire de demande préalable ainsi que ses annexes, disponibles auprès de l'administration, dûment complétés;

2° de l'estimation budgétaire des investissements à réaliser.

Dans les trente jours qui suivent la réception de la demande préalable, l'administration envoie un accusé de réception à la société de logement de service public, par lequel elle précise si le dossier est complet ou non.

Si le dossier est déclaré incomplet, la société de logement de service public dispose de quarante jours prenant cours à dater du lendemain de l'envoi de l'accusé de réception transmis par l'administration pour fournir tout élément complémentaire et renseignements demandés.

Si au terme de ce délai la société de logement de service public a fait parvenir à l'administration les renseignements demandés, il sera procédé à un second accusé de réception pour informer la société de logement de service public du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai la société de logement de service public n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est réputée n'avoir jamais été introduite.

La décision de refus ou la promesse d'octroi de la subvention est notifiée dans les deux mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet du dossier.

§ 2. La promesse d'octroi de la prime a une durée de validité de vingt-quatre mois prenant cours le jour de sa notification. Si au terme de ce délai, la société de logement de service public n'a pas introduit sa demande de prime conformément aux articles 51, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 72, 73 et 74, la promesse d'octroi devient caduque.

§ 3. La présente disposition est applicable dans la mesure des crédits budgétaires disponibles.

CHAPITRE II. — *Disposition relative à la gestion des primes par les gestionnaires de réseau*

Art. 89. § 1^{er}. Chaque gestionnaire de réseau est tenu de communiquer à l'administration, pour le 10 de chaque mois, un fichier électronique transmis par courriel avec demande d'accusé de réception. Ce fichier comporte, triée par mesure, la liste des primes liquidées le mois précédent ainsi que leurs données détaillées.

§ 2. Trimestriellement, le gestionnaire de réseau adresse à l'administration, en 3 exemplaires, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des dépenses ainsi que des pièces justificatives relatives aux primes effectivement payées.

A la réception du relevé des dépenses, l'administration vérifie celui-ci et les pièces justificatives qui l'accompagnent. Après avoir déterminé le montant des dépenses admissibles, l'administration met ce montant en liquidation, déduction faite, le cas échéant, du solde du fonds de roulement visé au § 3.

Le gestionnaire de réseau mentionne sur sa déclaration de créance le numéro du compte financier dont il est titulaire et insère la mention « montant certifié sincère et véritable ».

§ 3. Dans le cadre de l'octroi des primes visées aux articles 20 et 52, le gestionnaire de réseau peut introduire une demande auprès de l'administration afin d'obtenir un fonds de roulement.

Pour les gestionnaires de réseau, le montant de ce fonds de roulement est déterminé comme suit :

- a) Pour IDEG Gaz, 150.000 euros;
- b) Pour IGH, 860.000 euros;
- c) Pour INTERLUX Gaz, 60.000 euros;
- d) Pour SEDILEC Gaz, 410.000 euros;
- e) Pour SIMOGEL Gaz, 100.000 euros;
- f) Pour GASELWEST Gaz, 20.000 euros;
- g) Pour ALG, 900.000 euros.

A l'épuisement de ce fonds de roulement, une réévaluation des montants sera effectuée par l'administration sur base de l'estimation du nombre de dossiers à recevoir, et le fonds sera réalimenté par décision du Ministre en charge de l'Energie.

A l'échéance de la période de validité des primes visées à l'alinéa 1^{er}, telle que déterminée à l'article 95, le solde du fonds de roulement fera l'objet d'une compensation.

CHAPITRE III. — *Procédure de liquidation des primes dans le cadre du programme relatif à l'octroi d'éco-prêts*

Art. 90. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° SWCS : la Société wallonne du Crédit social, en ce compris les guichets du crédit social agréés par celle-ci en Wallonie;

2° FLW : le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

3° Eco-prêts : dispositif créé par l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et par l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Société wallonne du Crédit social; le dispositif des Eco-prêts peut être cumulé avec une ou des eco-primés;

4° Eco-primés : toutes les primes visées au Titre II du présent arrêté, à l'exception des primes visées aux articles 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 et 32, dans le respect des conditions d'octroi applicables en vertu du présent arrêté; les éco-primés sont octroyés par la SWCS et le FLW. Les articles 87, 97 et 98 ne sont pas applicables.

Par dérogation au point 4° de l'alinéa 1^{er}, pour le bénéfice des éco-primés, l'exigence d'audit énergétique préalable reprise aux articles 6, § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du Titre II n'est pas applicable et est remplacée par l'expertise énergétique préalable visée respectivement aux articles 8 et 15 de l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, et à l'article 8 du Règlement annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Société wallonne du Crédit social.

Art. 91. Dans le cadre du dispositif éco-prêts, s'agissant des éco-primés octroyés, la SWCS et le FLW sont tenus de communiquer à l'administration, pour le 10 de chaque mois, un fichier électronique tel qu'établi par l'administration, transmis par courriel avec demande d'accusé de réception. Ce fichier comporte, triée par mesure, la liste des éco-primés liquidés le mois précédent ainsi que leurs données détaillées.

Le montant des éco-primés octroyés par la SWCS et le FLW leur est rétrocédé par l'administration sur base de déclarations de créance spécifiques pour chaque mesure, qui doivent être introduites par la SWCS et le FLW à l'administration, trimestriellement, en 3 exemplaires.

Chaque déclaration de créance spécifique doit être accompagnée d'un relevé des dépenses détaillé, ainsi que des pièces justificatives relatives aux éco-primés effectivement payés.

Art. 92. L'administration se réserve le droit de contrôler, au regard des exigences du présent arrêté, le respect des conditions d'octroi des éco-primés versés par la SWCS et le FLW.

Le cas échéant, l'administration procède à la récupération, à charge de la SWCS ou du FLW, des sommes indûment versées.

Art. 93. Les primes prévues au présent arrêté ne peuvent être cumulées avec les éco-primés octroyés par l'intermédiaire de la SWCS et du FLW.

CHAPITRE IV. — *Disposition spécifique pour les primes visées aux articles 76 et 78*

Art. 94. Sur demande des laboratoires indépendants agréés pour les mesures et/ou contrôles in situ réalisés dans le cadre des primes octroyés en vertu des articles 76 et 78 du présent arrêté, un contrat de marché sera passé entre la Région wallonne, représentée par le Ministre en charge de l'Energie et ces laboratoires.

CHAPITRE IV. — *Validité des primes*

Art. 95. Les primes sont accordées pour tout investissement éligible réalisé entre le 1^{er} mai 2010 et le 31 décembre 2011. Les dates prises en compte pour le respect de ce critère sont précisées aux titres II à IV, dans les articles déterminant les procédures d'introduction de la demande relatives à chaque prime.

Art. 96. En cas de consommation trop rapide du budget et à l'approche de l'épuisement de celui-ci, l'administration propose au Ministre en charge de l'Energie de publier un avis dans le *Moniteur belge*, sur le site internet Energie de la Région wallonne ainsi que dans les médias couvrant le territoire de la Région wallonne, en ce compris la Communauté germanophone.

Cet avis mentionne la période endéans laquelle les primes restent éligibles conformément aux procédures d'introduction de la demande définies dans chacun des titres II à V. Cette période ne peut être inférieure à deux semaines à dater de la publication au *Moniteur belge*.

TITRE 6. — *Des recours*

Art. 97. Sans préjudice du droit d'agir directement en justice, le demandeur dont la demande a été refusée peut introduire une demande en reconsidération de la décision de refus. Cette demande est adressée au directeur général de l'administration par courrier motivé dans un délai maximum de nonante jours à dater de la notification de la décision de refus.

Art. 98. § 1^{er}. La cellule contentieuse visée à l'article 97 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie accuse réception de la demande en reconsidération et invite le requérant à fournir, dans les septante jours, toutes les pièces et éléments justificatifs qu'elle identifie comme nécessaires au réexamen du dossier. A défaut de fourniture des éléments réclamés dans ce délai, la décision de refus initiale est confirmée.

§ 2. La cellule contentieuse notifie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de la réception de l'ensemble des éléments réclamés.

§ 3. Lorsque la demande en reconsidération a été jugée fondée, le montant de la prime est mis en liquidation conformément aux dispositions de l'article 87.

TITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 99. Les annexes 1^{re}, 2, 3 et 4 font partie intégrante du présent arrêté.

Art. 100. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 avril 2010.

Namur, le 22 mars 2010.

J.-M. NOLLET

ANNEXE 1

Spécifications supplémentaires sur la mesure de l'étanchéité à l'air des bâtiments dans le cadre de la réglementation PEB

1. Avant-propos

Ce document établit les exigences à respecter pour la mesure de l'étanchéité à l'air des bâtiments dans le cadre de la réglementation PEB. Il s'adresse principalement à *l'opérateur de mesure* (personne qui est responsable de la mesure et du rapport d'essai). Le *demandeur du test* (personne qui a commandé le test ou son représentant : architecte, responsable de la déclaration PEB, etc) est concerné seulement par le § 2 et l'annexe 2.

La réglementation PEB fait seulement référence à la norme NBN EN 13829 : 2001 pour la mesure du débit de fuite d'air à 50 Pa de l'enveloppe extérieure, \dot{V}_{50} . Les autres aspects de cette norme, entre autres les calculs dérivés, ne sont donc pas obligatoires dans le cadre de la réglementation PEB. La norme présente la méthode de mesure avec plusieurs variantes possibles. Le présent document établit les exigences à respecter : spécifications supplémentaires à la norme NBN EN 13829 : 2001. Cette norme est un prérequis indispensable à la lecture du présent document.

La prise en compte, par le demandeur du test, du résultat de la mesure de l'étanchéité à l'air d'un bâtiment dans le calcul de sa performance énergétique peut mener à un niveau de consommation d'énergie primaire (niveau E ou E_w) plus favorable que celui calculé sur base de la valeur de l'étanchéité à l'air par défaut. Dans la méthode de détermination du niveau de consommation d'énergie primaire (§ 7.8.3 de la méthode pour les bâtiments résidentiels (PER) et § 5.5.3 de la méthode pour les immeubles de bureaux et bâtiments scolaires (PEN)), le niveau E ou E_w dépend du débit d'infiltration et d'exfiltration, calculé sur base du débit de fuite d'air à 50 Pa, par unité d'aire de l'enveloppe, $\dot{v}_{50,heat}$, noté ci-après \dot{v}_{50} et exprimé en (m³/h)/m². Ce débit de fuite d'air spécifique, \dot{v}_{50} (v minuscule), est déterminé sur base du débit de fuite d'air à 50 Pa de l'enveloppe extérieure, \dot{V}_{50} (V majuscule) en m³/h, mesuré par l'opérateur de mesure conformément à la norme NBN EN 13829 : 2001 et en respectant les spécifications données dans le présent document.

2. Conditions de la mesure

2.1. Zone à mesurer

Exigences

La zone à mesurer doit être définie, par le demandeur du test, en cohérence avec la subdivision du bâtiment effectuée dans le cadre de la réglementation PEB. La zone à mesurer doit couvrir au moins l'ensemble du volume PER ou PEN considéré et ne peut pas couvrir des espaces situés en dehors du volume protégé (VP), comme des espaces adjacents non-chauffés. La zone effectivement mesurée doit être décrite de façon claire et précise dans le rapport d'essai par l'opérateur de mesure. Les plans du bâtiment (plans¹ des étages et coupes), indiquant clairement les limites de la zone mesurée, peuvent être annexés au rapport.

¹ Il peut s'agir de plans simplifiés et/ou de taille réduite pour être facilement annexés au rapport d'essai.

Recommandations

Dans la plupart des cas, l'essai d'étanchéité peut être réalisé sur l'ensemble du volume protégé (VP). La zone à mesurer peut donc inclure plusieurs volumes PER ou PEN (Figure 1).

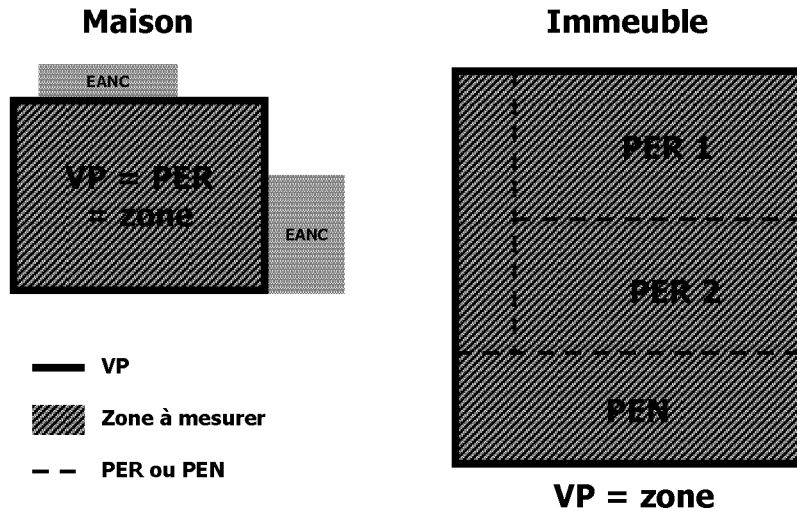


Figure 1 : Schéma de la zone à mesurer (hachuré) correspondant au volume protégé (trait continu), pour le cas d'une maison individuelle ou d'un immeuble (EANC = espace adjacent non-chauffé).

Dans certains cas, la mesure peut néanmoins être réalisée sur une partie seulement du volume protégé, mais toujours au moins sur le volume PER ou PEN considéré (un appartement individuel par exemple, Figure 2).

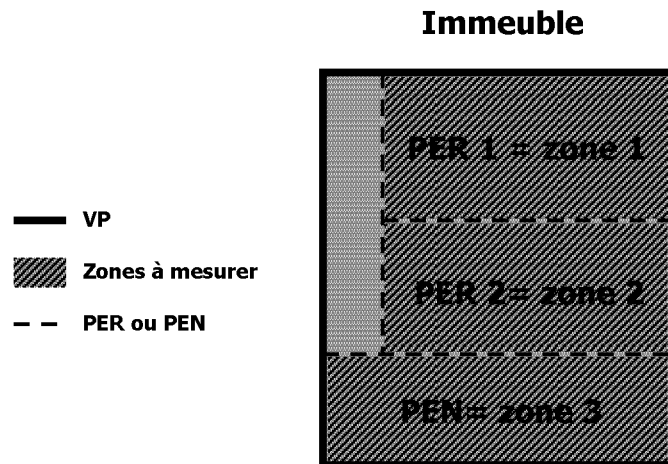


Figure 2 : Schéma de la zone à mesurer (hachuré) correspondant à un volume PER ou PEN (trait pointillé) individuel.

Exception

Dans le cas inhabituel où le volume PER ou PEN est composé de plusieurs parties séparées, sans ouverture (ouvrable sans outil) entre elles, mais chacune avec des ouvertures vers l'extérieur, la mesure doit être réalisée sur chacune de ces parties individuellement. Le débit de fuite d'air total, \dot{V}_{50} , de ce volume PER ou PEN est alors la somme des débits de fuite d'air totaux de chaque partie mesurée individuellement. Enfin, A_{test} (voir annexe 2), doit être déterminée sur base des limites de ce volume PER ou PEN.

2.2. Moment de la mesure et état du bâtiment

Exigence (rappel de la norme)

L'essai ne peut avoir lieu que lorsque l'enveloppe est complètement fermée : placement de toutes les fenêtres et portes qui délimitent la zone à mesurer.

Recommandations

Pour autant qu'ils risquent d'affecter la barrière d'étanchéité, il est recommandé que les travaux suivants soient terminés avant d'effectuer la mesure :

- chauffage,
- ventilation,
- sanitaires,
- électricité,
- finition des murs (plafonnage, plaques, lambris, etc),
- peinture, tapis.

3. Méthode et matériel

3.1. Choix de la méthode

Exigence

Dans le cadre de la réglementation PEB, l'essai d'étanchéité à l'air du bâtiment doit être réalisée avec la méthode A définie dans la norme NBN EN 13829 : 2001.

3.2. Choix de l'appareil

Exigence

Les exigences concernant l'équipement de pressurisation et les instruments de mesure sont détaillées dans la norme NBN EN 13829 : 2001, § 4.

En complément à la norme, il est nécessaire que les manomètres utilisés permettent de mesurer les différences de pression à ± 2 Pa près dans l'intervalle de mesure du test.

Recommandation

Il est recommandé que les appareils de mesures soient étalonnés de manière régulière, en suivant les prescriptions fournies par le fabricant². Une fréquence minimale d'une fois tous les 2 ans semble raisonnable pour la plupart des instruments de mesure.

4. Préparation du bâtiment

4.1. Chauffage, ventilation et autres appareils

Exigence

A l'exception des systèmes qui participent éventuellement à la mesure de l'étanchéité à l'air, tous les systèmes qui prélèvent ou rejettent de l'air à l'extérieur de la zone à mesurer doivent être arrêtés avant la mesure ; il s'agit au minimum des systèmes suivants :

- ventilation mécanique et conditionnement d'air,
- chauffage par air,

² Il est recommandé de faire appel à un laboratoire d'étalonnage qui satisfait aux exigences de la norme NBN EN ISO/IEC 17025. A titre indicatif, une liste de laboratoires d'étalonnage accrédités pour la Belgique peut être consultée sur www.belac.be.

- appareils à combustion ouverts (non étanche) : chaudières, chauffe-eau, poêles ou autres,
- hottes de cuisine rejetant l'air à l'extérieur,
- sèche-linges rejetant l'air à l'extérieur.

4.2. Ouvertures volontaires

Exigences

Dans ce document :

- sceller signifie rendre hermétique par tout moyen approprié (adhésif, ballon gonflable, bouchon, etc.) ;
- fermer signifie utiliser le dispositif de fermeture présent sur l'ouverture considérée sans augmenter l'étanchéité de l'ouverture en position fermée.

Règle générale pour les ouvertures dans l'enveloppe de la zone à mesurer

Les ouvertures volontaires dans l'enveloppe de la zone à mesurer doivent être fermées. Ces ouvertures ne peuvent donc pas être scellées. En l'absence de dispositif de fermeture, aucune mesure ne peut être prise pour augmenter l'étanchéité de l'ouverture. Les ouvertures qui pourraient ne pas présenter de dispositif de fermeture sont par exemple : certaines bouches de rejet d'air (sèche-linge, hotte, etc.), certaines cheminées (feu ouvert, appareils à combustion ouverts, etc.), un vide linge, les bouches d'un aspirateur centralisé, etc.

Les ouvertures doivent être fermées de telle manière à rester fermées pendant toute la durée de la mesure. Dans certains cas, des ouvertures volontaires devront être maintenues fermées au moyen d'un dispositif complémentaire adéquat. Le dispositif utilisé pour maintenir une ouverture fermée peut être, par exemple, un petit morceau de ruban adhésif, un dispositif mécanique (une cale, un poids, ...), mais ne peut en aucun cas être utilisé de manière à augmenter l'étanchéité de l'ouverture en position fermée. Les ouvertures qui pourraient devoir être maintenues fermées de cette manière sont par exemple : des chatières, des boîtes aux lettres, etc.

Le fonctionnement automatique de certaines ouvertures d'alimentation réglables (OAR) ou ouvertures d'évacuation réglables (OER), tel que régulation à la demande par détecteurs de présence, sondes CO₂, etc, doit également être désactivé pour que ces ouvertures restent fermées pendant toute la mesure.

Systèmes de ventilation mécanique

La norme exige d'obturer les bouches d'air des systèmes de ventilation mécanique ou de conditionnement d'air. En alternative et en dérogation à la norme, il est autorisé d'obturer ces systèmes au niveau de leurs conduits le plus près possible de l'endroit où ces conduits traversent l'enveloppe de la zone à mesurer (ou la barrière d'étanchéité). Pratiquement, il convient :

- soit de sceller toutes les bouches individuellement (1 sur Figure 3),
- soit de sceller les conduits principaux, entre le ventilateur et l'enveloppe de la zone à mesurer (2 sur Figure 3), quelque soit la position du ventilateur (intérieure ou extérieure à la zone à mesurer),
- soit de sceller les ouvertures extérieures, prises d'air et bouches de rejet (3 sur Figure 3).

Un moyen pratique pour le scellement des conduits ou des bouches est d'ôter les bouches et d'obturer le conduit aéraulique au moyen d'un ballon gonflable. Le scellement doit être réversible sans dommage pour le conduit.

L'endroit où les conduits sont scellés et le moyen utilisé doivent être mentionnés dans le rapport d'essai.

S'il y a un ventilateur dans un conduit d'évacuation d'un système de ventilation de type A ou B (voir § 4.3.1.3, Remarque 3 de la norme NBN D 50-001 : 1991), celui-ci est toujours considéré comme une évacuation naturelle et non mécanique. Conformément aux règles ci-dessus, de tels conduits ne peuvent donc pas être scellés, mais leurs ouvertures d'évacuation réglables doivent être fermées.

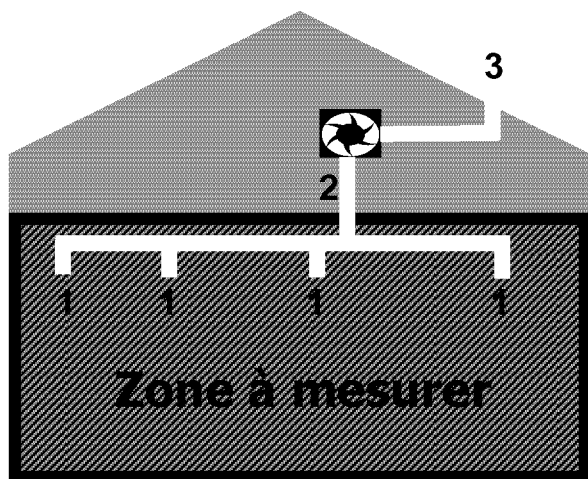


Figure 3 : Position du scellement des conduits de ventilation (pour un ventilateur hors du volume protégé) : au niveau des bouches individuelles (1), entre le ventilateur et l'enveloppe de la zone à mesurer (2), ou au niveau des prises d'air et de rejet (3).

Ouvertures en cours de travaux ou en attente

Des ouvertures volontaires en cours de travaux, ou en attente de l'installation d'un appareil (appareil à combustion, hotte, sèche-linge, chauffe-eau solaire, etc), ne peuvent pas être obturées temporairement pour la mesure.

Néanmoins, si ces ouvertures ne sont pas utilisées en conditions normales d'utilisation du bâtiment, elles peuvent être obturées de manière adéquate et durable³. L'obturation adéquate et durable de ces ouvertures inutilisées n'est pas une tâche qui incombe à l'opérateur de mesure. Il peut néanmoins exiger d'enlever un dispositif d'obturation qu'il juge injustifié, non-adéquat et/ou non-durable. Des ouvertures pour des appareils non installés dont l'obturation n'est normalement pas justifiée sont par exemple :

- une ouverture d'évacuation pour une hotte,
- une ouverture d'évacuation pour un sèche-linge,
- une cheminée ou une ouverture d'amenée d'air pour un appareil à combustion si le bâtiment n'est pas encore équipé de chauffage,
- une ouverture pour un appareil qui a déjà été livré,
- etc.

³ Par exemple, pour être considéré comme adéquat et durable, le dispositif d'obturation d'une cheminée métallique inutilisée et non-surmontée d'un chapeau pare-pluie doit entre autre permettre l'évacuation de la pluie ou de la neige pénétrant dans la cheminée.

Coupe-feu

La norme NBN EN 13829 : 2001 (§ 5.2.2) stipule de fermer, entre autres, les coupe-feu dans l'enveloppe de la zone à mesurer. Dans le cadre de la réglementation PEB, il faut comprendre cette exigence comme suit :

- les coupe-feu qui sont normalement fermés et s'ouvrent automatiquement en cas d'incendie, pour évacuer la fumée par exemple (type C), doivent effectivement restés fermés pendant la mesure ;
- cependant, les coupe-feu qui sont normalement ouverts et se ferment automatiquement en cas d'incendie (type A et B), ne peuvent pas être fermés pendant la mesure.

Ouvertures dans des espaces adjacents à la zone à mesurer

Dans les espaces (chauffés ou non chauffés) en dehors de la zone à mesurer (par exemple, une serre, une véranda, un garage, etc, ne faisant pas partie de la zone à mesurer), les portes, fenêtres, ouvertures d'amenée réglables et autres ouvertures éventuellement présentes dans l'enveloppe extérieure peuvent être fermées mais ne peuvent pas être scellées,

Ouvertures à l'intérieur de la zone à mesurer

La norme NBN EN 13829 : 2001 (§ 5.2.2) stipule, entre autres, les exigences concernant les portes de communication à l'intérieur de la zone à mesurer. Dans le cadre de la réglementation PEB, les spécifications supplémentaires suivantes sont d'application. A l'exception des portes des placards et des toilettes, toutes les portes, trappes et ouvertures à l'intérieur de la zone à mesurer doivent être ouvertes, si elles sont ouvrables sans outil, de sorte que l'ensemble de la zone à mesurer réagisse à la pression de manière homogène. Le terme placard couvre uniquement une armoire ou une armoire encastrée. Les ouvertures qui doivent donc être ouvertes sont par exemple :

- les portes intérieures,
- une trappe vers un local technique à l'intérieur de la zone à mesurer,
- une trappe vers une gaine technique faisant partie de la zone à mesurer,
- une porte vers un débarras,
- une trappe vers un grenier ou une cave appartenant à la zone à mesurer.

Pour des raisons pratiques et de sécurité, il est permis que certaines ouvertures restent fermées (par exemple, les portes d'accès aux ascenseurs ou aux cabines à haute tension).

Si un espace faisant partie de la zone à mesurer, ne présente pas d'ouverture (ouvrable sans outil) vers le reste de la zone à mesurer, mais bien vers l'extérieur, il doit faire l'objet d'une mesure séparée (voir § 2.1, zone à mesurer).

Si un espace ne présente d'ouverture (ouvrable sans outil) ni vers le reste de la zone à mesurer, ni vers l'extérieur, aucune disposition supplémentaire ne doit être prise.

Tableau de synthèse

Le tableau 1 donne une vue d'ensemble des exigences pour un certain nombre de situations courantes.

Tableau 1 : Traitement des ouvertures volontaires.

Composants	Etat	Exemples, à titre illustratif
Ouvertures à l'intérieur de la zone à mesurer		
○ Portes des placards et des toilettes	Fermé	
○ Autres ouvertures	Ouvert	○ Portes, trappes ou ouvertures intérieures, ouvrables sans outil
Ouvertures dans l'enveloppe de la zone à mesurer		
○ Ouvertures de ventilation mécanique	Scellé	○ Bouches intérieures ou conduits ou bouches extérieures (1 ou 2 ou 3, cfr Figure 3)
○ Autres ouvertures avec dispositif de fermeture	Fermé (1)	○ Portes et fenêtres extérieures ○ Portes et trappes vers un volume hors de la zone à mesurer : vers une cave, un garage, un grenier, un vide ventilé, un comble non habitable ○ Ouvertures de ventilation réglables : OAR, OER ○ Boîte aux lettres, chatière ○ Evacuation des eaux usées (2) ○ Bouches de rejet d'air avec fermeture, pour un sèche-linge, une hotte de cuisine (3) ○ Cheminées avec fermeture (feu ouvert, chaudière, poêle, etc.) (3) (4)
○ Autres ouvertures sans dispositif de fermeture	Ouvert	○ Grilles d'amenée d'air non obturables pour un appareil à combustion ouvert, etc. ○ Aération des décharges des eaux usées ○ Serrures, orifices pour les sangles des volets ○ Autres bouches de rejet d'air et cheminées sans fermeture (3) (4) ○ Etc.
<p>(1) En utilisant le(s) dispositif(s) de fermeture présent(s) sur l'ouverture, mais sans sceller. (2) Remplissage du siphon = fermeture. (3) Si il n'y a pas de dispositif de fermeture sur l'ouverture elle-même mais qu'un appareil est connecté à cette ouverture, il est autorisé de fermer cet appareil (exemple : clapet d'une hotte, porte d'un sèche-linge, porte d'un poêle, etc.). (4) Tous les appareils à combustion concernés doivent impérativement être arrêtés avant toute intervention. A noter qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures d'obturation avec les appareils à circuit de combustion étanche.</p>		

5. Procédure de mesure

5.1. Installation des appareillages

Exigences

Dans le cas d'un équipement de pressurisation que l'on adapte sur une ouverture extérieure (porte ou fenêtre), le choix de la position de l'équipement se portera sur une ouverture accessible en toute sécurité et présentant a priori l'étanchéité la plus forte. En règle générale, l'opérateur de mesure choisira de préférence, dans l'ordre :

1. une porte-fenêtre ou une fenêtre munie d'un joint d'étanchéité sur tout son périmètre ;
2. une porte équipée d'un dispositif d'étanchéité en partie basse (plinthe à guillotine ou brosse, par exemple) ;
3. une porte non équipée d'un dispositif d'étanchéité en partie basse.

La position de l'équipement doit être spécifiée dans le rapport d'essai.

Recommandations

Il faut s'assurer de l'étanchéité entre l'équipement de pressurisation et le bâtiment. Du ruban adhésif peut être utilisé le cas échéant pour garantir l'étanchéité du bord de l'équipement.

5.2. Mesures du débit de fuite d'air

Exigences

Il est requis de procéder à deux séries de mesure, l'une en pressurisation et l'autre en dépressurisation.

Pour tous les types de bâtiments, la différence de pression la plus élevée doit être au moins de 50 Pa (en valeur absolue).

Recommandation (rappel de la norme)

Il est recommandé d'effectuer les mesures jusqu'à une différence de pression de 100 Pa (en valeur absolue), comme spécifié dans la norme.

6. Calcul du débit de fuite d'air \dot{V}_{50}

Exigences (rappel de la norme)

Le débit de fuite d'air (\dot{V}_{50}) doit être calculé, conformément à la norme NBN EN 13829 :

2001, séparément pour les mesures en pressurisation (et noté ici $\dot{V}_{50,pres}$) et pour les mesures en dépressurisation (noté $\dot{V}_{50,depres}$).

Conformément au § 6.3.1 de la norme, le résultat final du débit de fuite d'air est la moyenne des débits de fuite d'air déterminés en surpression et en dépression, calculé comme suit :

$$\dot{V}_{50} = \frac{\dot{V}_{50,depres} + \dot{V}_{50,pres}}{2} \quad (\text{m}^3/\text{h})$$

Recommandation

Les simplifications suivantes peuvent être utilisées dans les calculs intermédiaires⁴ :

$$\left(\frac{\rho_i}{\rho_e}\right) = \left(\frac{T_e}{T_i}\right) \quad \left(\frac{\rho_e}{\rho_i}\right) = \left(\frac{T_i}{T_e}\right)$$

$$\left(\frac{\rho_e}{\rho_0}\right) \approx \left(\frac{T_0}{T_e}\right) \quad \left(\frac{\rho_i}{\rho_0}\right) \approx \left(\frac{T_0}{T_i}\right)$$

Où T_e et T_i (en K) sont les températures mesurées respectivement à l'extérieur et à l'intérieur ; et où T_0 est la température pour les conditions normales (293,15 K).

7. Check-list du rapport d'essai**Exigences**

Dans le cadre de la réglementation PEB, le rapport d'essai d'étanchéité à l'air du bâtiment doit au moins contenir les informations suivantes :

Données sur l'entreprise de mesure :

- Nom, adresse et n° TVA de l'entreprise (si d'application) ;
- Date de la mesure ;
- Nom et signature du responsable de l'essai (mesures, calculs et rapport), et date de signature ;

Données sur le demandeur :

- Nom, adresse

Données sur le bâtiment et la zone mesurée :

- Adresse complète ;
- Description claire, précise et univoque de la zone effectivement mesurée, éventuellement complété d'un tracé sur plans ;
- Etat (marche ou arrêt) du chauffage, de la ventilation et d'autres appareils ;
- Etat (fermé ou non obturé) des ouvertures volontaires dans l'enveloppe ;
- Position du scellement des conduits de ventilation.

Données sur l'essai :

- Marque, type et position de l'équipement de pressurisation et des appareils de mesure ;
- Concernant les appareils de mesure : date de la dernière calibration et nom de l'organisme qui a effectué cette calibration ;
- Description du type d'ouverture dans laquelle est placé l'équipement de pressurisation utilisé pour la mesure (par exemple : 'porte-fenêtre', 'porte avec joint d'étanchéité sur les profilés et plinthe à guillotine en partie basse' ou 'porte sans joints d'étanchéité, sans dispositif d'étanchéité en partie basse et avec boîte aux lettres intégrée munie d'un clapet') ;
- Températures intérieure et extérieure ;
- Détail des différences de pression à débit nul, mesurées avant et après l'essai, et différence de pression à débit nul moyenne utilisée dans les calculs ;
- Données des couples débit/pression⁵ en surpression et en dépression ;

⁴ Comme proposé dans "International Organization for Standardization, ISO 9972:2006, Thermal performance of buildings – Determination of air permeability of buildings – Fan pressurization method. Geneva, ISO, 2006."

⁵ Débits d'air à travers l'enveloppe du bâtiment (\dot{V}_{env}) et différences de pression induites (Δp), voir § 6.2 de la NBN EN 13829:2001.

- Justifications si la pression maximale atteinte est inférieure à 100 Pa (en valeur absolue) ;
- Graphique log/log présentant les données et les droites de régression en surpression et en dépression ;
- Résultat des calculs intermédiaires autant en surpression qu'en dépression : coefficient C_{env} et exposant n obtenus par régression, coefficient corrigé C_L et \dot{V}_{50} ;
- Débit de fuite d'air moyen, \dot{V}_{50} ;
- Jusqu'à nouvel ordre, un calcul d'erreur n'est pas requis.

Informations facultatives

Etant donné que la méthode de détermination du niveau de consommation d'énergie primaire fait seulement référence à la norme NBN EN 13829 : 2001 pour la mesure du débit de fuite d'air à 50 Pa de l'enveloppe extérieure (\dot{V}_{50}), les autres calculs sont facultatifs dans un rapport de mesure qui sert de document justificatif pour le calcul du niveau E ou E_w . Les points suivants de la norme sont en particulier concernés :

- Volume intérieur selon § 6.1.1 de la norme ;
- Aire nette de plancher selon § 6.1.3 ;
- Taux de renouvellement d'air n_{50} à 50 Pa selon § 6.3.1.

Néanmoins, si ces grandeurs sont mentionnées dans le rapport d'essai, elles devront être accompagnées des conventions de calcul utilisées pour les déterminer (dimensions intérieures ou extérieures, prise en compte ou non du volume des parois internes, etc).

8. Références

Institut belge de normalisation, NBN EN 13829, Performance thermique des bâtiments. Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments. Méthode de pressurisation par ventilateur. Bruxelles, IBN, 2001.

9. Synthèse des spécifications supplémentaires (exigences et recommandations)

Le tableau ci-dessous reprend seulement les spécifications supplémentaires du présent document ; les exigences de base pour la mesure du débit de fuite d'air, \dot{V}_{50} , se trouvent dans la norme NBN EN 13829 : 2001.

	Exigences	Recommandations
Zone à mesurer (§ 2.1)	PER ou PEN \leq zone \leq VP	Soit zone = VP total Soit zone = PER ou PEN individuels
Moment de la mesure (§ 2.2)	Enveloppe terminée	Tous les travaux terminés
Choix de la méthode (§ 3.1)	Méthode A	
Appareillage (§ 3.2)	Mesure de pression à ± 2 Pa près	Etalonnage régulier
Chauffage, ventilation, et autre appareils (§ 4.1)	Arrêts des appareils qui prélèvent ou rejettent de l'air à l'extérieur	
Ouvertures volontaires (§ 4.2)	Si dispositif de fermeture : fermer et maintenir fermé Ouvertures de ventilation mécanique : sceller Espaces contigus : fermer les ouvertures	
Installation des appareillages (§ 5.1)	Dans l'ouverture la plus étanche (accessible en toute sécurité)	Rendre étanche le joint entre l'équipement et l'enveloppe du bâtiment
Mesure du débit (§ 5.2)	2 séries : pressurisation et dépressurisation Différence de pression la plus élevée d'au moins 50 Pa (en valeur absolue)	Différence de pression la plus élevée d'au moins 100 Pa (en valeur absolue)
Calcul du résultat (§ 6.1)	\dot{V}_{50} est la moyenne des débits en surpression et en dépression	

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.
Namur, le 22 mars 2010.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 2

Utilisation du résultat dans la réglementation PEB

1 Aire *test* de l'enveloppe

L'aire test de l'enveloppe, A_{test} (m²) ne doit pas nécessairement être mentionnée dans le rapport de mesure, mais est nécessaire, dans le cadre de la réglementation PEB, pour le calcul du débit de fuite d'air par unité d'aire de l'enveloppe, \dot{v}_{50} ((m³/h)/m²), sur base du débit de fuite d'air à 50 Pa, \dot{V}_{50} (m³/h), déterminé par mesure.

La valeur A_{test} doit être déterminée selon la définition donnée dans la réglementation PEB. Pour déterminer A_{test} , il faut utiliser les mêmes conventions que celles utilisées pour déterminer l'aire de déperdition dans le calcul du niveau E ou E_w :

- si la zone à mesurer correspond au volume protégé, la valeur de A_{test} doit être égale à la valeur A_T du volume K (calcul du niveau K) ;
- si la zone à mesurer correspond à un volume PER ou PEN considéré dans la réglementation PEB, A_{test} doit être égale à $A_{T,E,PER}$ ou $A_{T,E,PEN}$;
- dans les autres cas, A_{test} doit être calculée sur base des limites de la zone à mesurer et selon les conventions utilisées dans le calcul du niveau E ou E_w .

Remarque : cette aire test de l'enveloppe est différente de l'aire de l'enveloppe (A_E) définie, au § 6.1.2 de la NBN EN 13829 : 2001, sur base des dimensions intérieures de l'enveloppe complète.

Si la valeur de A_{test} est disponible, elle peut être mentionnée dans le rapport d'essai par l'opérateur de mesure, en spécifiant la source (architecte, maître d'ouvrage, etc).

2 Calcul du débit de fuite d'air spécifique \dot{v}_{50}

Le débit de fuite d'air par unité d'aire d'enveloppe est alors calculé sur base du débit de fuite d'air moyen et de l'aire test de l'enveloppe :

$$\dot{v}_{50} = \frac{\dot{V}_{50}}{A_{\text{test}}} \quad ((\text{m}^3/\text{h})/\text{m}^2)$$

Si la valeur de \dot{v}_{50} est disponible, elle peut être mentionnée dans le rapport d'essai par l'opérateur de mesure. Dans ce cas, la valeur A_{test} doit également être mentionnée.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 22 mars 2010.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 3

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.a. Captation d'énergie.

▪ Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière « statique » ou « dynamique ».

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas d'une captation « dynamique » (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...
- Dans le cas d'une captation « statique » (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

▪ Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui horizontalement soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui horizontalement ou verticalement dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires.
- Dans le cas d'un évaporateur horizontal, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

▪ Dans l'air extérieur :

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air extérieur de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air extérieur comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire doivent fonctionner effectivement dans les conditions de température déterminées dans le présent cahier des charges.

Dans tous les cas, l'évaporateur devra se trouver à l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'Est et l'Ouest en passant par le Sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, son débit et la puissance des auxiliaires seront précisés.

Dans tous les cas, si l'exploitation de la ressource naturelle est soumise à l'octroi d'un permis d'urbanisme et/ou d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce(s) permis doit être jointe à la demande de prime.

1.b. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie d'un compteur électrique de passage permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur.

2. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur **réversibles** permettant le refroidissement des bâtiments **ne sont pas éligibles** au bénéfice de la prime.

2.a. Rejet d'énergie.

▪ Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleurs qui rejettent l'énergie thermique sur l'air **ne sont pas éligibles** au bénéfice de la prime.

▪ Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Un appoint électrique est autorisé **uniquement** dans les salles de bains et douches.

2.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35°C	3.1
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10°C (*)	35°C	5.1
Échangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0°C (*)	35°C	4.3

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35°C	3.1

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Échangeur à gaz (Horizontal)	Eau	-5°C	35°C	4
	Gaz	-5°C	35°C	4

3. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

3.a. Rejet d'énergie.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre le traitement anti-légionelle périodique et il sera muni du groupe de sécurité classique.

3.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15°C à 45°C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10°C (*)	Montée en T° de 15°C à 45°C	4.2
Échangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0°C (*)	Montée en T° de 15°C à 45°C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15°C à 45°C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude	COP Minimal
Échangeur à gaz (Horizontal)	Eau	-5°C	Montée en T° de 15°C à 45°C	3
	Gaz	-5°C	Montée en T° de 15°C à 45°C	3

4. POMPES A CHALEUR COMBINEES CHAUFFAGE DE L'HABITATION - EAU CHAUDE SANITAIRE

Les pompes à chaleur **réversibles** permettant le refroidissement des bâtiments **ne sont pas éligibles** au bénéfice de la prime.

4.a. Rejet d'énergie pour le chauffage de l'habitation.

▪ Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleurs qui rejettent l'énergie thermique sur l'air **ne sont pas éligibles** au bénéfice de la prime.

▪ Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Un appoint électrique est autorisé **uniquement** dans les salles de bains et douches.

4.b. Rejet d'énergie pour la production d'eau chaude sanitaire.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre le traitement anti-légionelle périodique et il sera muni du groupe de sécurité classique.

4.c. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur combinée doit respecter simultanément ou alternativement les Coefficients de Performance minimaux qui varient en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35°C 45°C	3.1 2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10°C (*)	35°C 45°C	5.1 4.2
Échangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0°C (*)	35°C 45°C	4.3 3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35°C 45°C	3.1 2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Échangeur à gaz (Horizontal)	Eau	-5°C	35°C	4
			45°C	3
	Gaz	-5°C	35°C	4
			45°C	3

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 22 mars 2010.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 4

L'étude de pertinence comprendra au moins :

1. La description des besoins en chaleur :
 - Logements existants : puissance installée, consommations annuelles normalisées en fonction des degrés-jours, la description des chaufferies existantes (pour logements existants à raccorder), type de combustible utilisé et profil des usagers
 - Logements à créer : évaluation de la puissance installée et estimation des consommations annuelles normalisées en fonction des degrés-jours, profil des futurs usagers
2. La description des mesures URE programmées à court terme (préciser) dans les logements existants et leurs impacts chiffrés sur les consommations du projet une fois réalisées.
3. La description du tracé et des branches du réseau de chaleur envisagé : longueur, densité énergétique (MWh/mètre courant de réseau), par branche et globalement, idéalement sous forme de tableau synthétique, le type de matériel envisagé pour le réseau (souple, rigide...).
4. La description des sous-stations envisagées : puissance par bâtiment, type d'échangeur...
5. Les coûts et caractéristiques des combustibles de références et de substitution : PCI, granulométries et humidité pour plaquettes de bois... utilisé pour le système centralisé de production de chaleur.
6. L'estimation des besoins thermiques totaux du réseau et de chacune des branches. Présentation de la monotone du réseau complet.
7. L'estimation des puissances thermiques nécessaires du système centralisé de production de chaleur pour couvrir les besoins thermiques du réseau complet.
8. La description des paramètres techniques du système centralisé de production de chaleur : chaudières biomasse, cogénérations, types et puissances des équipements, taux de couverture des besoins thermiques annuels par la biomasse ...
9. L'estimation des consommations en combustibles (biomasse).
10. Le descriptif des installations : localisation et dimensionnement de la chaufferie et du silo : surface, volume utile et total du silo, solution envisagée pour le silo (aérien, enterré, silo trémie..., type de trappes, mode de désilage et de transfert du combustible ...). Accessibilité et aire de manœuvre pour l'approvisionnement en combustible (biomasse).
11. Un plan de localisation et d'implantation général des locaux techniques et du réseau de chaleur.
12. L'évaluation des coûts d'investissement pour les principaux postes : locaux techniques, silo, les équipements du système centralisé de production de chaleur, réseau, sous-stations...
13. Le bilan économique et financier du projet (avec aides identifiées et sans aide).
14. Le bilan environnemental du projet, dont les réductions d'émissions de CO₂ par rapport à la situation existante ou par rapport à une solution classique au gaz ou au mazout.
15. Le bilan social du projet au niveau local ou régional.
16. Conclusions et/ou recommandations pour améliorer le projet.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 22 mars 2010.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2010 — 1397

[C — 2010/27061]

22. MÄRZ 2010 — Ministerialerlass über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 37;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 25*bis*, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29*bis*, Absatz 2;

Aufgrund des von der Wallonischen Regierung am 17. Dezember 2009 genehmigten Orientierungsdokuments über die Reform der Energieprämien;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 11. Februar 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Februar 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Tatbestands, dass die durch die Regelungen im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden vorgeschriebenen Anforderungen ab dem 1. Mai 2010 strenger werden; dass das in dem Ministerialerlass vom 20. Dezember 2007 vorgesehene Programm zur Gewährung von Prämien auch an diesem Datum fällig wird;

In Erwägung des Tatbestands, dass dieses Programm nicht unverändert verlängert werden kann, unter Beachtung der Notwendigkeit, die Kriterien für die Gewährung der Prämien im Hinblick auf die künftigen Anforderungen in Sachen Energieeffizienz anzupassen;

In Erwägung des Tatbestands, dass die Stärkung der Kriterien für die Gewährung der Prämien eine vorzeitige Information der durch die neue, einzuführende Prämienregelung betroffenen Personen erfordert, d.h. der Bezugsberechtigten sowie des Bausektors; dass eine verspätete Mitteilung der neuen Anforderungen einen Überraschungseffekt hervorrufen würde, der für die Öffentlichkeit schädlich wäre, da diese imstande sein muss, sich zwecks der Vollbringung der prämierten Arbeiten ab heute an die neuen Bedingungen anzupassen,

Beschließt:

TITEL 1 — Allgemeines

Artikel 1 - Zwecks der Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Gebäude": jedes auf dem Gebiet der Wallonischen Region stehende Gebäude, mit Ausnahme der mobilen Anlagen, in dem Investitionen oder Leistungen im Hinblick auf eine rationelle Energienutzung getätigt werden;

2° "Wohnung" bzw. "Wohngebäude": jedes Gebäude, das dazu bestimmt ist, von einem oder mehreren Haushalten bewohnt zu werden; gilt ebenfalls als Wohnung das Gebäude, das zu einer gemischten Verwendung bestimmt ist, wenn der zu Wohnzwecken bestimmte Teil der Wohnung 40% der Gesamtfläche überschreitet;

3° "Wohneinheit": Teil einer Wohnung, wie z.B. ein Appartement, dessen Räume der ausschließlichen Verwendung durch einen einzigen Haushalt vorbehalten sind;

4° "Einfamilienhaus": Wohnung, deren Räume alle zur individuellen Verwendung durch einen einzigen Haushalt vorbehalten sind, mit Ausnahme der Gemeinschaftswohnungen und der Appartements sowie jeder Form von übereinander liegenden Räumlichkeiten, die getrennten Wohnungen angehören;

5° "Renovierung": in einem Gebäude durchgeführte Arbeiten, für welche das Datum der Empfangsbestätigung des ersten Antrags auf eine Städtebaugenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 liegt;

6° "natürlicher Dämmstoff": Material, das für zumindest 80% aus Pflanzenfasern, Tierfasern oder Zellulose besteht, dessen Dichte nicht mehr als 150 Kg/m³ betragen kann;

7° "Wärmewiderstandskoeffizient, R": nach der Anlage VII des Erlasses der wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind, bestimmter Koeffizient; für die nicht in dieser Anlage genannten Materialien wird dieser Koeffizient gemäß der Norm NBN 62-002 (2008) bestimmt;

8° "Gesamtwärmedämmungsniveau K": das Niveau K wird gemäß der Regelung berechnet, die zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf Städtebaugenehmigung gilt; in Ermangelung einer zu diesem Zeitpunkt bestehenden Regelung wird das Niveau K gemäß der Regelung berechnet, die zwölf Monate vor dem Datum der Endrechnung gilt;

9° "Faktor g_{tot}": Faktor des Gesamtsonnenenergieeintrags, Verhältnis zwischen der gesamten Solarenergie, die durch ein verglastes Fenster in einen Raum gelangt und der auf diesem Fenster auftreffenden Sonnenenergie; dieser Faktor wird nach den geltenden Normen bestimmt;

10° "E_w-Wert": das Niveau des Primärenergieverbrauchs nach Artikel 530, 18) sub Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind;

11° "endgültige PEB-Erklärung": das in Artikel 237/1, 12° sub Artikel 10 des Rahmendekrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zwecks der Förderung der Energieeffizienz von Gebäuden genannte Dokument;

12° "unterhaltsberechtigtes Kind": das Kind, für das der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner oder die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht, oder das Kind, das auf Vorlage von Belegen von der Verwaltung als unterhaltsberechtigtes betrachtet wird;

13° "Einkommen": das global steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person am Tag der Antragstellung, wobei dieses Einkommen das Einkommen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Endrechnung ist. Bei einer Trennung des

Antragstellers zwischen dem Bezugsjahr für das Einkommen und der Antragstellung wird beim berücksichtigten Einkommen von der eventuellen Anwendung des Ehepaarquotienten abgesehen. Dieses Einkommen wird um 2.200 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind verringert;

14° "geringes Einkommen": Einkommen zwischen 12.000,01 Euro und 24.100 Euro wenn der Antragsteller alleinstehend ist, oder zwischen 16.400,01 Euro und 30.100 Euro wenn der Antragsteller in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt;

15° "prekäres Einkommen": Einkommen, das 12.000 Euro nicht übertrifft, wenn der Antragsteller alleinstehend ist, oder 16.400 Euro nicht übertrifft, wenn der Antragsteller in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt;

16° "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;

17° "Netzbetreiber": der Betreiber des Gasversorgungs- oder des Stromverteilernetzes, auf dessen Gebiet die Investition getätigt wird;

18° "AMURE-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor eingeführtes Programm;

19° "UREBA-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden eingeführtes Programm;

20° "MEBAR-Programm": durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die Haushalte mit geringem Einkommen für eine rationelle und wirksame Energienutzung eingeführtes Programm;

21° "Sanierungsprämie": kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zur Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, eingeführte Prämie;

22° "Aufschwungsdokrete": das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind und das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

23° "registrierter Unternehmer": gemäß dem Königlichen Erlass vom 27. Dezember 2007 zur Ausführung der Artikel 400, 401, 403, 404 und 406 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 und des Artikels 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzlerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer registrierter Unternehmer;

24° "Bauherr der Investitionen": Person, die die prämierten Investitionen tätigt, und an die die entsprechenden Rechnungen bzw. Honorarrechnungen gerichtet werden.

Art. 2 - Die für das UREBA-Programm zulässigen juristischen Personen können die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht in Anspruch nehmen, mit Ausnahme der in Artikel 35, § 3 erwähnten Prämie.

Für dieselben Arbeiten und Investitionen können die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Prämien weder mit einer Sanierungsprämie noch mit den im Rahmen der AMURE und MEBAR-Programme und der Aufschwungsdokrete gewährten Zuschüssen kumuliert werden.

Der Betrag der kraft des vorliegenden Erlasses gewährten Prämien darf keinesfalls den Betrag der Rechnung für die prämierten Investitionen übertreffen.

Die im vorliegenden Erlass erwähnten Rechnungsbeträge verstehen sich ohne MwSt wenn der Antragsteller MwSt-abzugsberechtigt ist, und MwSt einbezogen wenn er nicht MwSt-abzugsberechtigt ist.

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, werden alle im vorliegenden Erlass erwähnten Leistungen und Arbeiten gemäß dem Königlichen Erlass vom 29. Januar 2007 bezüglich der beruflichen Fähigkeit für die Ausübung der selbstständigen Tätigkeiten in den Berufen des Baus und der Elektrotechnik sowie des allgemeinen Unternehmens durchgeführt.

Außer einer ausdrücklichen Ausnahmeregelung finden alle Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die die Heranziehung eines registrierten Unternehmers erfordern, auf die in ihrer Gesamtheit gemeinten Arbeiten und Anlagen Anwendung.

Art. 3 - Um es der Verwaltung möglich zu machen, die Einhaltung der in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf die minimis-Beihilfen erwähnten de minimis-Regeln zu prüfen, informiert der Antragsteller die Verwaltung über jede öffentliche Beihilfe, die er im Laufe der drei Jahre vor der Einreichung eines Antrags auf Prämie im Rahmen des vorliegenden Erlasses erhalten hat.

TITEL 2 — Prämien zugunsten jeder natürlichen oder juristischen Person mit Ausnahme der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes

KAPITEL I — Allgemeines

Art. 4 - Im Sinne des vorliegenden Titels versteht man unter Antragsteller, mit Ausnahme der in Artikel 46 erwähnten Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes: jede natürliche oder juristische Person, die Bauherr der Investitionen oder der Leistungen im Hinblick auf die Energieeinsparung ist, die gemäß dem vorliegenden Titel Anspruch auf die Prämie geben.

Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Betrag und Gewährungsbedingungen wie folgt bestimmt sind.

KAPITEL II — Isolierungsarbeiten

Abschnitt 1 — Renovierung

Unterabschnitt 1 — Prämiertenberechtigte Investitionen

Art. 5 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 10 Euro pro m² isolierter Fläche wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Dämmstoff ausgeführt wird, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 3,5 m²K/W beträgt.

Wenn der Antragsteller die Arbeiten selbst durchführt, ist der Betrag der Prämie auf 5 Euro pro m² isolierter Fläche begrenzt.

§ 2. Der Dämmstoff darf in mehreren Lagen angebracht werden. In diesem Fall muss die Summe der Wärmewiderstände der verschiedenen Lagen mindestens so hoch wie der in § 1 bestimmte Koeffizient sein.

§ 3. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 1, Absatz 1 genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 2 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 4 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 4. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 1, Absatz 2 genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 1 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 2 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 5. Die Beträge der in § 1 genannten Prämie werden um 3 € / m² erhöht, wenn die Isolierungsarbeiten mit einem natürlichen Dämmstoff durchgeführt werden.

§ 6. Der Gesamtbetrag der Prämie wird pro Jahr auf die Isolierung einer Höchstfläche von 100 m² pro Einfamilienhaus und 200 m² für jedes andere Gebäude begrenzt.

Art. 6 - § 1. Eine Prämie wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung der Wände gewährt, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Dämmstoff ausgeführt wird.

Die Prämie wird nur nach der Durchführung eines Energieaudits gewährt, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 35 erwähnten Verfahren. Das Energieaudit muss die Zweckmäßigkeit der Isolierung der Wände bestätigen.

§ 2. Der Koeffizient R des Dämmstoffs muss mindestens folgende Werte erreichen:

- a) 1,5 m²K/W für die Isolierung der Wände von innen aus, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 20 Euro/m² isolierter Fläche;
- b) 1,5 m²K/W für die Isolierung der hohlen Wände durch Füllen des Hohlraums, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 10 Euro/m² isolierter Fläche;
- c) 2 m²K/W für die Isolierung der Wände von der Außenseite der bestehenden Mauer aus, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 30 Euro/m² isolierter Fläche.

§ 3. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 2, a genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 4 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 8 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 4. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 2, b genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 2 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 4 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 5. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 2, c genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 6 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 12 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 6. Die Beträge der in § 2 genannten Prämie werden um 3 €/m² erhöht, wenn die Isolierungsarbeiten mit einem natürlichen Dämmstoff durchgeführt werden.

§ 7. Der Gesamtbetrag der Prämie wird pro Jahr auf die Isolierung einer Höchstfläche von 120 m² pro Einfamilienhaus oder Wohneinheit und 240 m² für jedes andere Gebäude begrenzt.

Art. 7 - § 1. Eine Prämie wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung der Fußböden gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Dämmstoff ausgeführt wird.

Die Prämie wird nur nach der Durchführung eines Energieaudits gewährt, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 35 erwähnten Verfahren. Das Energieaudit muss die Zweckmäßigkeit der Isolierung der Fußböden bestätigen.

§ 2. Der Koeffizient R des Dämmstoffs muss mindestens folgende Werte erreichen:

- a) 2 m²K/W für die Isolierung von unten aus oder in der Struktur des Fußbodens, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 10 Euro/m² isolierter Fläche;
- b) 1,5 m²K/W für die Isolierung von der Oberseite der Struktur des Fußbodens aus, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 27 Euro/m² isolierter Fläche.

§ 3. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 2, *a* genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 2 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 4 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 4. Wenn das Gebäude, das Gegenstand der Arbeiten ist, ein Wohngebäude ist und wenn der Antragsteller eine natürliche Person und/oder gegebenenfalls der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person ist und er über das Volleigentum oder einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz an/in diesem Gebäude verfügt, wird der Betrag der in § 2, *b* genannten Prämie um folgende Beträge erhöht:

- a) 3 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen gering ist;
- b) 8 Euro pro m² isolierter Fläche wenn das Einkommen prekär ist.

§ 5. Die Beträge der in § 2 genannten Prämie werden um 3 €/m² erhöht, wenn die Isolierungsarbeiten mit einem natürlichen Dämmstoff durchgeführt werden.

§ 6. Der Gesamtbetrag der Prämie wird pro Jahr auf die Isolierung einer Höchstfläche von 80 m² pro Einfamilienhaus und 160 m² für jedes andere Gebäude begrenzt.

Art. 8 - Eine Prämie wird bei der Renovierung eines Einfamilienhauses oder eines Appartements für die Installierung durch einen registrierten Unternehmer von außen liegenden, festen oder beweglichen Sonnenschutzvorrichtungen gewährt; dabei kann es sich um Fensterläden, Lamellenvorhänge oder Vordächer handeln, die dazu bestimmt sind, die Fensterscheiben vor einer direkten Sonnenstrahlung zu schützen, mit Ausnahme von jeglicher Fensterscheibe, von jeglichem auf der Fensterscheibe angebrachten Film oder jeglicher Beschattung mittels Pflanzen.

Der Faktor "g_{tot}" der Gesamtheit Fensterscheibe + Sonnenschutz muss unter oder gleich 0,3 liegen.

Die Sonnenschutzvorrichtungen müssen zwischen Südost und West über Süd orientiert sein, d.h. zwischen 135° bis 270°.

Der Betrag der Prämie ist 15 €/m² geschützter Glasfläche, wobei die Gesamtfläche folgende Werte nicht überschreiten darf:

- a) 30 m² pro Einfamilienhaus;
- b) 20 m² pro Appartement.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 9 - § 1. Was die in den Artikeln 5 bis 7 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Endrechnung eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die erbrachten Leistungen;

3° aus einer Kopie des vorher durchgeführten Energieaudits, wenn ein solches Audit vorher durchzuführen ist;

4° wenn aufgrund der Höhe des Einkommens eine Erhöhung der Prämie beantragt wird:

— aus einem Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Feststellung der Zusammensetzung des Haushalts des Antragstellers zwischen dem Datum der Endrechnung und dem Datum des Antrags;

— aus dem oder den Zeugnissen betreffend die von dem Haushalt bezogenen Kindergelder, wobei diese Zeugnisse von der Kinderzulagenkasse, der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder jeder sonstigen zuständigen Stelle ordnungsgemäß ausgefüllt werden müssen;

— aus einer Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen oder ggf. jeglichen sonstigen Dokuments, anhand dessen die Höhe des Einkommens bestimmt werden kann. Wenn die Antragsteller Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, müssen sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wären;

— aus einer Bescheinigung auf Ehrenwort des Antragstellers zur Bescheinigung, dass der Antragsteller und/oder der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person über das Volleigentum an diesem Gebäude verfügt, oder eine Kopie des Auszugs der Vereinbarung zur Bescheinigung, dass der Antragsteller und/oder der mit ihr zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihr in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person über einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz in diesem Gebäude verfügt.

§ 2 - Was die in Artikel 8 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung für die Materialien und die erbrachten Leistungen.

Abschnitt 2 — Bau einer Wohnung

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 10 - § 1. Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung vor dem 1. Februar 2009 liegt, wird beim Bau eines Einfamilienhauses eine Prämie von 1.500 Euro gewährt, wenn dieses Einfamilienhaus die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" erhalten hat, oder wenn es folgenden Kriterien Rechnung trägt:

- 1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Einfamilienhauses beträgt höchstens 45;

2° das Einfamilienhaus ist nicht mit einem elektrischen Heizsystem ausgerüstet, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Die nicht umkehrbaren Wärmepumpen oder diejenigen, die in einer neuen Wohnung integriert sind, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.

3° die Belüftung des Einfamilienhauses entspricht der bei dem Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung.

§ 2. Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 31. Januar 2009 und vor dem 1. Mai 2010 liegt, wird beim Bau eines Einfamilienhauses eine Prämie von 1500 Euro gewährt, wenn dieses Einfamilienhaus die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" erhalten hat, oder wenn es folgenden Kriterien Rechnung trägt:

1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Einfamilienhauses beträgt höchstens 35;

2° das Einfamilienhaus ist nicht mit einem elektrischen Heizsystem ausgerüstet, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Die nicht umkehrbaren Wärmepumpen oder diejenigen, die in einer neuen Wohnung integriert sind, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.

3° die Belüftung des Einfamilienhauses entspricht der bei dem Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung.

§ 3. Der Betrag der Prämie im Sinne von § 1 wird pro K-Einheit unter K45 um 100 Euro/Einheit erhöht.

Der Betrag der Prämie im Sinne von § 2 wird pro K-Einheit unter K35 um 100 Euro/Einheit erhöht.

Der Höchstbetrag der Prämien im Sinne von Absatz 1 und 2 darf 2500 Euro pro Gebäude nicht überschreiten.

Art. 11 - Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung vor dem 1. Mai 2010 liegt, wird beim Bau eines Einfamilienhauses eine Prämie von 6500 Euro gewährt, wenn dieses Einfamilienhaus die Kriterien des "Passivhauses" erfüllt, und folgenden Bedingungen Rechnung getragen wird:

1° die Luftdurchlässigkeit des Gebäudes wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Gebläses getestet und die Lufterneuerung muss einen Wert $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ gemäß der Norm NBN EN 13829 betragen;

2° das Einfamilienhaus ist mit einer Belüftung der Art "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" ausgerüstet, mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers, der folgenden Kriterien entspricht:

a) das gesamte installierte Belüftungssystem muss den Anforderungen der Norm NBN D 50 001 entsprechen;

b) der Wärmetauscher muss einen Mindestwirkungsgrad von 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;

c) der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten;

3° der jährliche Heiz- und Kühlbedarf beträgt weniger als 15 kWh/m^2 pro Jahr, berechnet nach dem PHPP-Berechnungsverfahren (Passivhaus Projektierungspaket), das sechs Monate vor dem Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung in Kraft ist.

Diese Prämie darf nicht zugleich mit den in den Artikeln 10 und 37 des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämien kumuliert werden.

Art. 12 - § 1. Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird beim Bau eines Einfamilienhauses eine Prämie von 1.500 Euro gewährt, wenn dieses Einfamilienhaus die folgenden Kriterien erfüllt:

1° der E_w -Wert des Einfamilienhauses beträgt höchstens 80;

2° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Einfamilienhauses beträgt höchstens 35;

3° die Belüftung des Einfamilienhauses entspricht der bei dem Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird um 75 Euro pro E_w -Wert-Einheit unter dem E_w -Wert 80 erhöht und darf 5.000 Euro pro Gebäude nicht überschreiten.

§ 3. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird um 1.500 Euro erhöht, wenn der Antragsteller über die Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, die gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Einführung einer Steuerermäßigung für Passivhäuser ausgestellt wird, oder wenn das Einfamilienhaus die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° die Luftdurchlässigkeit des Gebäudes wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Gebläses getestet und die Lufterneuerung muss einen Wert $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ gemäß der Norm NBN EN 13829, durch die Anlagen 1 und 2 ergänzt, gemäß der Methode A, betragen;

2° das Einfamilienhaus ist mit einer Belüftung der Art "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" ausgerüstet, mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers, der folgenden Kriterien entspricht:

a) das ganze, installierte Belüftungssystem des Einfamilienhauses entspricht der bei dem Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung;

b) der Wärmetauscher muss einen Mindestwirkungsgrad von 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;

c) der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten;

3° der jährliche Heiz- und Kühlbedarf beträgt weniger als 15 kWh/m^2 pro Jahr, berechnet nach dem PHPP-Rechnungsverfahren (Passivhaus Projektierungspaket) 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren;

4° die Überhitzungszeit des Einfamilienhauses, so wie nach dem PHPP-Rechnungsverfahren 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren berechnet, darf 5% über 25° nicht überschreiten.

Art. 13 - § 1. Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird beim Bau eines Appartements eine Prämie von 500 Euro gewährt, wenn dieses die folgenden Kriterien erfüllt:

1° der E_w -Wert des Appartements beträgt höchstens 70;

2° der Wert der Gesamtwärmedämmung K des Gebäudes beträgt höchstens 35;

3° die Belüftung des Appartements entspricht der bei dem Datum der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird um 25 Euro pro EW-Wert-Einheit unter dem EW-Wert 70 erhöht und darf 1.000 Euro pro Appartement nicht überschreiten.

§ 3. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird um 500 Euro erhöht, wenn der Antragsteller über die Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines passiven Appartements" verfügt, die gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Einführung einer Steuerermäßigung für Passivhäuser ausgestellt wird, oder wenn das Appartement die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° die Luftdurchlässigkeit des Appartements wird mittels der Methode des Überdrucks mittels eines Gebläses getestet und die Lüftererneuerung muss einen Wert $n_{50} < 0,6 \text{ h}^{-1}$ gemäß der Norm NBN EN 13829, durch die Anlagen 1 und 2 ergänzt, gemäß der Methode A betragen;

2° der jährliche Heiz- und Kühlbedarf des Appartements beträgt weniger als 15 kWh/m^2 pro Jahr, berechnet nach dem PHPP-Rechnungsverfahren (Passivhaus Projektierungspaket) 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren;

3° die Überhitzungszeit des Appartements, so wie nach dem PHPP-Rechnungsverfahren 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren berechnet, darf 5% über 25° nicht überschreiten;

4° das Appartement ist mit einem Belüftungssystem mit "kontrolliertem mechanischem Belüftungssystem D" mit Rückgewinnung der Wärme ausgerüstet.

Art. 14 - Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 31. Dezember 2009 liegt, wird für die Durchführung eines Luftdichtigkeitstests gemäß der Norm NBN EN 13829, ergänzt durch die Anlagen 1 und 2, gemäß dem Verfahren A, spätestens bei der vorläufigen Abnahme eines Einfamilienhauses, eine Prämie von 250 Euro gewährt.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 15 - Was die in Artikel 10 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten eingereicht, die entweder ab dem Zeitpunkt der vorläufigen Abnahme des Einfamilienhauses oder ab dem Zeitpunkt der Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie", wenn der Antragsteller sich dieser Aktion angeschlossen hat, läuft.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° entweder aus der durch die Wallonische Region im Rahmen der Aktion "Construire avec l'énergie" ausgestellten Bescheinigung, wenn der Antragsteller sich der Aktion "Construire avec l'énergie" angeschlossen hat;

3° oder, wenn der Antragsteller nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügt, aus einer vom Architekten ausgestellten Bescheinigung, in der das Datum der vorläufigen Abnahme des Einfamilienhauses und der Wert der Gesamtwärmedämmung K angegeben sind und der folgende Dokumente beigefügt sind:

a) das Formular in Bezug auf die Berechnung des angegebenen K-Koeffizienten;

b) ein Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustrfläche des Einfamilienhauses und die Berechnung der Koeffizienten U (oder k) beschrieben werden;

c) eine Notiz des Architekten, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird;

d) eine Kopie der Pläne und der Schnittzeichnungen des Einfamilienhauses.

Art. 16 - Was die in Artikel 11 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten eingereicht, die entweder ab dem Zeitpunkt der vorläufigen Abnahme des Einfamilienhauses oder ab dem Zeitpunkt der Ausstellung der Bescheinigung "Construire avec l'énergie", wenn der Antragsteller sich dieser Aktion angeschlossen hat, oder ab dem Datum der Ausstellung der Bescheinigung, wenn der Antragsteller über die gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Einführung einer Steuerermäßigung für Passivhäuser ausgestellte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, läuft.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur des Belüftungssystems durchgeführten Messungen der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

3° entweder, wenn der Antragsteller nicht über die in Absatz 1 erwähnte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt:

a) aus dem Bericht des Tests bezüglich der Luftdurchlässigkeit der Wohnung, der gemäß der Norm NBN EN 13829 durchgeführt worden ist;

b) aus dem gemäß dem PHPP-Verfahren (Passivhaus Projektierungspaket) erstellten Dokument, in dem die Daten, die zur Berechnung gedient haben, und die Ergebnisse dieser Berechnung in Bezug auf den jährlichen Heiz- und Kühlbedarf des Einfamilienhauses angegeben werden;

c) oder aus der durch die Wallonische Region im Rahmen der Aktion "Construire avec l'Energie" ausgestellten Bescheinigung, wenn der Antragsteller sich der Aktion "Construire avec l'Energie" angeschlossen hat;

d) oder aus einer Kopie der Pläne aller Ebenen und der Schnittzeichnungen des Einfamilienhauses, wenn der Antragsteller nicht über die durch die Wallonische Region ausgestellte Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügt;

4° oder, wenn der Antragsteller über die in Absatz 1 erwähnte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, aus dieser Bescheinigung.

Alle oben aufgelisteten Informationen werden gemäß der zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag auf Städtebaugenehmigung geltenden Regelung erstellt.

Art. 17 - § 1. Was die in Artikel 12 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der endgültigen PEB-Erklärung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus der endgültigen PEB-Erklärung;

3° aus einer Kopie der Pläne von jeder Ebene, der Schnittzeichnungen und der Fassaden des Einfamilienhauses.

§ 2. Wenn der Antragsteller die Prämienhöhung nach Artikel 12, § 3 beantragt, besteht die in § 1 erwähnte Akte ebenfalls:

1° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur des Belüftungssystems durchgeführten Messungen der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

2° entweder, wenn der Antragsteller nicht über die in Artikel 12, § 3 erwähnte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt:

a) aus dem Bericht des Tests bezüglich der Luftdurchlässigkeit der Wohnung, der gemäß der Norm NBN EN 13829 durchgeführt worden ist und der durch die Anlagen 1 und 2 nach dem Verfahren A ergänzt wird;

b) aus dem gemäß dem PHPP-Verfahren (Passivhaus Projektierungspaket) 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren erstellten Dokument, in dem die Daten, die zur Berechnung gedient haben, und die Ergebnisse dieser Berechnung in Bezug auf den jährlichen Heiz- und Kühlbedarf des Einfamilienhauses sowie die Überheizungszeit angegeben werden;

c) aus den Berechnungen bezüglich der etwaigen Wärmebrücken nach dem Berechnungsverfahren PHPP 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren;

d) aus einem Einrichtungsplan, der die Orientierung des Gebäudes sowie die berücksichtigten Schattenwürfe angibt;

3° oder, wenn der Antragsteller über die in Artikel 12, § 3 erwähnte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines Passivhauses" verfügt, aus dieser Bescheinigung.

§ 3. Was die in Artikel 13 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der endgültigen PEB-Erklärung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus der endgültigen PEB-Erklärung;

3° aus einer Kopie der Pläne von jeder Ebene, der Schnittzeichnungen und der Fassaden des Appartements.

§ 4. Wenn der Antragsteller die Prämienhöhung nach Artikel 13, § 3 beantragt, besteht die in § 3 erwähnte Akte ebenfalls:

1° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur des Belüftungssystems des Appartements durchgeführten Messungen der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

2° entweder, wenn der Antragsteller nicht über die in Artikel 13, § 3 erwähnte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines passiven Appartements" verfügt:

a) aus dem Bericht des Tests bezüglich der Luftdurchlässigkeit des Appartements, der gemäß der Norm NBN EN 13829 durchgeführt worden ist und der durch die Anlagen 1 und 2 ergänzt wird;

b) aus dem gemäß dem PHPP-Verfahren (Passivhaus Projektierungspaket) 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren erstellten Dokument, in dem die Daten, die zur Berechnung gedient haben, und die Ergebnisse dieser Berechnung in Bezug auf den jährlichen Heiz- und Kühlbedarf des Appartements sowie die Überheizungszeit angegeben werden;

c) aus den Berechnungen bezüglich der etwaigen Wärmebrücken nach dem Berechnungsverfahren PHPP 2007 oder dem nachfolgenden Verfahren;

d) aus einem Einrichtungsplan, der die Orientierung des Gebäudes sowie die berücksichtigten Schattenwürfe angibt;

3° oder, wenn der Antragsteller über die in Artikel 13, § 3 erwähnte Bescheinigung zur "Erklärung der Eigenschaft eines passiven Appartements" verfügt, aus dieser Bescheinigung.

Art. 18 - Was die in Artikel 14 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem unter 7° der Anlage 1 erwähnten Prüfbericht.

KAPITEL III — Heizanlagen

Abschnitt 1 — Investitionen in allen Gebäuden

Art. 19 - Die im vorliegenden Kapitel erwähnten Geräte müssen zum Heizen der Gebäude, in denen sie installiert sind, verwendet werden.

Die Leistung der Anlagen muss durch den Heizbedarf der Gebäude begründet sein.

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen für die Heizung

Art. 20 - § 1. Für jedes Gebäude mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie in Höhe von 400 Euro bei der Installation eines Kondensationserdgaskessels (für die Produktion von Heizwasser allein oder von Heiz- und Brauchwarmwasser) mit CE-Kennzeichnung, der dem Königlichen Erlass vom

18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entspricht, oder beim Installieren eines Kondensationsluftheizgeräts gewährt.

Diese Geräte müssen die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen und mit Erdgas betrieben werden, Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2(S) oder I2E(R).

Der Gasheizkessel für die Zentralheizung mit Warmwasser muss eine Leistung bei Teilbelastung von mindestens 107% im Verhältnis zum niedrigeren Heizwert des Erdgases aufweisen, wobei diese Leistung gemäß den durch den Königlichen Erlass vom 18. März 1997 bestimmten Bedingungen gemessen wird, nämlich bei 30% der Nennleistung mit einer Temperatur des zurückfließenden Wassers von 30°C.

Der Heizkessel oder der Warmluftheizgeräts muss dem Königlichen Erlass vom 17. Januar 2009 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffdioxid (NO_x) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW entsprechen.

2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird erhöht und folgendermaßen berechnet:

1° wenn die Leistung höchstens 150 kW beträgt, wird dieser Betrag um 25 Euro pro kW über 50 kW erhöht;

2° wenn die Leistung mehr als 150 kW und höchstens 500 kW beträgt, beläuft sich dieser Betrag auf 2.900 Euro zuzüglich 12 Euro pro kW über 150 kW;

3° wenn die Leistung mehr als 500 kW beträgt, beläuft sich dieser Betrag auf 7.100 Euro zuzüglich 6 Euro pro kW über 500 kW.

Wenn mehrere Heizkessel an denselben Heizkreis angeschlossen sind, wird nur eine Prämie gewährt. Die Höhe der Prämie wird unter Berücksichtigung ihrer kumulierten Leistung berechnet.

§ 3. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird ebenfalls um 200 Euro erhöht, wenn das betroffene Gebäude Gegenstand eines Energieaudits gewesen ist, das nach dem in Artikel 35 erwähnten Verfahren durchgeführt worden ist und dessen Datum der Inrechnungsstellung nicht mehr als 3 Monate nach dem Datum der Endrechnung bezüglich der Anlage liegen darf.

§ 4. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird ebenfalls um 50 Euro für die Installation und den Anschluss des Systems zur Wärmeregulation des Heizkessels an einen Außenfühler oder für die Installation jedes anderen Systems, das die Wärmeregulation des Heizkessels funktionstüchtig macht, erhöht.

§ 5. Der Betrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 6. Die in § 1 und § 4 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas ("CERGA-Kennzeichnung") verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 7. In Abweichung von § 6 können die Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

Art. 21 - § 1. Eine Prämie wird für die Installation eines Biomassekessels mit ausschließlich automatischer Beschickung gewährt, der der Norm NBN EN 303-5 entspricht und dessen nach dieser Norm berechneter Wirkungsgrad höher als 80% ist.

Der Betrag der Prämie wird wie folgt berechnet:

1° wenn die Leistung höchstens 50 kW beträgt, beläuft sich der Betrag der Prämie auf 1.750 Euro zuzüglich 35 Euro pro kW zwischen 50 und 100 kW;

2° wenn die Leistung 100 kW überschreitet, beträgt die Prämie 3.500 Euro zuzüglich 18 Euro pro kW zwischen 100 und 500 kW;

3° wenn die Leistung mehr als 500 kW beträgt, beläuft sich der Betrag der Prämie auf 10.700 Euro zuzüglich 8 Euro pro kW über 500 kW.

Der Betrag der Prämie ist auf 50% des Betrags der Rechnung begrenzt und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

Wenn mehrere Heizkessel an denselben Heizkreis angeschlossen sind, wird nur eine Prämie gewährt. Die Höhe der Prämie wird unter Berücksichtigung ihrer kumulierten Leistung berechnet.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter:

1° Biomasse: die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlichen Ursprungs;

2° ausschließlich automatische Beschickung: eine Beschickungsart, mit der die in den Normen NBN EN 303-5 bestimmten Kriterien der automatischen Beschickung streng eingehalten werden.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert.

Art. 22 - § 1. Eine Prämie wird für die Installation von Luftheizgeräten, Kondensationsluftheizgeräten und Strahlungsheizgeräten gewährt.

Der Betrag der Prämie wird folgendermaßen festgesetzt:

1° dichte Luftheizer: 12,5 Euro pro kW;

2° Kondensationsluftheizer: 25 Euro pro kW;

3° Kondensationsluftheizer: 25 Euro pro kW;

4° Strahlungsheizer der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%: 15 Euro pro kW;

5° Strahlungsheizer der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%: 20 Euro pro kW;

6° Strahlungsheizer der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%: 25 Euro pro kW.

Der Betrag der Prämie ist folgendermaßen begrenzt:

1° 6.250 Euro für die dichten Luftheizer;

2° 12.500 Euro für die Kondensationsluftheizer;

3° 7.500 Euro für die Strahlungsheizer der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%;

4° 10.000 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%;

5° 12.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Gebäude nicht überschreiten.

§ 2. Der Wirkungsgrad der in § 1 erwähnten Geräte muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium bescheinigt werden. Diese Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) oder I2E(R) wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas ("CERGA-Kennzeichnung") verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 4. In Abweichung von § 3 können die in § 1 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

Unterabschnitt 2 — Prämienberechtigte Investitionen für Brauchwarmwasser

Art. 23 - § 1. Für jedes Gebäude mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie bei der Installierung eines Erdgasdurchlauferhitzers ohne Zündflamme, mit modulierender Flamme und mit Doppelfluss gewährt. Der Durchlauferhitzer muss der Kategorie I2 E+ angehören und die CE-Kennzeichnung Belgien tragen.

Die Prämie beträgt 75 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung höchstens 10 Liter pro Minute beträgt, und 125 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung mehr als 10 Liter pro Minute beträgt.

§ 2. Für jedes Gebäude mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie bei der Installierung eines erdgasbetriebenen Kondensation-Brauchwarmwassererzeugers (Kategorie I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) oder I2E(R), wenn anwendbar) mit CE-Kennzeichnung Belgien gewährt.

Die Prämie beläuft sich auf 25 Euro pro kW und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übertreffen.

§ 3. Die in § 1 und § 2 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas ("CERGA-Kennzeichnung") verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 4. In Abweichung von § 3 können die in § 1 und § 2 erwähnten Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.

Art. 24 - Für jedes Gebäude mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie in Höhe von 750 Euro bei der durch einen registrierten Installateur vorgenommenen Installierung einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien entsprechenden Wärmepumpe zum Erzeugen von Brauchwarmwasser gewährt.

Unterabschnitt 3 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 25 - Was die in den Artikeln 20, 22 und 23 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller beim Betreiber des Gasversorgungsnetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Endrechnung eingereicht.

§ 1. Bei den in den Artikeln 20 und 23 genannten Prämien besteht die Akte:

1° aus dem bei der Verwaltung oder dem Betreiber des Gasversorgungsnetzes verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° aus einem der folgenden Dokumente: entweder eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird, oder, falls es sich um Erdgas verbrauchende industrielle Anlagen handelt, eine ehrenwörtliche Erklärung, in der bescheinigt wird, dass diese nach den Regeln der Technik aufgebaut worden sind;

4° wenn eine Erhöhung der Prämie aufgrund von Artikel 20, § 3 beantragt wird, aus einer Kopie des gemäß dem in Artikel 35 erwähnten Verfahren durchgeführten Energieaudits;

5° wenn eine Erhöhung der Prämie aufgrund von Artikel 20, § 4 beantragt wird, aus einer Bescheinigung des Installateurs über das tatsächliche Funktionieren des Systems zur Wärmeregulierung.

§ 2. Bei der in Artikel 22 genannten Prämie besteht die Akte:

1° aus dem bei der Verwaltung oder dem Betreiber des Gasversorgungsnetzes verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° aus einem der folgenden Dokumente: entweder eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird, oder, falls es sich um Erdgas verbrauchende industrielle Anlagen handelt, eine ehrenwörtliche Erklärung, in der bescheinigt wird, dass diese nach den Regeln der Technik aufgebaut worden sind.

Art. 26 - Was die in den Artikeln 21 und 24 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Endrechnung eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° Bei der in Artikel 24 genannten Prämie:

a) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 vorgesehenen Anforderungen genügt;

b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

Abschnitt 2 — Ausschließlich der Wohnung vorbehaltene Investitionen

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 27 - § 1. Für jede Wohnung mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro bei der Installierung einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die für das Heizen einer Wohnung bestimmt ist, die den Belüftungskriterien gemäß der zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung genügt. Die Wohnung muss einen Wert der Gesamtwärmedämmung K von höchstens 45 aufweisen oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Wohnungen ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2. Pro Wohneinheit sind die Prämien entweder auf die Installierung einer Wärmepumpe für die Heizung und einer Wärmepumpe zur Produktion von Brauchwarmwasser oder auch auf die Installierung einer kombinierten Wärmepumpe begrenzt.

§ 3. Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Art. 28 - § 1. Für jede Wohnung mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie in Höhe von 2.250 Euro bei der Installierung einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien genügenden kombinierten Wärmepumpe (für die Heizung und das Brauchwarmwasser) gewährt, die für das Heizen einer Wohnung bestimmt ist, die den Belüftungskriterien gemäß der zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung genügt. Die Wohnung muss einen Wert der Gesamtwärmedämmung K von höchstens 45 aufweisen oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2. Pro Wohneinheit sind die Prämien entweder auf die Installierung einer Wärmepumpe für die Heizung und einer Wärmepumpe zur Produktion von Brauchwarmwasser oder auch auf die Installierung einer kombinierten Wärmepumpe begrenzt.

§ 3. Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Art. 29 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gelten die folgenden Definitionen:

« Wärmenetz »: Gesamtheit der technischen Elemente, die die Verteilung der Wärme ermöglichen, um mehrere Wohnungen sowie die direkt mit diesen Wohnungen verbundenen gemeinschaftlichen Gebäude zu versorgen, und die die Verbindung zwischen einem zentralisierten Wärmeerzeugungssystem und Unterwerken sichern.

« Zentralisiertes Wärmeerzeugungssystem »: die in den Artikeln 21 und 31 erwähnten Anlagen, die ein Wärmenetz versorgen; das Wärmenetz wird ausschließlich durch eine oder mehrere dieser Anlagen versorgt;

« Unterwerk »: Gesamtheit der Leitungen und Ausrüstungen (Schieber, Wärmetauscher und Zähler), die sich unterhalb eines Anschlusses an das Wärmenetz befinden.

§ 2. Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines zentralisierten Wärmeerzeugungssystems gewährt.

Der Betrag der Prämie wird gemäß den Artikeln 21 und 31 bestimmt.

Wenn mehrere Anlagen zum Versorgen des zentralisierten Wärmeerzeugungssystems kombiniert werden, darf der Gesamtbetrag der Prämie 15.000 Euro nicht überschreiten.

Diese Prämie darf nicht mit den in den Artikeln 21 und 31 erwähnten Prämien kumuliert werden.

§ 3. Für das Wärmenetz wird eine Prämie in Höhe von 60 Euro pro laufenden Meter des Netzes für die Installierung und den Anschluss der Wärmeleitungen an das zentralisierte Wärmeerzeugungssystem durch einen registrierten Installateur gewährt, dies mit Ausnahme der Anschlussleitungen der Unterwerke und der in den Gebäuden befindlichen Leitungen.

Die Höchstanzahl der prämienberechtigten Meter eines Netzes wird durch das Verhältnis zwischen der installierten gesamten thermischen Nennleistung des zentralisierten Wärmeerzeugungssystems (in MW ausgedrückt) multipliziert mit 2.500 Stunden pro Jahr und dividiert durch 2 MWh pro laufenden Meter und pro Jahr bestimmt.

Der Betrag der Prämie darf 20.000 Euro nicht überschreiten.

§ 4. Eine Prämie von 1.000 Euro pro Wohnung wird bei der Installierung und dem Anschluss eines Unterwerks an ein Wärmenetz gewährt, wenn diese Arbeiten durch einen registrierten Unternehmer durchgeführt werden.

§ 5. Die in § 2 und § 3 genannten Prämien werden erst nach der Durchführung einer Relevanzstudie gewährt, die durch einen für die besonderen Techniken der Kraft/Wärme-Kopplung oder der Biomasse im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor gemäß dem in der Anlage 4 befindlichen Lastenheft durchgeführt wird. Die Studie muss die technische Relevanz des Projektes beweisen.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 30 - § 1. Was die in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht:

1° im Falle eines Antrags auf Prämie für eine neue Wohnung im Sinne der Artikel 10 und 11: zum gleichen Zeitpunkt wie derjenige, zu dem der entsprechende Antrag auf Prämie einzureichen ist.

Die Antragsakte bezüglich einer der in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Prämien besteht:

- a) aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- b) aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;
- c) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 vorgesehenen Anforderungen genügt;
- d) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

2° in den anderen Fällen innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung bezüglich der getätigten Investitionen und Leistungen läuft.

Die Antragsakte bezüglich einer der in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Prämien besteht:

- a) aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- b) aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;
- c) aus dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;
- d) aus einem Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder K) beschrieben werden;
- e) aus einer Kopie der Pläne aller Ebenen und der Schnittzeichnungen der Wohnung;
- f) aus einer Notiz, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird;
- g) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 vorgesehenen Anforderungen genügt;
- h) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

§ 2. Was die in Artikel 29 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;
- 3° für die in §§ 2 und 3 erwähnten Prämien aus einer Kopie der gemäß dem in der Anlage 4 befindlichen Lastenheft durchgeführten Relevanzstudie;
- 4° für die in § 4 erwähnte Prämie:
 - a) entweder aus einer Bescheinigung des Netzbetreibers bezüglich der Möglichkeit, die neuen Verbraucher, die individuell in Bezug auf die Lokalisierung und die voraussichtlichen jährlichen Verbrauchswerte (in kWh/Jahr ausgedrückt) identifiziert sind, an sein Wärmenetz anzuschließen;
 - b) aus einer Kopie des Geschäftsführungsvertrags und/oder der Vereinbarung zwischen dem Netzbetreiber und den Verbrauchern, in der u.a. die Dauer der Verpflichtungen, die etwaigen festen und/oder schwankenden Kosten außer dem Energieverbrauch, die Tarifformel oder sogar die Indexierungsformel oder die Formel zur Revision der Verkaufspreise für die Energie stehen.

KAPITEL IV — *Andere Investitionen im Hinblick auf die rationelle Energienutzung (REN)**Abschnitt 1 — Investitionen in allen Gebäuden*

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 31 - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installation von einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsmikroanlage oder einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlage gewährt, die mindestens 10% Einsparung der Kohlendioxidausstöße im Verhältnis zu den Kohlendioxidausstößen bei der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme und Strom in modernen Bezugsanlagen zur Folge hat, deren jährliche Betriebserträge jedes Jahr von der CWAPE definiert und veröffentlicht werden. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. diejenige, die tatsächlich für Wärmebedürfnisse außerhalb des Kraft/Wärme-Kopplungsverfahrens verwendet wird.

Die Prämie beträgt 20% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

Art. 32 - Eine Prämie wird für die Thermografie eines Gebäudes gewährt.

In dem Bericht des Energieaudits mittels Thermografie müssen die möglichen, die Außenhaut des Gebäudes betreffenden Aufbesserungen angegeben werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung oder Honorarrechnung und darf 200 Euro pro Energieaudit für ein Einfamilienhaus oder 700 Euro pro Energieaudit und Gebäude in den anderen Fällen nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 33 - Was die in Artikel 31 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Zustellung des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunfts-garantie läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° aus der Kopie des Bescheids bezüglich des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunfts-garantie;

4° aus einem der folgenden Dokumente, falls die Anlage mit Erdgas betrieben wird: entweder eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird, oder, falls es sich um Erdgas verbrauchende industrielle Anlagen handelt, eine ehrenwörtliche Erklärung, in der bescheinigt wird, dass diese nach den Regeln der Technik aufgebaut worden sind.

Art. 34 - Was die in Artikel 32 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;

3° aus dem die in Artikel 32 beschriebenen Elemente enthaltenden Energieauditbericht.

Abschnitt 2 — Investitionen im Falle der Renovierung eines Gebäudes

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 35 - § 1. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits eines Einfamilienhauses gewährt.

Das Energieaudit muss von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits zugelassenen Auditor im Rahmen und unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 360 Euro pro Energieaudit nicht überschreiten.

§ 2. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits von jedem anderen Gebäude, das nicht zu den in § 1 erwähnten Gebäuden gehört, gewährt:

1. das Energieaudit muss entweder von einem im Rahmen der AMURE- bzw. UREBA-Programme zugelassenen Auditor oder von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Auditor im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden;

2° im Energieauditbericht wird mindestens das Folgende angegeben: die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das Niveau K, die Einzelheiten über die thermischen Leistungen der verschiedenen Wände, die Leistung des Heizsystems sowie die mit Zahlen belegten Aufbesserungen bezüglich der Außenhaut des Gebäudes und der Systeme;

3° in Abweichung von 2° und was die Gebäude oder Gebäudeteile betrifft, die durch Änderung der Zweckbestimmung eine neue Zweckbestimmung erhalten, und wenn entgegen der vorherigen Situation Energie verbraucht wird, um den Bedürfnissen von Personen gerecht zu werden, um eine spezifische Innenraumtemperatur zu erreichen, wird im Energieauditbericht mindestens das Folgende angegeben:

— der U-Wert der bestehenden Wände, die das zu schützende Volumen teilweise oder ganz begrenzen, die für diese Wände empfohlenen Aufbesserungsmaßnahmen, das Niveau K des Gebäudes oder des betroffenen Gebäudeteils und die U-Werte der das beschützte Volumen begrenzenden bestehenden Wände nach den Arbeiten;

— eine Beschreibung des empfohlenen Heizsystems und die Angabe seines gesamten Wirkungsgrads sowie der Wirkungsgrade der unterschiedlichen Elemente, die zu diesem Wirkungsgrad beitragen (Verteilung, Emission, Erzeugung, Regulierung).

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 1.000 Euro pro Energieaudit und Gebäude nicht überschreiten.

§ 3. Eine zusätzliche Prämie wird den Schulen, die einen Zuschuss für die Durchführung eines Energieaudits im Rahmen des UREBA-Programms erhalten haben, gewährt.

Der Betrag der Prämie wird auf 30% der zulässigen Kosten des Energieaudits festgesetzt, so wie in Artikel 3, § 2, b des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 bestimmt und auf 1.000 Euro pro Gebäude begrenzt.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 36 - § 1. Was die in Artikel 35, § 1 und § 2 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;

3° aus dem Energieauditbericht.

§ 2. Was die in Artikel 35, § 3 erwähnte Prämie betrifft, gilt die Akte sofort nach der Zustellung der Gewährung des im Rahmen des UREBA-Programms erhaltenen Zuschusses als eingereicht.

Abschnitt 3 — Ausschließlich der Wohnung vorbehaltene Investition

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investition

Art. 37 - § 1. Für jede Wohnung mit Ausnahme der Einfamilienhäuser und der Appartements, für die das Datum der Empfangsbestätigung in Bezug auf den Antrag auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, wird eine Prämie bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines den folgenden Kriterien genügenden entsprechenden Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung in einer Wohnung gewährt:

1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K der Wohnung beträgt höchstens 45 oder die Wohnung verfügt über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie";

2° in der Wohnung ist kein elektrisches Heizsystem installiert, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Die nicht umkehrbaren oder in einer neuen Wohnung, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, integrierten Wärmepumpen werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.

3° die Belüftung wird ein "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers sein;

4° das gesamte installierte Belüftungssystem muss den Vorschriften der Norm NBN D 50 001 genügen;

5° der Wärmetauscher muss einen Wirkungsgrad von mindestens 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;

6° der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten.

§ 2. Der Gesamtbetrag der Prämie beträgt 75% der Gesamtinvestition und darf 1.500 Euro pro ausgerüstete Wohneinheit in der Wohnung nicht überschreiten. Diese Prämie darf nicht mit der in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämie kumuliert werden.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 38 - Was die in Artikel 37 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht.

§ 1. Im Falle eines Antrags auf Prämie, der für ein neues Einfamilienhaus im Sinne von Artikel 10 eingereicht wird: zum gleichen Zeitpunkt wie derjenige, zu dem der entsprechende Antrag auf Prämie einzureichen ist.

Die Antragsakte bezüglich der in Artikel 37 erwähnten Prämie besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur des Belüftungssystems durchgeführten Messungen der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist.

§ 2. In den anderen Fällen innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung bezüglich der getätigten Investitionen und Leistungen läuft.

Die Antragsakte bezüglich der in Artikel 37 erwähnten Prämie besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung für die getätigten Investitionen und Leistungen;

3° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur des Belüftungssystems durchgeführten Messungen der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

4° aus dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;

5° aus einem Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder k) beschrieben werden;

6° aus einer Kopie der Pläne aller Ebenen und der Schnittzeichnungen der Wohnung;

7° aus einer Notiz, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

KAPITEL V — Andere Investitionen im Hinblick auf die rationelle Energienutzung, die ausschließlich den von einem Hausverwalter verwalteten Wohnungen vorbehalten sind

Art. 39 - In Abweichung von Artikel 4, Absatz 1 versteht man unter Antragsteller im Sinne des vorliegenden Kapitels jeden Hausverwalter, Bauherr der Investitionen, der gemäß den Bestimmungen von Buch II, Titel II, Kapitel III, Abschnitt 2 des Zivilgesetzbuches bezüglich des Zwangsmiteigentums von Immobilien oder Gruppen von bebauten Immobilien benannt worden ist.

Abschnitt 1 — Investitionen in allen Wohnungen

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investition

Art. 40 - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines Systems zur Steuerung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und der Anlagen mit einer Leistung von weniger als 20 kW pro Anlage gewährt, das es möglich macht, die elektrischen Ausrüstungen einer Wohnung automatisch auszuschalten bzw. zu regeln.

Die Prämie beträgt 30% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 41 - Was die in Artikel 40 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der erbrachten Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erwartete Energieeinsparung in kWh zu schätzen.

Abschnitt 2 — Investitionen im Falle der Renovierung einer Wohnung

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 42 - § 1. Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige bzw. teilweise Ersetzen eines Systems zur Innenbeleuchtung durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° zwischen 3 W/m² pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m² pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m² pro 100 Lux in anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

§ 2. Die Höhe der Prämie beträgt:

1° 10% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 10 bis 30% verringert wird;

2° 20% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 30 bis 50% verringert wird;

3° 30% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50% verringert wird.

Der Betrag der Prämie ist auf 10.000 Euro pro Wohnung begrenzt.

§ 3. Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Art. 43 - Eine Prämie wird für die Analyse der verbrauchten Strommengen im Falle der Renovierung einer Wohnung, in der Strom in Höhe von mindestens 20.000 kWh pro Jahr verbraucht wird, gewährt. Die Analyse der verbrauchten Strommengen enthält die Registrierung der Stromlieferungen während zwei Wochen, das Verfassen des Auditberichts, die Angabe der hauptsächlichsten Möglichkeiten der Energieeinsparung (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf energetischer und finanzieller Ebene dadurch ermöglichten Einsparungen. Die Analyse wird von einem im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung bezüglich der Analyse und darf 1.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 44 - Was die in Artikel 42 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei dem Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular und seinen Anlagen, die beim Betreiber des Stromverteilernetzes oder der Verwaltung verfügbar sind;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung zu bewerten; die pro m² pro 100 lux installierte Leistung wird ebenfalls angegeben.

Art. 45 - Was die in Artikel 43 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bzw. der Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;

3° aus einer Kopie des Auditberichts, in dem die Registrierung der Stromversorgung während zwei Wochen enthalten ist.

TITEL 3 — Prämien zugunsten der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes

KAPITEL I — Allgemeines

Art. 46 - Der Anspruch auf die auf der Grundlage des vorliegenden Titels gewährten Prämien ist den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die Bauherr für die prämierten Investitionen sind, vorbehalten.

Unter Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes versteht man jede in Artikel 130 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnte juristische Person.

Art. 47 - Der kumulierte Betrag der im Rahmen des vorliegenden Titels gewährten Prämien ist auf einen folgendermaßen bestimmten Betrag pro Jahr und pro Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes begrenzt:

- 75.000 Euro für die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die Eigentümer von weniger als 1.000 Wohnungen sind;
- 100.000 Euro für die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die Eigentümer von 1.000 bis 3.000 Wohnungen sind;
- 125.000 Euro für die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die Eigentümer von mehr als 3.000 Wohnungen sind.

KAPITEL II — Isolierungsarbeiten

Abschnitt 1 — Renovierung von Wohnungen

Art. 48 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 10 Euro pro m² isolierter Fläche wird bei der Renovierung einer Wohnung für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Dämmstoff ausgeführt wird, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 3,5 m²K/W beträgt.

§ 2. Der Dämmstoff darf in mehreren Lagen angebracht werden. In diesem Fall muss die Summe der Wärmewiderstände der verschiedenen Lagen mindestens so hoch wie der in § 1 bestimmte Koeffizient sein.

§ 3. Der Betrag der in § 1 genannten Prämie wird um 3 € / m² erhöht, wenn die Isolierungsarbeiten mit einem natürlichen Dämmstoff durchgeführt werden.

§ 4. Der Gesamtbetrag der Prämie wird pro Jahr auf die Isolierung einer Höchstfläche von 100 m² pro Einfamilienhaus und 200 m² für jede andere Wohnung begrenzt.

Art. 49 - § 1. Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für die Wärmeisolierung der Wände gewährt, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Dämmstoff ausgeführt wird.

Die Prämie wird nur nach der Durchführung eines Energieaudits gewährt, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 69 erwähnten Verfahren. Das Energieaudit muss die Zweckmäßigkeit der Isolierung der Wände bestätigen.

§ 2. Der Koeffizient R des Dämmstoffs muss mindestens folgende Werte erreichen:

- a) 1,5 m²K/W für die Isolierung der Wände von innen aus, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 20 Euro/m² isolierter Fläche;
- b) 1,5 m²K/W für die Isolierung der hohlen Wände durch Füllen des Hohlraums, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 10 Euro/m² isolierter Fläche;
- c) 2 m²K/W für die Isolierung der Wände von der Außenseite der bestehenden Mauer aus, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 30 Euro/m² isolierter Fläche.

§ 3. Die Beträge der in § 2 genannten Prämie werden um 3 €/m² erhöht, wenn die Isolierungsarbeiten mit einem natürlichen Dämmstoff durchgeführt werden.

§ 4. Der Gesamtbetrag der Prämie wird pro Jahr auf die Isolierung einer Höchstfläche von 120 m² pro Einfamilienhaus oder Wohneinheit und 240 m² für jede andere Wohnung begrenzt.

Art. 50 - § 1. Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für die Wärmeisolierung der Fußböden gewährt, die von einem registrierten Unternehmer mit einem Dämmstoff ausgeführt wird.

Die Prämie wird nur nach der Durchführung eines Energieaudits gewährt, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 69 erwähnten Verfahren. Das Energieaudit muss die Zweckmäßigkeit der Isolierung der Fußböden bestätigen.

§ 2. Der Koeffizient R des Dämmstoffs muss mindestens folgende Werte erreichen:

- a) 2 m²K/W für die Isolierung von unten aus oder in der Struktur des Fußbodens, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 10 Euro/m² isolierter Fläche;
- b) 1,5 m²K/W für die Isolierung von der Oberseite der Struktur des Fußbodens aus, und in diesem Fall ist der Betrag der Prämie 27 Euro/m² isolierter Fläche.

§ 3. Die Beträge der in § 2 genannten Prämie werden um 3 €/m² erhöht, wenn die Isolierungsarbeiten mit einem natürlichen Dämmstoff durchgeführt werden.

§ 4. Der Gesamtbetrag der Prämie wird pro Jahr auf die Isolierung einer Höchstfläche von 80 m² pro Einfamilienhaus und 160 m² für jede andere Wohnung begrenzt.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 51 - Was die in den Artikeln 48, 49 und 50 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;
- 3° aus einer Kopie des vorher durchgeführten Energieaudits, wenn ein solches Audit vorher durchgeführt werden muss.

KAPITEL III — Heizanlagen

Abschnitt 1 — Für die Heizung zugelassene Investitionen

Art. 52 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 400 Euro wird bei der Installation in einer Wohnung eines Kondensationserdgaskessels (für die Produktion von Heizwasser allein oder von Heiz- und Brauchwarmwasser) mit CE-Kennzeichnung gewährt, der dem Königlichen Erlass vom 18. März 1997 über die Wirkungsgradanforderungen für neue Warmwasserkessel, die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen betrieben werden, oder dem Königlichen Erlass vom 11. März 1988 über die Anforderungen im Bereich der rationellen Energienutzung, die Wärmeerzeuger erfüllen müssen, entspricht, oder beim Installieren eines Kondensationslufterzeugers.

Diese Geräte müssen die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen und mit Erdgas betrieben werden, Kategorien I2(+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2ES) oder I2E(R).

Der Gasheizkessel für die Zentralheizung mit Warmwasser muss eine Leistung bei Teilbelastung von mindestens 107% im Verhältnis zum niedrigeren Heizwert des Erdgases aufweisen, wobei diese Leistung gemäß den durch den Königlichen Erlass vom 18. März 1997 bestimmten Bedingungen gemessen wird, nämlich bei 30% der Nennleistung mit einer Temperatur des zurückfließenden Wassers von 30°C.

Der Heizkessel oder der Warmluftzeuger muss dem Königlichen Erlass vom 17. Januar 2009 zur Regelung der Emissionen von Stickstoffoxid (NOX) und Kohlenmonoxid (CO) für die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen gespeisten Zentralheizungskessel und Brenner mit einer thermischen Nennleistung gleich oder unter 400 kW entsprechen.

§ 2. Der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie wird erhöht und folgendermaßen berechnet:

- 1° wenn die Leistung höchstens 150 kW beträgt, wird dieser Betrag um 25 Euro pro kW über 50 kW erhöht;
- 2° wenn die Leistung mehr als 150 kW und höchstens 500 kW beträgt, beläuft sich dieser Betrag auf 2.900 Euro zuzüglich 12 Euro pro kW über 150 kW;
- 3° wenn die Leistung mehr als 500 kW beträgt, beläuft sich dieser Betrag auf 7.100 Euro zuzüglich 6 Euro pro kW über 500 kW.

Wenn mehrere Heizkessel an denselben Heizkreis angeschlossen sind, wird nur eine Prämie gewährt. Die Höhe der Prämie wird unter Berücksichtigung ihrer kumulierten Leistung berechnet.

Der Betrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas ("CERGA-Kennzeichnung") verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

§ 4. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird ebenfalls um 200 Euro erhöht, wenn das betroffene Gebäude Gegenstand eines Energieaudits gewesen ist, das nach dem in Artikel 69 erwähnten Verfahren durchgeführt worden ist und dessen Datum der Inrechnungsstellung nicht mehr als 3 Monate nach dem Datum der Endrechnung bezüglich der Anlage liegen darf.

§ 5. Der Betrag der in § 2 erwähnten Prämie wird ebenfalls um 50 Euro für die Installation und den Anschluss des Systems zur Wärmeregulierung des Heizkessels an einen Außenfühler oder für die Installation jedes anderen Systems, das die Wärmeregulierung des Heizkessels funktionstüchtig macht, erhöht. Die Installation muss durch einen registrierten Unternehmer ausgeführt werden.

Art. 53 - § 1. Eine Prämie wird für die Installation in einer Wohnung eines Biomassekessels mit ausschließlicher automatischer Beschickung gewährt, der der Norm NBN EN 303-5 genügt und dessen nach derselben Norm berechneter Wirkungsgrad höher als 80% ist. Kann der Kessel mit zwei verschiedenen Brennstoffen befeuert werden, so ist nur Erdgas erlaubt.

Der Betrag der Prämie wird wie folgt berechnet:

- 1° wenn die Leistung höchstens 50 kW beträgt, beläuft sich der Betrag der Prämie auf 1.750 Euro zuzüglich 35 Euro pro kW zwischen 50 und 100 kW;
- 2° wenn die Leistung 100 kW überschreitet, beträgt die Prämie 3.500 Euro zuzüglich 18 Euro pro kW zwischen 100 und 500 kW;
- 3° wenn die Leistung mehr als 500 kW beträgt, beläuft sich der Betrag der Prämie auf 10.700 Euro zuzüglich 8 Euro pro kW über 500 kW.

Wenn mehrere Heizkessel an denselben Heizkreis angeschlossen sind, wird nur eine Prämie gewährt. Die Höhe der Prämie wird unter Berücksichtigung ihrer kumulierten Leistung berechnet.

Der Betrag der Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter:

- 1° Biomasse: die erneuerbaren Rohstoffe pflanzlichen Ursprungs;
- 2° ausschließlich automatische Beschickung: eine Beschickungsart, mit der die in den Normen NBN EN 303-5 bestimmten Kriterien der automatischen Beschickung streng eingehalten werden.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert.

Art. 54 - § 1. Eine Prämie wird für die Installation von Lufterhitzern, Kondensationsheißluftzeugern und Strahlungsheizgeräten in jedem Gebäude gewährt.

Der Betrag der Prämie wird folgendermaßen festgesetzt:

- 1° dichte Lufterhitzer: 12,5 Euro pro kW;
- 2° Kondensationslufterhitzer: 25 Euro pro kW;
- 3° Kondensationsheißluftzeuger: 25 Euro pro kW;
- 4° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%: 15 Euro pro kW;
- 5° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%: 20 Euro pro kW;
- 6° Strahlungsheizgerät der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%: 25 Euro pro kW.

Der Betrag der Prämie ist folgendermaßen begrenzt:

- 1° 6.250 Euro für die dichten Lufterhitzer;
- 2° 12.500 Euro für die Kondensationslufterhitzer;
- 3° 7.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 50 und 60%;
- 4° 10.000 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate zwischen 60 und 70%;
- 5° 12.500 Euro für die Strahlungsheizgeräte der Klasse 2 mit einer Strahlungsrate von mindestens 70%.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 12.500 Euro pro Gebäude nicht überschreiten.

§ 2. Der Wirkungsgrad der in § 1 erwähnten Geräte muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Laboratorium bescheinigt werden. Diese Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) oder I2E(R) wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Anlagen werden von einem registrierten Unternehmer installiert. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas ("CERGA-Kennzeichnung") verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

Art. 55 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro wird bei der Installierung einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung, die den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung entspricht, gewährt. Die Wohnung muss einen Wert der Gesamtwärmedämmung K von höchstens 45 aufweisen oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Wohnungen ermöglichen, sind nicht prämierechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2. Pro Wohneinheit sind die Prämien auf eine Wärmepumpe für die Heizung und eine Wärmepumpe für die Erzeugung von Brauchwarmwasser oder aber auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt.

§ 3. Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Abschnitt 2 — Prämienberechtigte Investitionen für Brauchwarmwasser

Art. 56 - § 1. Eine Prämie wird bei der Installierung eines Erdgasdurchlauferhitzers ohne Zündflamme, mit modulierender Flamme und mit Doppelfluss in einer Wohnung gewährt. Der Durchlauferhitzer muss der Kategorie I2E+ angehören und die CE-Kennzeichnung Belgien tragen.

Die Prämie beträgt 75 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung höchstens 10 Liter pro Minute beträgt, und 125 Euro für die Anlagen, deren Nennleistung mehr als 10 Liter pro Minute beträgt.

§ 2. Eine Prämie wird bei der Installierung eines erdgasbetriebenen Kondensation-Brauchwarmwassererzeugers (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) oder I2E, wenn anwendbar) mit CE-Kennzeichnung Belgien in einer Wohnung gewährt.

Die Prämie beläuft sich auf 25 Euro pro kW und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übertreffen.

§ 3. Die in §§ 1 und 2 erwähnten Anlagen müssen von einem registrierten Unternehmer installiert werden. Falls dieser Unternehmer nicht über die Zulassung für Erdgas ("CERGA-Kennzeichnung") verfügt, müssen diese Anlagen von einer für die Kontrolle der erdgasbetriebenen Innenanlagen zugelassenen Stelle abgenommen werden.

Art. 57 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 750 Euro wird bei der Installierung durch einen registrierten Unternehmer einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien genügenden Wärmepumpe gewährt, die für das Heizen des Brauchwassers einer Wohnung eingesetzt wird.

§ 2. Pro Wohneinheit sind die Prämien auf eine Wärmepumpe für die Erzeugung von Brauchwarmwasser und eine Wärmepumpe für die Heizung der Wohnung oder aber auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt.

Abschnitt 3 — Prämienberechtigte Investitionen für Heizung und Brauchwarmwasser

Art. 58 - § 1. Eine Prämie in Höhe von 2.250 Euro wird bei der Installierung einer den in der Anlage 3 erwähnten Kriterien genügenden kombinierten Wärmepumpe (für die Heizung und das Brauchwarmwasser) zum Heizen einer Wohnung, die den Kriterien in Sachen Belüftung gemäß der zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf Städtebaugenehmigung geltenden Gesetzgebung entspricht, gewährt. Die Wohnung muss einen Wert der Gesamtwärmedämmung K von höchstens 45 aufweisen oder über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" verfügen.

Die umkehrbaren Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, sind nicht prämierechtigt. Zudem darf in der Wohnung kein elektrisches Heizsystem installiert werden, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme.

§ 2. Pro Wohneinheit sind die Prämien auf eine Wärmepumpe für die Heizung und eine Wärmepumpe für die Erzeugung von Brauchwarmwasser oder aber auf eine kombinierte Wärmepumpe begrenzt.

§ 3. Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Abschnitt 4 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 59 - Was die in den Artikeln 52, 54 und 56 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" beim Betreiber des Gasversorgungsnetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;

3° aus einem der folgenden Dokumente: entweder eine Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder eine Kopie des Protokolls der Abnahme der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird;

4° bei der in Artikel 52 genannten Prämie:

a) wenn eine Erhöhung der Prämie aufgrund von Artikel 52, § 4 beantragt wird, aus einer Kopie des gemäß dem in Artikel 69 erwähnten Verfahren durchgeführten Energieaudits;

b) wenn eine Erhöhung der Prämie aufgrund von Artikel 52, § 5 beantragt wird, aus einer Bescheinigung des Installateurs über das tatsächliche Funktionieren des Systems zur Wärmeregulierung.

Art. 60 - Was die in den Artikeln 53, 55, 57 und 58 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;
- 3° für die in Art. 55 und 58 erwähnten Prämien:
 - a) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025: 2005 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 vorgesehenen Anforderungen genügt;
 - b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025: 2005 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.
- 4° für die in Artikel 57 erwähnte Prämie:
 - a) entweder aus dem Prüfbericht, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025: 2005 für die Durchführung von Tests auf Wärmepumpen nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 vorgesehenen Anforderungen genügt;
 - b) oder in Ermangelung eines solchen Labors im Land, wo der Hersteller niedergelassen ist, aus einem Prüfbericht nach der bei der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3, der durch ein Labor erstellt worden ist, das den allgemeinen, in der Norm NBN EN ISO/IEC 17025:2005 für die Durchführung von Tests auf anderen Anwendungen vorgesehenen Anforderungen genügt.

KAPITEL IV — Andere Investitionen im Hinblick auf die rationelle Energienutzung (REN)

Abschnitt 1 — Investitionen in allen Wohnungen

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 61 - § 1. Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines Belüftungssystems mit Wärmerückgewinnung in einer Wohnung gewährt, das folgenden Kriterien genügt:

- 1° der Wert der Gesamtwärmedämmung K der Wohnung beträgt höchstens 45 oder die Wohnung verfügt über die Bescheinigung "Construire avec l'énergie";
- 2° in der Wohnung ist kein elektrisches Heizsystem installiert, dies mit der Heizung der Badezimmer oder Duschen als einzige Ausnahme. Die nicht umkehrbaren oder in einer neuen Wohnung, für die die Bescheinigung "Construire avec l'énergie" gewährt worden ist, integrierten Wärmepumpen werden nicht als elektrische Heizung betrachtet.
- 3° die Belüftung wird ein "kontrolliertes mechanisches Belüftungssystem D" mit Rückgewinnung der Wärme mittels eines Gegenstrom-Wärmetauschers sein;
- 4° das gesamte installierte Belüftungssystem muss den Vorschriften der Norm NBN D 50 001 genügen;
- 5° der Wärmetauscher muss einen Wirkungsgrad von mindestens 85% gemäß der Norm NBN EN 308 aufweisen;
- 6° der Installateur muss an Ort und Stelle die einfließenden und ausfließenden Mengen der verschiedenen Belüftungsöffnungen messen, um eine angepasste Einstellung der Anlage zu gewährleisten.

§ 2. Der Gesamtbetrag der Prämie beträgt 75% der Globalinvestition und darf 1.500 Euro pro Wohneinheit nicht überschreiten.

Art. 62 - Eine Prämie wird bei der Installierung von einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlage oder einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlage in einer Wohnung, die mindestens 10% Einsparung der Kohlendioxidausstöße im Verhältnis zu den Kohlendioxidausstößen bei der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme und Strom in modernen Bezugsanlagen zur Folge hat, deren jährliche Betriebserträge jedes Jahr von der CWaPE definiert und veröffentlicht werden. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. diejenige, die tatsächlich für Wärmebedürfnisse außerhalb des Kraft/Wärme-Kopplungsverfahrens verwendet wird.

Die Prämie beträgt 20% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

Die Installierung wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Art. 63 - Eine Prämie wird für die Thermografie einer Wohnung gewährt.

In dem Bericht des Energieaudits mittels Thermografie müssen die möglichen, die Außenhaut des Gebäudes betreffenden Aufbesserungen angegeben werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung oder Honorarrechnung und darf 200 Euro pro Energieaudit für ein Einfamilienhaus oder 700 Euro pro Energieaudit und Gebäude in den anderen Fällen nicht überschreiten.

Art. 64 - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installierung eines Systems zur Steuerung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und der Anlagen mit einer Leistung von weniger als 20 kW pro Anlage gewährt, das es möglich macht, die elektrischen Ausrüstungen einer Wohnung automatisch auszuschalten bzw. zu regeln.

Die Prämie beträgt 30% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 65 - Was die in Artikel 61 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

- 1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;
- 2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;

3° aus einem Bericht über die an Ort und Stelle vom Installateur des Belüftungssystems durchgeführten Messungen der an den verschiedenen Belüftungsöffnungen einfließenden und ausfließenden Mengen, in dem das für die Messung dieser Mengen verwendete System angegeben ist;

4° aus dem Formular zur Berechnung des angegebenen Koeffizienten K;

5° aus einem Dokument, in dem alle Wände der Wärmeverlustfläche der Wohnung und die Berechnung der Koeffizienten U (oder k) beschrieben werden;

6° aus einer Kopie der Pläne aller Ebenen und der Schnittzeichnungen der Wohnung;

7° aus einer Notiz, in der das installierte Belüftungssystem beschrieben wird.

Art. 66 - Was die in Artikel 62 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société Wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Zustellung des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnungen für die Materialien und die erbrachten Leistungen;

3° aus der Kopie des Bescheids bezüglich des Annahmebeschlusses der CWaPE in Bezug auf den vorherigen Antrag auf Gewährung von grünen Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;

4° aus einem der folgenden Dokumente, falls die Anlage mit Erdgas betrieben wird: entweder aus einer Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung oder aus einer Kopie des Abnahmeprotokolls der Anlage durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle beigefügt wird.

Art. 67 - Was die in Artikel 63 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung oder der Honorarrechnung für die erbrachten Leistungen;

3° aus dem die in Artikel 63 beschriebenen Elemente enthaltenden Energieauditbericht.

Art. 68 - Was die in Artikel 64 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der erbrachten Leistungen sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung für die erbrachten Leistungen;

3° die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer diese begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

4° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erwartete Energieeinsparung in kWh zu schätzen.

Abschnitt 2 — Investitionen im Falle der Renovierung einer Wohnung

Unterabschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen

Art. 69 - § 1. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung des gesamten Energieaudits eines Einfamilienhauses gewährt.

Das Energieaudit muss von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits zugelassenen Auditor im Rahmen und unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 360 Euro pro Energieaudit nicht überschreiten.

§ 2. Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Durchführung eines gesamten Energieaudits von jeder anderen Wohnung, die nicht zu den in § 1 erwähnten Wohnungen gehört, gewährt.

1° das Energieaudit muss entweder von einem im Rahmen der AMURE- bzw. UREBA-Programme zugelassenen Auditor oder von einem durch die Wallonische Region für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Auditor im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens durchgeführt werden;

2° im Energieauditbericht wird mindestens das Folgende angegeben: die Leistung der Außenhaut des Gebäudes, d.h. das Niveau K, die Einzelheiten über die thermischen Leistungen der verschiedenen Wände, die Leistung des Heizsystems sowie die mit Zahlen belegten Aufbesserungen bezüglich der Außenhaut des Gebäudes und der Systeme.

Die Prämie beträgt 60% des Rechnungs- oder Honorarrechnungsbetrags und darf 1.000 Euro pro Energieaudit und Gebäude nicht überschreiten.

Art. 70 - Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige bzw. teilweise Ersetzen eines Systems zur Innenbeleuchtung durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° zwischen 3 W/m² pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m² pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m² pro 100 Lux in anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

Die Höhe der Prämie beträgt:

1° 10% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 10 bis 30% verringert wird;

2° 20% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 30 bis 50% verringert wird;

3° 30% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50% verringert wird.

Der Höchstbetrag der Prämie darf 10.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Die Installation wird von einem registrierten Unternehmer vorgenommen.

Art. 71 - Eine Prämie wird bei einer Renovierung für die Analyse der verbrauchten Strommengen in einer Wohnung gewährt, in der Strom in Höhe von mindestens 20.000 kWh pro Jahr verbraucht wird. Die Analyse der verbrauchten Strommengen enthält die Registrierung der Stromlieferungen während zwei Wochen, das Verfassen des Auditberichts, die Angabe der hauptsächlichen Möglichkeiten der Energieeinsparung (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf energetischer und finanzieller Ebene dadurch ermöglichten Einsparungen. Die Analyse wird von einem im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor durchgeführt werden.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung bezüglich der Analyse und darf 1.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 72 - Was die in Artikel 69 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durch geführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen; diese Dokumente müssen ordnungsgemäß ausgefüllt werden;

2° aus einer Kopie der Rechnung oder Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;

3° aus dem Energieauditbericht.

Art. 73 - Was die in Artikel 70 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" beim Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular und seinen Anlagen, die beim Betreiber des Stromverteilernetzes oder der Verwaltung verfügbar sind;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung zu bewerten; die pro m² pro 100 lux installierte Leistung wird ebenfalls angegeben.

Art. 74 - Was die in Artikel 71 erwähnte Prämie betrifft, wird die Akte von der "Société wallonne du Logement" bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Genehmigung der Endabrechnung D.1. bezüglich der durchgeführten Arbeiten eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus der Endabrechnung D.1. bezüglich der erbrachten Leistungen sowie dem Original bzw. einer Kopie der Rechnung oder der Honorarrechnung für die erbrachten Leistungen;

3° aus einer Kopie des Auditberichts, in dem die Registrierung der Stromversorgung während zwei Wochen enthalten ist.

TITEL 4 — *Prämien, die nur juristischen Personen gewährt werden*KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. 75 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Titels gelten die folgenden Definitionen:

1° "Antragsteller": jegliche juristische Person, die Bauherr der Investitionen ist, mit Ausnahme der in Artikel 39 erwähnten Hausverwalter und der in Artikel 46 erwähnten Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die eine im Sinne des vorliegenden Titels prämieneberechtigte Investition in der Wallonischen Region tätigt;

2° "technische Betriebseinheit": Gefüge von technischen Komponenten, die eine unteilbare Gesamtheit bilden, die es möglich macht, einen Dienst zu leisten oder ein Produkt zu fertigen.

§ 2. Was die im Rahmen des vorliegenden Titels gewährten Prämien betrifft, versteht sich der Betrag der Rechnungen ohne MwSt, wenn der Prämienempfänger MwSt-abzugsberechtigt ist.

§ 3. Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Antragsteller eine Prämie erhalten, deren Betrag und Gewährungsbedingungen wie folgt bestimmt sind.

KAPITEL II — *Mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen*Abschnitt 1 — *Prämienberechtigte Investitionen*

Art. 76 - § 1. Eine Prämie wird bei der Installierung von einem System zur Rückgewinnung der Wärme aus dem Rauch der Öfen von industriellen oder gewerblichen Anlagen, der mit Erdgas betriebenen Trockenanlagen oder der Heizkessel und Dampferzeuger gewährt. Die Rückgewinnung muss mittels der Installierung einer der folgenden Techniken erfolgen:

1° spezifische unabhängige Rückgewinnungsgeräte, die sich an der Austrittöffnung der Öfen auf dem Kreislauf des Rauches befinden;

2° selbst wiederaufbereitende Brenner, die mit ihrem eigenen Wiederaufbereitungsteil für das Vorwärmen der Verbrennungsluft ausgerüstet sind;

3° Paar von regenerierenden Brennern, wovon der erste in der Heizphase des Ofens und der zweite in der Wiederaufbereitungs- bzw. Wärmespeicherungsphase funktionieren.

Die Prämie beträgt 50 Euro pro rückgewonnenes kW, begrenzt auf 50% des Betrags der Rechnung, und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht übertreffen.

§ 2. Für die Prämien, die mehr als 2.000 Euro betragen, muss die Anzahl der rückgewonnenen kW überprüft werden und muss die Anlage an Ort und Stelle von einem unabhängigen, gemäß der Norm NBN EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den für die betroffenen Gasgeräte anwendbaren europäischen Normen zugelassenen Labor kontrolliert werden.

§ 3. Die betroffenen Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B oder I2E(R), wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

Art. 77 - § 1. Eine Prämie wird bei der Installierung eines Systems zur breiten Modulation des Erdgasbrenners gewährt, das eine wirksamere Wärmeregulierung möglich macht, d.h. die Installierung von modernen Erdgasbrennern, die in einem Bereich von 25 bis 100% mindestens auf den Industrieöfen oder den Heizkesseln modulieren.

Die Höhe der Prämie beträgt 3,75 Euro pro kW. Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2. Der Modulationsgrad muss durch ein gemäß NBN-EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den geltenden europäischen Normen für die betroffenen Gasgeräte zugelassenes unabhängiges Labor bescheinigt werden.

§ 3. Die betroffenen Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B oder I2E(R), wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

Art. 78 - § 1. Eine Prämie wird bei der Installierung eines mit Erdgas betriebenen Systems zur direkten Feuerung der zu heizenden Produkte gewährt. Der Begriff der direkten Feuerung setzt eine einwandfreie Harmonie zwischen den Brennern, den Öfen und den zu heizenden Produkten voraus, die erreicht wird, wenn die Temperatur dieser Produkte als überall ausreichend betrachtet wird.

Die im ersten Absatz erwähnten Installationen sind u.a.:

1° die Erdgasbrenner mit direkter Flamme;

2° die Erdgasbrenner, die für Trockner, für das Heizen der Bäder im Rahmen der thermischen Behandlung von Metallen, für die Nachverbrennung und die "make up air"-Techniken bestimmt sind.

Die Höhe der Prämie beträgt 12,5 Euro pro kW. Die Prämie ist auf 50% des Rechnungsbetrags begrenzt und darf 12.500 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2. Für die Prämien, die mehr als 2.000 Euro betragen, muss das Bestehen einer direkten Flamme an Ort und Stelle von einem unabhängigen, gemäß der Norm NBN EN ISO 17025 für die Kontrollen gemäß den für die betroffenen Gasgeräte anwendbaren europäischen Normen zugelassenen Labor kontrolliert werden.

§ 3. Die betroffenen Geräte müssen mit Erdgas betrieben werden (Kategorien I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B oder I2E(R), wenn anwendbar) und die CE-Kennzeichnung Belgien aufweisen, wenn diese anwendbar ist.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 79 - Was die in den Artikeln 76, 77 und 78 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller beim Betreiber des Gasversorgungsnetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Endrechnung eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei dem Betreiber des Gasversorgungsnetzes oder der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die erwartete Energieeinsparung in kWh zu schätzen;

4° für die in den Artikeln 76 und 78 erwähnten Prämien, im Falle einer Prämie in Höhe von mehr als 2.000 Euro, aus dem Bericht des zugelassenen unabhängigen Labors;

5° für die Erdgas verwendenden industriellen Installationen, aus einer ehrenwörtlichen Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die Installation nach den guten Regeln der Technik vorgenommen worden ist;

6° für alle anderen mit Erdgas betriebenen Installationen, aus einer Kopie des durch die für die Kontrolle der Erdgasanlagen zugelassene Stelle verfassten Abnahmeprotokolls oder aus einer Kopie der vom zugelassenen Installateur verfassten Konformitätsbescheinigung für die Anlage, der eine Kopie seiner Zulassungsbescheinigung je nach Fall beigefügt wird.

*KAPITEL III — Elektrische Anlagen**Abschnitt 1 — Prämienberechtigte Investitionen in Gebäuden jeder Art*

Art. 80 - Eine Prämie wird bei der von einem registrierten Unternehmer vorgenommenen Installation eines Systems zur Steuerung der elektrischen Beleuchtungsanlagen und der Anlagen mit einer Leistung von weniger als 20 kW pro Anlage gewährt, das es möglich macht, die elektrischen Ausrüstungen von Gebäuden jeder Art automatisch auszuschalten bzw. zu regeln.

Die Prämie beträgt 30% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro technische Betriebseinheit nicht überschreiten.

Art. 81 - Eine Prämie wird für die Installation folgender Geräte gewährt:

1° eines Drehzahlreglers durch Frequenzumwandlung auf einem Kompressor, einem Belüftungssystem und einer Pumpe;

2° eines Kompressors, einer Pumpe und eines Belüftungssystems, die mit einem Drehzahlregler mittels Frequenzumrichters ausgerüstet sind.

Die erreichte Energieeinsparung muss mindestens 10% betragen.

Der Drehzahlregler oder der Kompressor, die Pumpe und das mit einem integrierten Frequenzumwandler versehene Belüftungssystem müssen das CE-Zeichen gemäß dem Königlichen Erlass vom 28. Februar 2007 über die elektromagnetische Kompatibilität und dem Königlichen Erlass vom 23. März 1977 bezüglich der Vermarktung elektrischer Materialien tragen.

Die Prämie beträgt 100 Euro pro kW Nennleistung des Motors und ist auf 5.000 Euro pro technische Betriebseinheit begrenzt.

Art. 82 - Eine Prämie wird für den Einbau einer Vorrichtung zur Regulierung der Kälte und zur Optimierung der Enteisungszyklen gewährt, dies unter der Bedingung, dass eine Energieeinsparung von mindestens 20% erreicht wird. Es handelt sich um eine Vorrichtung zur Kontrolle der Wechselbelastung der Kompressoren, die die Enteisungszyklen optimiert.

Die Prämie beträgt 1.250 Euro pro Kühlaggregat mit einer elektrischen Leistung von mindestens 15 kW, das mit dieser Vorrichtung ausgerüstet ist.

Abschnitt 2 — Prämienberechtigte Investitionen im Falle der Renovierung eines Gebäudes

Art. 83 - Eine Prämie wird im Fall einer Renovierung für das völlige bzw. teilweise Ersetzen eines Systems zur Innenbeleuchtung durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° 3 W/m² je 100 lux in den Sporthallen und Schwimmbädern;

2° 3 W/m² je 100 lux in den zu medizinischen Zwecken benutzten Räumlichkeiten;

3° zwischen 3 W/m² pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m² pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

4° 2,5 W/m² pro 100 Lux in den Büros und den anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.

Die Höhe der Prämie beträgt:

1° 10% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 10 bis 30% verringert wird;

2° 20% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um 30 bis 50% verringert wird;

3° 30% des Betrags der Rechnung, wenn die installierte Leistung um mehr als 50% verringert wird.

Der Betrag der Prämie darf 10.000 Euro pro technische Betriebseinheit nicht überschreiten.

Art. 84 - Eine Prämie wird im Falle einer Renovierung für die Analyse der verbrauchten Strommengen einer technischen Betriebseinheit, in der Strom in Höhe von mindestens 20.000 kWh pro Jahr verbraucht wird, gewährt. Die Analyse der verbrauchten Strommengen enthält die Registrierung der Stromlieferungen während zwei Wochen, das Verfassen des Auditberichts von einem im Rahmen der AMURE oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor und die Angabe der hauptsächlichen Möglichkeiten der Energieeinsparung (technische Maßnahmen und Investitionen), deren Kosten und die auf energetischer und finanzieller Ebene dadurch ermöglichten Einsparungen.

Die Prämie beträgt 50% des Betrags der Rechnung bezüglich der Analyse und darf 1.000 Euro pro technische Betriebseinheit nicht überschreiten.

Abschnitt 3 — Verfahren zur Einreichung des Antrags

Art. 85 - Was die in den Artikeln 81, 82, und 83 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller beim Betreiber des Stromverteilernetzes innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum der Endrechnung eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem ordnungsgemäß ausgefüllten Formular und seinen Anlagen, die beim Betreiber des Stromverteilernetzes oder der Verwaltung verfügbar sind;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bezüglich der getätigten Investitionen oder Leistungen; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer sie begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

3° für die in den Artikeln 81 und 82 erwähnten Prämien aus einem technischen Berechnungsblatt, das eine Schätzung der erwarteten Energieeinsparung in kWh möglich macht;

4° für die in Artikel 83 erwähnte Prämie aus einem technischen Berechnungsblatt, das es möglich macht, die photometrische Aufbesserung der Beleuchtung und die Verringerung der installierten Leistung sowie die pro m² pro 100 lux installierte Leistung zu bewerten;

Art. 86 - Was die in den Artikeln 80 und 84 erwähnten Prämien betrifft, wird die Akte vom Antragsteller bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von vier Monaten, die ab dem Datum der Endrechnung oder der Honorarrechnung bezüglich der erbrachten Leistungen läuft, eingereicht.

Diese Akte besteht:

1° aus dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° aus dem Original oder einer Kopie der Rechnung bzw. der Honorarrechnung für die getätigten Leistungen;

3° für die in Artikel 80 erwähnte Prämie aus einem technischen Berechnungsblatt, das das Schätzen in kWh der erwarteten Energieeinsparung möglich macht; die technischen Merkmale der Geräte müssen auf der Rechnung oder in Ermangelung davon auf einer diese begleitenden Notiz des Verkäufers angegeben sein, so dass die Überprüfung der Einhaltung der technischen Kriterien vorgenommen werden kann;

4° für die in Artikel 84 erwähnte Prämie aus einer Kopie des Auditberichts, in dem die Registrierung der Stromversorgung während zwei Wochen enthalten ist.

TITEL 5 — Verfahren und Modalitäten in Bezug auf die Auszahlung der unter den Titeln II bis V erwähnten Prämien

KAPITEL I — Modalitäten für die administrative Behandlung der Anträge

Art. 87 - § 1. Innerhalb von vierzig Tagen ab dem Tag, der auf den Eingang des Antrags folgt, schickt der Netzbetreiber oder die Verwaltung, je nach Fall, dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der angegeben wird, ob seine Akte vollständig ist oder nicht.

Ist die Akte nicht vollständig oder erfordert sie Belege, die für das Verständnis oder die Prüfung der in der Akte enthaltenen Elemente notwendig sind, so werden in dem in Absatz 1 erwähnten Schreiben die vom Antragsteller zu übermittelnden Elemente angegeben. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von siebenzig Tagen, die am Tag nach der Einsendung des Schreibens, durch das zusätzliche Informationen erbeten werden, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Falls alle Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 2 vorgeschriebenen Frist zugestellt worden sind, bewirkt dies das Abschließen der Akte.

Innerhalb von einhundertzwanzig Tagen ab dem Tag, der auf den Eingang des Antrags folgt, schickt der Netzbetreiber oder die Verwaltung, je nach Fall, dem Antragsteller einen Brief, der den über den Antrag befindenden Beschluss enthält, zu.

Die Frist von einhundertzwanzig Tagen wird am Datum der Informationsanfrage bis zur Mitteilung der gesamten beantragten Informationen ausgesetzt.

Innerhalb zwanzig Werktagen ab der Zustellung der Genehmigung des Antrags wird der Betrag der Prämie von der Verwaltung oder je nach Fall vom Netzbetreiber zur Auszahlung festgelegt.

§ 2. In jedem ablehnenden Schreiben werden die unter Titel VI erwähnte Einspruchsmöglichkeit sowie die Modalitäten und das Verfahren angegeben, die darauf anwendbar sind.

§ 3. Der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - verfügt über eine Frist von drei Jahren ab dem Tag nach demjenigen der Auszahlung der Prämie, um die Übereinstimmung des Antrags mit den in den Titeln II, III und IV des vorliegenden Erlasses erwähnten Gewährungsbedingungen zu prüfen und ggf. die Rückzahlung des Betrags der gewährten Prämie zu verlangen, wenn diese Bedingungen nicht beachtet wurden.

Art. 88 - § 1. In Abweichung von den Artikeln 51, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 72, 73 und 74 können die in Artikel 46 erwähnten Antragsteller eine Akte bei der Verwaltung für die dort behandelten Prämien vor der Ausführung der aufgrund des Titels III zulässigen Arbeiten einreichen, die sich aus folgenden Dokumenten zusammensetzen:

1° dem Formular zum vorherigen Antrag sowie seinen Anlagen, die bei der Verwaltung erhältlich sind, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° der budgetären Veranschlagung der zu tätigen Investitionen.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des vorherigen Antrags schickt die Verwaltung der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes eine Empfangsbestätigung zu, durch die sie mitteilt, ob die Akte vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte für unvollständig erklärt wird, verfügt die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes über vierzig Tage ab dem Tag nach der Einsendung der durch die Verwaltung geschickten Empfangsbestätigung, um jedes zusätzliche Element und die angeforderten Auskünfte zu übermitteln.

Wenn die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes nach Ablauf dieser Frist die fehlenden Unterlagen an die Verwaltung gerichtet hat, wird eine zweite Empfangsbestätigung gemacht, um die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes über die Vollständigkeit ihrer Akte zu informieren.

Wenn nach Ablauf dieser Frist die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes die verlangten Auskünfte nicht erteilt hat, wird im Gegenteil davon ausgegangen, dass der Antrag nie eingereicht worden ist.

Der Beschluss zur Ablehnung oder die Zusage zur Gewährung des Zuschusses wird innerhalb von zwei Monaten ab dem Versand der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit der Akte notifiziert.

§ 2. Die Zusage zur Gewährung der Prämie hat eine Gültigkeitsdauer von vierundzwanzig Monaten, die ab dem Tag ihrer Zustellung läuft. Wenn die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes am Ende dieser Frist ihren Prämienantrag gemäß den Artikeln 51, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 72, 73 und 74 nicht eingereicht hat, wird die Zusage zur Gewährung hinfällig.

§ 3. Die vorliegende Bestimmung ist je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln anwendbar.

KAPITEL II — Bestimmung bezüglich der Verwaltung der Prämien durch die Netzbetreiber

Art. 89 - § 1. Jeder Netzbetreiber muss der Verwaltung spätestens am 10. eines jeden Monats eine elektronische Datei per E-Mail mit Lesebestätigungsanforderung übermitteln. Diese Datei enthält die je nach Maßnahme sortierte Liste der im vorigen Monat ausgezahlten Prämien sowie deren detaillierte Angaben.

§ 2. Alle drei Monate schickt der Netzbetreiber der Verwaltung eine Forderungsanmeldung in drei Ausfertigungen zu, der eine Auflistung der Ausgaben sowie die Belege in Bezug auf die tatsächlich ausgezahlten Prämien beigefügt werden.

Bei Empfang der Auflistung der Ausgaben überprüft die Verwaltung Letztere sowie die mitgeschickten Belege. Nachdem die Verwaltung die Höhe der zulässigen Ausgaben bestimmt hat, zahlt sie diesen Betrag aus, ggf. unter Abzug des Restbetrags des Umlauffonds nach § 3.

Der Netzbetreiber schreibt auf seiner Forderungsanmeldung die Nummer des Bankkontos, dessen Inhaber er ist, und schreibt den Satz "Betrag für richtig und wahrhaftig bescheinigt" darauf.

§ 3. Im Rahmen der Gewährung der Prämien nach Artikel 20 und 52 kann der Netzbetreiber einen Antrag bei der Verwaltung stellen, um einen Umlauffonds zu erhalten.

Für die Netzbetreiber wird die Höhe dieses Umlauffonds wie folgt festgelegt:

- a) Für IDEG Gaz, 150.000 Euro;
- b) Für IGH, 860.000 Euro;
- c) Für INTERLUX Gaz, 60.000 Euro;
- d) Für SEDILEC Gaz, 410.000 Euro;
- e) Für SIMOGEL Gaz, 100.000 Euro;
- f) Für GASELWEST Gaz, 20.000 Euro;
- g) Für ALG, 900.000 Euro.

Wenn dieser Umlauffonds ausgeschöpft ist, wird die Verwaltung diese Beträge auf der Grundlage der Einschätzung der Anzahl Akten, die noch zu erhalten sind, wieder bewerten, und wird der Fonds durch Beschluss des mit der Energie beauftragten Ministers wieder aufgestockt.

Am Abschluss des Gültigkeitszeitraums der Prämien nach Absatz 1, wie in Artikel 95 bestimmt, wird der Restbetrags des Umlauffonds Gegenstand einer Ausgleichsberechnung sein.

KAPITEL III — Verfahren zur Auszahlung der Prämien im Rahmen des Programms betreffend die Gewährung von Öko-Darlehen

Art. 90 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgenden Definitionen:

1° SWCS: die "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) einschließlich der Sozialkreitschalter, die von dieser in der Wallonie anerkannt werden;

2° FLW: der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

3° Öko-Darlehen: durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährten Öko-Darlehen sowie den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) gewährten Öko-Darlehen eingeführtes System; das System der Öko-Darlehen kann mit einer oder mehreren Öko-Prämien kumuliert werden;

4° Öko-Prämien: alle Prämien im Sinne von Titel II vorliegenden Erlasses, mit Ausnahme der Prämien, die in den Artikeln 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 und 32 angeführt sind, mit Rücksicht auf die kraft vorliegenden Erlasses anwendbaren Gewährungsbedingungen; die Öko-Prämien werden durch die SWCS und den FLW gewährt. Die Artikel 87, 97 und 98 sind nicht anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1, 4° ist die Anforderung eines vorher durchgeführten Energieaudits nach Artikel 6, § 1, Absatz 2, und Artikel 7, § 1, Absatz 2 des Titels II für den Bezug der Öko-Prämien nicht anwendbar und wird durch die voraus durchzuführende energetische Bewertung im Sinne von Artikel 8 und 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährten Öko-Darlehen bzw. von Artikel 8 der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Einführung der von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) gewährten Öko-Darlehen in der Anlage beigefügten Regelung ersetzt.

Art. 91 - Im Rahmen des Systems der Öko-Darlehen und wenn es sich um die gewährten Öko-Prämien handelt, sind die SWCS und der FLW verpflichtet, der Verwaltung am 10. jedes Monats eine von der Verwaltung erstellte elektronische Datei per E-Mail mit Lesebestätigungsanforderung zu übermitteln. Diese Datei enthält die je nach Maßnahme sortierte Liste der im vorigen Monat ausgezahlten Öko-Prämien sowie deren detaillierte Angaben.

Der Betrag der von der SWCS und dem FLW gewährten Öko-Prämien wird ihnen von der Verwaltung zurückgezahlt, auf der Grundlage von für jede Maßnahme spezifischen Forderungsanmeldungen, die die SWCS und der FLW quartalsweise und in drei Exemplaren bei der Verwaltung einzureichen haben.

Jeder spezifischen Forderungsanmeldung müssen eine detaillierte Ausgabenaufstellung sowie die Belege betreffend die tatsächlich gezahlten Öko-Prämien beigefügt werden.

Art. 92 - Die Verwaltung behält sich das Recht vor, die Einhaltung der Gewährungsbedingungen für die von der SWCS und dem FLW gezahlten Öko-Prämien angesichts der Anforderungen vorliegenden Erlasses zu kontrollieren.

Gegebenenfalls treibt die Verwaltung die zu Unrecht gezahlten Beträge zu Lasten der SWCS und des FLW wieder ein.

Art. 93 - Die in vorliegendem Erlass vorgesehenen Prämien dürfen nicht mit den Öko-Prämien kumuliert werden, die durch Vermittlung der SWCS und des FLW gewährt werden.

KAPITEL IV — Für die in den Artikeln 76 und 78 erwähnten Prämien spezifische Bestimmung

Art. 94 - Auf Anfrage der unabhängigen Labors, die für die im Rahmen der aufgrund der Artikel 76 und 78 des vorliegenden Erlasses an Ort und Stelle vorgenommenen Messungen und/oder Kontrollen zugelassen sind, wird eine Auftragsvereinbarung zwischen der vom mit der Energie beauftragten Minister vertretenen Wallonischen Region und diesen Labors abgeschlossen werden.

KAPITEL IV — Gültigkeit der Prämien

Art. 95 - Die Prämien werden für jede zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 31. Dezember 2011 getätigte zulässige Investition gewährt. Die für die Einhaltung dieses Kriteriums berücksichtigten Daten sind unter den Titeln II bis IV in den Artikeln zur Bestimmung der Verfahren zur Einreichung des Antrags bezüglich jeder Prämie angegeben.

Art. 96 - Falls die Mittel zu schnell verbraucht werden und kurz bevor sie ausgeschöpft sind, schlägt die Verwaltung dem für die Energie zuständigen Minister vor, eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, auf der Energie-Webseite der Wallonischen Region sowie in den das Gebiet der Wallonischen Region, einschließlich der Deutschsprachigen Gemeinschaft, abdeckenden Medien zu veröffentlichen.

In dieser Bekanntmachung wird der Zeitraum angegeben, innerhalb dessen die Prämien gemäß den Verfahren zur Einreichung des Antrags, die in jedem der Titel II bis V bestimmt werden, zulässig bleiben. Dieser Zeitraum darf nicht kürzer als zwei Wochen ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* sein.

TITEL 6 — Einsprüche

Art. 97 - Unbeschadet des Rechts, direkt vor Gericht zu gehen, kann der Antragsteller, dessen Antrag abgelehnt worden ist, einen Antrag auf Überprüfung des Ablehnungsbeschlusses einreichen. Dieser Antrag wird dem Generaldirektor der Verwaltung per begründetes Schreiben innerhalb einer Frist von höchstens neunzig Tagen ab der Zustellung des Ablehnungsbeschlusses zugeschickt.

Art. 98 - § 1. Die "Streitsachenzelle" im Sinne von Artikel 97 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationalen Energienutzung bestätigt den Eingang des Antrags auf Neuüberprüfung und fordert den Antragsteller auf, binnen siebzig Tagen alle Schriftstücke und Belege einzureichen, die sie als für die Neuüberprüfung der Akte als notwendig betrachtet. Werden die angeforderten Elemente binnen dieser Frist nicht übermittelt, so wird der anfängliche Ablehnungsbeschluss bestätigt.

Die Streitsachenzelle stellt dem Antragsteller ihren Beschluss binnen einer Frist von sechzig Tagen zu, die ab dem auf den Eingang aller angeforderten Elemente folgenden Tag läuft.

§ 3. Ist der Antrag auf Überprüfung als begründet betrachtet worden, so wird der Betrag der Prämie gemäß den Bestimmungen von Artikel 87 zur Auszahlung festgelegt.

TITEL 7 — Schlussbestimmungen

Art. 99 - Die Anlagen 1, 2, 3 und 4 sind ein fester Bestandteil vorliegenden Erlasses.

Art. 100 - Der vorliegende Erlass tritt am 30. April 2010 in Kraft.

Namur, den 22. März 2010

J.-M. NOLLET

ANLAGE 1

Ergänzende Spezifikationen für die Messung der Luftdichtheit von Gebäuden im Rahmen der "PEB"-Reglementierung

1. Vorwort

Das vorliegende Dokument legt die Anforderungen fest, die für die Messung der Luftdichtheit von Gebäuden im Rahmen der "PEB"-Reglementierung zu beachten sind. Es richtet sich insbesondere an den *Verantwortlichen der Messung* (Person, die für die Messung und den Prüfbericht verantwortlich ist). Der *Auftraggeber der Prüfung* (Person, die die Prüfung in Auftrag gegeben hat oder sein Stellvertreter: Architekt, Verantwortlicher der "PEB"-Erklärung) ist nur von §2 und Anlage 2 betroffen.

Die "PEB"-Reglementierung bezieht sich auf die Norm NBN EN 13829 : 2001 für die Messung der Luftleckrate bei 50 Pa der Außenhaut des Gebäudes \dot{V}_{50} . Die anderen Aspekte dieser Norm, unter anderem die abgeleiteten Berechnungen, sind daher im Rahmen der "PEB"-Reglementierung nicht obligatorisch. In dieser Norm wird die Messmethode in verschiedenen möglichen Ausführungen erläutert. Das vorliegende Dokument legt die zu beachtenden Anforderungen fest: Ergänzende Spezifikationen zur Norm NBN EN 13829 : 2001. Diese Norm bildet die unerlässliche Voraussetzung für die Begutachtung des vorliegenden Dokuments. Die Berücksichtigung durch den Auftraggeber der Prüfung des Ergebnisses der Messung der Luftleckrate eines Gebäudes bei der Berechnung der Energieeffizienz dieses Gebäudes kann dazu führen, dass das Niveau des Primärenergieverbrauchs (Niveau E oder E_w) vorteilhafter ist, als jenes, das auf der Grundlage des Standardwerts der Luftdichtheit berechnet wird. In dem Verfahren zur Bestimmung des Niveaus des Primärenergieverbrauchs (§7.8.3 des Verfahrens für Wohngebäude (PER) und §5.5.3 des Verfahrens für die Büro- und Unterrichtsgebäude (PEN)), ist das Niveau abhängig von der Lufteintrittsmenge und der Luftaustrittsmenge, berechnet auf der Grundlage der Leckrate bei 50 Pa pro Flächeneinheit der Gebäudehülle, $\dot{v}_{50,heat}$, nachstehend mit \dot{v}_{50} bezeichnet und in $(m^3/h)/m^2$ ausgedrückt. Diese spezifische Luftleckrate \dot{v}_{50} (v kleingeschrieben) wird bestimmt auf der Grundlage der Luftleckrate bei 50 Pa der Gebäudehülle \dot{V}_{50} (V großgeschrieben), ausgedrückt in m^3/h , gemessen durch den Verantwortlichen der Messung nach der Norm NBN EN 13829 : 2001 und unter Beachtung der in dem vorliegenden Dokument angeführten Spezifikationen.

2. Messbedingungen

2.1. Messzone

Anforderungen

Die Messzone ist durch den Auftraggeber der Prüfung zu bestimmen in Übereinstimmung mit der Unterteilung des Gebäudes, die im Rahmen der "PEB"-Reglementierung durchgeführt wird. Die Zone, auf die sich die Messung bezieht, muss wenigstens das gesamte berücksichtigte PER und PEN-Volumen umfassen und darf nicht jene Gebäudeteile umfassen, die außerhalb des geschützten Volumens (VP) liegen, wie zum Beispiel unbeheizte anliegende Bereiche.

Die tatsächlich gemessene Zone muss durch den Verantwortlichen der Messung klar und deutlich in dem Prüfbericht beschrieben werden. Die Pläne des Gebäudes (Pläne¹ der Stockwerke und Querschnitte), auf denen die Grenzen des Messbereichs klar ersichtlich sind, können dem Bericht beigelegt werden.

Empfehlungen

In den meisten Fällen kann die Dichtheitsprüfung auf dem gesamten geschützten Volumen (GV) durchgeführt werden. Der zu messende Bereich kann daher mehrere PER- oder PEN-Volumen umfassen (Abbildung 1).

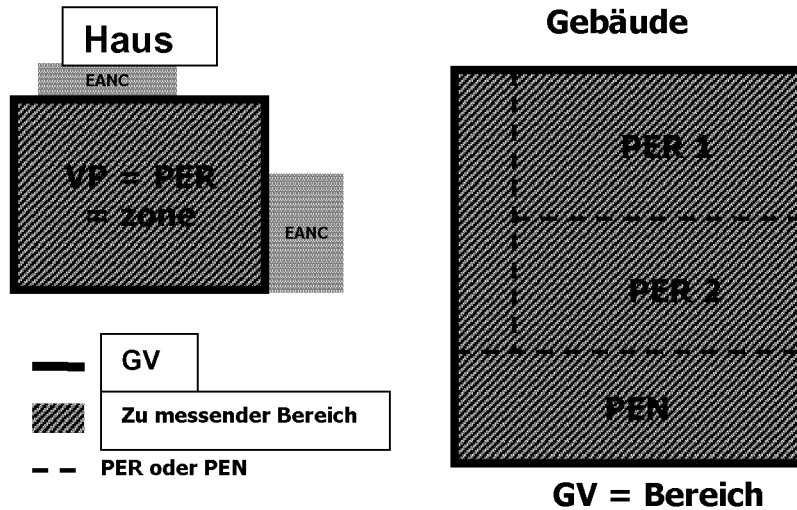


Abbildung 1: Schema der zu messenden Zone (schraffiert), entsprechend dem geschützten Volumen (ununterbrochener Strich) für den Fall eines Einfamilienhauses oder eines Gebäudes (EANC = nicht geheizte anliegende Fläche).

In manchen Fällen kann die Messung jedoch nur auf einem Teil des geschützten Volumens durchgeführt werden, der jedoch in allen Fällen das betreffende PER oder PEN-Volumen umfasst (ein einzelnes Appartement zum Beispiel, Abbildung 2).

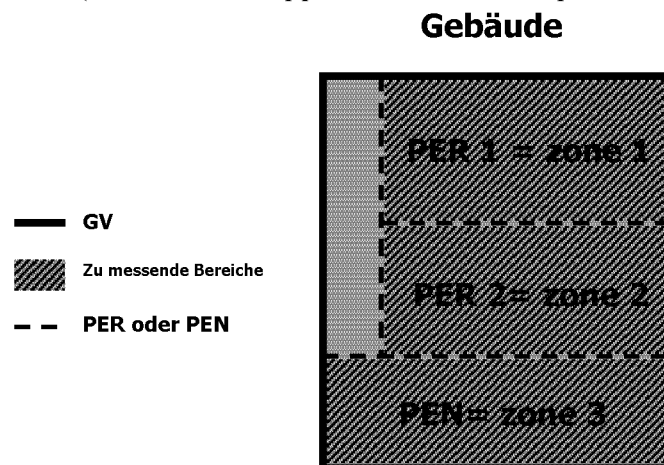


Abbildung 2: Schema der zu messenden Zone (schraffiert), entsprechend einem einzelnen PER oder PEN-Volumen (unterbrochener Strich).

Ausnahme

¹ Es kann sich dabei um vereinfachte Pläne und/oder verkleinerte Pläne handeln, die so dem Prüfbericht leicht beigelegt werden können.

In dem ungewöhnlichen Fall, in dem das PER oder das PEN-Volumen aus mehreren getrennten Teilbereichen besteht, zwischen denen keine (ohne Werkzeug zu öffnende) Öffnung vorhanden ist, die jedoch alle nach außen offen sind, muss die Messung dieser einzelnen Bereiche jeweils individuell durchgeführt werden. Die gesamte Luftleckrate \dot{V}_{50} , dieses PER- oder PEN-Volumens ist in diesem Fall die Summe der gesamten Luftleckraten jedes einzeln gemessenen Bereichs. Der Wert A_{test} (siehe Anlage 2) muss auf der Grundlage der Grenzen dieses PER- oder PEN-Volumens bestimmt werden.

2.2. Zeitpunkt der Messung und Zustand des Gebäudes

Anforderung (Wiederholung der Norm)

Die Prüfung kann nur dann durchgeführt werden, wenn die Gebäudehülle vollständig dicht ist: Einbau aller Fenster und Türen, die die Messzone abgrenzen.

Empfehlungen

Insofern sie sich auf die Dichtheitssperre auswirken können, ist es ratsam, die nachstehend angeführten Arbeiten abzuschließen, bevor die Messung durchgeführt wird:

- Heizung,
- Lüftung,
- Sanitär,
- Strom,
- Fertigstellungsarbeiten des Mauerwerks (Verputz, Platten, Täfelung, usw.),
- Anstrich, Teppichbelag.

3. Methode und Material

3.1. Wahl der Methode

Anforderung

Im Rahmen der "PEB"-Reglementierung muss die Prüfung der Luftdichtheit des Gebäudes unter Anwendung der Methode A durchgeführt werden, die in der Norm NBN EN 13829 : 2001 definiert wird.

3.2 .Auswahl des Gerätes

Anforderung

Die Anforderungen an das Druckmessgerät und die Messgeräte sind in der Norm NBN EN 13829 : 2001, § 4 angeführt.

Zusätzlich zu der Norm ist es notwendig, dass die verwendeten Manometer eine Messung des Druckunterschieds mit einer Genauigkeit von \pm Pa innerhalb des Prüfintervalls ermöglichen.

Empfehlung

Es wird empfohlen, die Messgeräte regelmäßig zu eichen und dabei den Empfehlungen des Herstellers² Folge zu leisten. Für die meisten Messgeräte scheint eine Eichung wenigstens alle zwei Jahre angemessen.

² Es wird empfohlen, sich an ein Eichlabor zu wenden, dass die Anforderungen der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 erfüllt. Zur Information befindet sich eine Liste der in Belgien zugelassenen Eichlabors auf den Webseiten www.belac.be.

4. Vorbereitung des Gebäudes

4.1. Heizung, Lüftung und andere Geräte

Anforderung

Mit Ausnahme der Systeme, die ggf. zur Messung der Luftdichtheit der Gebäude beitragen, müssen alle Systeme, die aus der Messzone Luft entnehmen oder nach außen abführen vor Beginn des Messvorgangs abgeschaltet werden; dabei handelt es sich wenigstens um :

- die mechanische Belüftung und die Klimatisierung,
- Warmluftgebläseheizung,
- Geräte mit offenem (nicht dichtem) Verbrennungskreislauf, Heizkessel, Warmwasserbereiter, Öfen usw.,
- Abzugshauben in Küchen, die die Luft nach außen abführen,
- Wäschetrockner, die die Luft nach außen abführen.

4.2. Absichtlich vorhandene Öffnungen

Anforderungen

In diesem Dokument:

- bedeutet abdichten: mit jeglichem angemessenen Mittel hermetisch verschließen (Klebeband, Ballon, Stopfen, usw.);
- bedeutet verschließen: die auf der betreffenden Öffnung vorhandene Schließvorrichtung benutzen, ohne dadurch die Dichtheit der geschlossenen Öffnung zu erhöhen.

Allgemeine Regel für die Öffnungen in der Hülle der Messzone

Die absichtlich vorhandenen Öffnungen in der Hülle der Messzone sind zu verschließen. Diese Öffnungen dürfen daher nicht abgedichtet werden. Ist keine Schließvorrichtung vorhanden, so kann keine Messung durchgeführt werden, um die Dichtheit der Öffnung zu erhöhen. Bei den Öffnungen, die keine Schließvorrichtung aufweisen könnten, handelt es sich z.B. um: manche Öffnungen zur Luftabfuhr (Trockner, Abzugshaube), manche Kamine (offener Kamin, Geräte mit offenem Verbrennungs-Kreislauf), Wäscheschacht, Öffnungen eines Zentralstaubsaugersystems, usw.

Die Öffnungen sind so zu verschließen, dass sie während der gesamten Messung geschlossen bleiben. In manchen Fällen sind absichtlich vorhandene Öffnungen anhand einer angemessenen zusätzlichen Vorrichtung geschlossen zu halten. Bei der Vorrichtung, die verwendet wird, um eine Öffnung geschlossen zu halten, kann es sich zum Beispiel ein kleines Stück Klebeband oder eine mechanische Vorrichtung (Keil, Gewicht,...) handeln. Diese darf jedoch in keinem Fall verwendet werden, um die Dichtheit der geschlossenen Öffnung zu erhöhen. Die Öffnungen, die die auf diese Weise geschlossen halten werden können, sind zum Beispiel: Katzenklappen, Briefkästen, usw.

Die automatische Steuerung mancher regelbarer Zufuhröffnungen (RZÖ) und mancher regelbarer Abfuhröffnungen (RAZ) zum Beispiel durch die Steuerung nach Bedarf anhand von Anwesenheitsdetektoren, CO₂-Sonden, usw. muss ebenfalls deaktiviert werden, damit diese Öffnungen während des gesamten Messvorgangs geschlossen bleiben.

Mechanische Belüftungssysteme

Die Norm erfordert ein Verschließen der Öffnungen der mechanischen Belüftungs- oder Klimatisierungssysteme. Alternativ und abweichend von der Norm ist es erlaubt, diese Systeme zu verschließen und zwar auf Ebene der Leitungen so nah wie möglich an der Stelle, an der

diese Leitungen durch die Hülle der Messzone (oder der Barrierendichtung) führen. In der Praxis sind:

- entweder alle Öffnungen einzeln abzudichten (1 auf Abb. 3),
- oder die Hauptleitungen abzudichten zwischen dem Ventilator und der Hülle der zu messenden Zone (2 auf Abb. 3), unabhängig davon, wo sich der Ventilator befindet (innerhalb oder außerhalb der Messzone),
- oder die nach Außen mündenden Öffnungen, Lufteinlasse und Öffnungen zur Luftabfuhr abzudichten (3 auf Abb. 3).

Ein praktisches Mittel zur Abdichtung der Leitungen oder der Öffnungen besteht darin, die Ventile zu entfernen und den Luftkanal durch einen aufblasbaren Ballon zu verschließen. Das Abdichten muss reversibel sein und für die Leitung darf keinerlei Schaden entstehen.

Die Stelle, an der die Leitung abgedichtet wird, sowie das verwendete Mittel, müssen im Prüfbericht vermerkt werden.

Falls in der Abzugsleitung eines Belüftungssystems vom Typ A oder B (Siehe § 4.3.1.3, Anmerkung 3 der Norm NBN D 50-001 : 1991) ein Ventilator vorhanden ist, so wird dieser stets als eine natürliche und nicht als eine mechanische Abführung betrachtet. Gemäß den oben erwähnten Regeln dürfen derartige Leitungen daher nicht abgedichtet werden. Ihr einstellbaren Abfuhröffnungen sind jedoch zu verschließen.

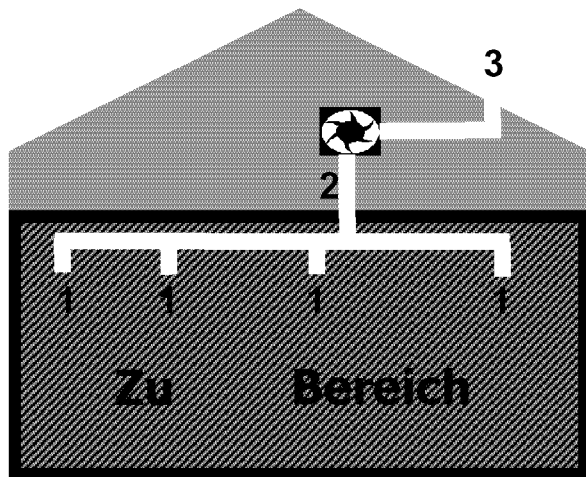


Abbildung 3: Position der Abdichtungen der Belüftungsschächte (für einen Ventilator außerhalb des geschützten Volumens): auf Ebene der einzelnen Öffnungen (1), zwischen dem Ventilator und der Hülle des zu messenden Bereichs (2), oder auf Ebene der Lufteinlasse und -auslasse (3).

Unvollendete Öffnungen oder geplante Öffnungen

Absichtlich vorhandene Öffnungen, die entweder noch zu vollenden sind oder an denen noch ein Gerät zu installieren ist (Verbrennungsgeräte, Abzugshaube, Trockner, solare Warmwasserbereitungsanlage), dürfen für die Messung nicht zeitweilig abgedichtet werden.

Falls diese Öffnungen jedoch unter den normalen Bedingungen der Nutzung des Gebäudes nicht genutzt werden, so können sie angemessen und dauerhaft abgedichtet werden³. Das angemessene und dauerhafte Verschließen dieser nicht gebrauchten Öffnungen ist nicht Aufgabe der mit der Messung beauftragten Person. Diese kann jedoch verlangen, dass eine Verschlussvorrichtung entfernt wird, falls sie diese als unangemessen und/oder nicht dauerhaft

³ Um zum Beispiel als angemessen und dauerhaft betrachtet zu werden, muss das System zur Abdichtung eines nicht genutzten Kamins aus Metall, der nicht über einen Regenschutzdeckel verfügt, unter anderem die Ableitung der in den Kamin gelangenden Niederschläge ermöglichen.

wertet. Öffnungen für nicht installierte Geräte, deren Abdichtung prinzipiell nicht gerechtfertigt ist, sind zum Beispiel:

- eine Abfuhröffnung für eine Abzugshaube,
- eine Abfuhröffnung für einen Wäschetrockner,
- ein Kamin oder eine Öffnung für die Luftzufuhr für ein Verbrennungsgerät, falls das Gebäude noch nicht über eine Heizanlage verfügt,
- eine Öffnung für ein Gerät, das bereits geliefert wurde,
- usw.

Brandschutzklappen

Die Norm NBN EN 13829 : 2001 (§ 5.2.2) schreibt vor, unter anderem die Brandschutzklappen in der Hülle der zu messenden Zone zu schließen. Im Rahmen der "PEB"-Reglementierung ist diese Anforderung wie folgt zu verstehen:

- die Brandschutzklappen, die im Normalbetrieb geschlossen sind und sich im Falle eines Brandes automatisch öffnen, um zum Beispiel Rauch abzuführen (Typ C), müssen effektiv während der gesamten Messdauer geschlossen bleiben;
- die Brandschutzklappen, die im Normalbetrieb geöffnet sind und sich im Falle eines Brandes automatisch schließen (Typ A und B), dürfen während der Messung nicht geschlossen werden;

Öffnungen in den Bereichen, die an die Messzone grenzen

In den (beheizten oder nicht beheizten) Bereichen außerhalb der Messzone (z.B. ein Gewächshaus, eine Veranda, eine Garage, usw., die nicht Teil der Messzone sind), können Türen, Fenster, regelbare Zufuhröffnungen und andere ggf. auf der Außenhülle vorhandene Öffnungen zwar verschlossen, jedoch nicht abgedichtet werden.

Öffnungen innerhalb der Messzone

Die Norm NBN EN 13829 : 2001 (§ 5.2.2) schreibt unter anderem die Anforderungen bezüglich der Verbindungstüren innerhalb der Messzone vor. Im Rahmen der "PEB"-Regelung sind die folgenden ergänzenden Spezifikationen anwendbar. Mit Ausnahme der Türen der Wandschränke und der Toiletten sind alle Türen, Luken und Öffnungen innerhalb der Messzone geöffnet sein, falls sie ohne Werkzeug zu öffnen sind, so dass die gesamte Messzone homogen auf den Messdruck reagiert. Der in der Norm verwendete französische Begriff "placard" bezieht sich ausschließlich auf einen Schrank oder einen Wandschrank. Bei den Öffnungen, die offen sein müssen, handelt es sich somit um:

- die Innentüren,
- eine Luke zu einem Betriebsraum innerhalb der Messzone,
- eine Luke zu einem Installationsschacht, der Teil der Messzone ist,
- eine Tür einer Abstellkammer,
- eine Luke zu einem Speicher oder einem Keller, der Teil der Messzone ist.

Manche Öffnungen dürfen aus praktischen und Sicherheitsgründen geöffnet bleiben (z.B. die Zugänge zu den Aufzügen oder den Hochspannungskabinen).

Falls ein Bereich, der Teil der Messzone ist, keine (ohne Werkzeug zu öffnende) Öffnung zur übrigen Messzone hin aufweist, jedoch wohl eine Öffnung nach Außen, so ist er getrennt zu messen (Siehe §2.1. Messzone)

Falls ein Bereich weder zur übrigen Messzone, noch nach Außen durch eine (ohne Werkzeug zu öffnende) Öffnung in Verbindung steht, so ist keine weitere Maßnahme zu treffen.

Zusammenfassende Tabelle

Die Tabelle 1 gibt einen Überblick der Anforderungen für eine bestimmte Anzahl von Standardsituationen

Tabelle 1: Behandlung der absichtlich vorhandenen Öffnungen

Bestandteile	Zustand	Beispiele zur Verdeutlichung
Öffnungen innerhalb der Messzone		
<ul style="list-style-type: none"> ○ Türen der Einbauschränke und Toiletten ○ Sonstige Öffnungen 	<p>Geschlossen</p> <p>Geöffnet</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Türen, Luken und Öffnungen innerhalb des Gebäudes, ohne Werkzeug zu öffnen
Öffnungen in der Hülle der Messzone		
<ul style="list-style-type: none"> ○ Mechanische Belüftungssysteme 	Abgedichtet	<ul style="list-style-type: none"> ○ Öffnungen innerhalb des Gebäudes oder Leitungen oder nach Außen mündende Öffnungen (1 oder 2 oder 3, siehe Abb. 3)
<ul style="list-style-type: none"> ○ Sonstige Öffnungen mit einer Schließvorrichtung 	Geschlossen (1)	<ul style="list-style-type: none"> ○ Außentüren und -fenster ○ Türen und Luken, die in einen Bereich außerhalb der Messzone führen: in einen Keller, eine Garage, einen Speicher, ein Kriechkeller, ein unbewohnbares Dachgeschoss ○ Regelbare Belüftungsöffnungen: RZÖ, RAZ ○ Briefkasten, Katzenklappe ○ Ableiten der Abwässer (2) ○ Öffnungen zur Luftabfuhr mit Schließvorrichtung für einen Wäschetrockner, eine Dunstabzugshaube (3) ○ Kamine mit Verschluss (offener Kamin, Heizkessel, Ofen, usw.) (3) (4)
<ul style="list-style-type: none"> ○ Sonstige Öffnungen ohne Schließvorrichtung 	Geöffnet	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nicht abdichtbare Gitter für die Luftzufuhr für ein Gerät mit offenem Verbrennungskreislauf ○ Belüftung der Abflussrohre ○ Schlösser, Roilladengurtdurchführungen ○ Sonstige Öffnungen zur Luftabfuhr und Kamine ohne Schließvorrichtung (3) (4) ○ Usw.
<p>(1) Unter Anwendung des (der) Schließvorrichtung(en), die auf der Öffnung vorhanden ist(sind), ohne diese abzudichten.</p> <p>(2) Befüllen des Siphons = verschließen.</p> <p>(3) Falls die Öffnung nicht mit einer Schließvorrichtung ausgestattet ist, jedoch ein Gerät an diese Öffnung angeschlossen ist, ist es erlaubt, dieses Gerät zu verschließen (z.B.: Klappe einer Dienstabzugshaube, Tür eines Wäschetrockners, Tür eines Ofens, usw.).</p> <p>(4) Alle betreffenden Verbrennungsgeräte müssen vor jedem Eingriff unbedingt außer Betrieb gesetzt werden. Hier sei erwähnt, dass es bei Geräten mit einem geschlossenen (dichten) Verbrennungskreislauf nicht notwendig ist, Maßnahmen zur Abdichtung zu treffen.</p>		

5. Messvorgang

5.1. Installation der Messgeräte

Anforderungen

Wird das Druckmessgerät in den Rahmen einer nach Draußen mündenden Öffnung (Tür der Fenster) eingebaut, so wird für die Auswahl des Einbauorts eine Öffnung gewählt, die gefahrlos zugänglich ist und die die höchste Dichtheit aufweist. Allgemein wählt die mit der Prüfung beauftragte Person vorzugsweise in der Reihenfolge:

1. eine Balkon- oder Terrassentür oder ein Fenster mit einem Dichtungsprofil auf dem gesamten Umfang;
2. eine Tür, die auf dem unteren Teil eine Dichtung aufweist (Kältefeind oder Bürstendichtung z.B.);
3. eine Tür, die auf dem unteren Teil nicht abgedichtet ist.

Der Einbauort der Messgeräte muss in dem Prüfbericht vermerkt sein.

Empfehlungen

Die Dichtheit zwischen dem Druckmessgerät und dem Gebäude muss gewährleistet sein. Gegebenenfalls kann Klebeband verwendet werden, um die Dichtheit am Rand des Geräts zu gewährleisten.

5.2. Messung der Luftleckrate

Anforderungen

Es müssen zwei Messungen durchgeführt werden, eine Überdruckmessung und eine Unterdruckmessung.

Für alle Gebäudetypen muss die größte Druckdifferenz zwischen innen und außen wenigstens 50 Pa (absolut betrachtet) betragen.

Empfehlungen (Wiederholung der Norm)

Wie in der Norm vorgeschrieben wird empfohlen, die Messungen bis zu einer Druckdifferenz von 100 Pa (absolut betrachtet) durchzuführen.

6. Berechnung der Luftleckrate \dot{V}_{50}

Anforderungen (Wiederholung der Norm)

Die Luftleckrate (\dot{V}_{50}) ist gemäß der Norm NBN EN 13829 : 2001 getrennt jeweils für die Überdruckmessung (hier mit $\dot{V}_{50,pres}$ angegeben) und die Unterdruckmessung (hier mit $\dot{V}_{50,depres}$ angegeben) zu berechnen.

Gemäß § 6.3.1 der Norm ist das Endergebnis der Luftleckrate der Durchschnitt der bei der Überdruckmessung und der Unterdruckmessung erzielten Leckraten, der wie folgt berechnet wird:

$$\dot{V}_{50} = \frac{\dot{V}_{50,depres} + \dot{V}_{50,pres}}{2} \quad (\text{m}^3/\text{h})$$

Empfehlung

Die nachstehend angeführten Vereinfachungen können bei den Zwischenberechnungen verwendet werden⁴:

$$\left(\frac{\rho_i}{\rho_e}\right) = \left(\frac{T_e}{T_i}\right) \quad \left(\frac{\rho_e}{\rho_i}\right) = \left(\frac{T_i}{T_e}\right)$$

$$\left(\frac{\rho_e}{\rho_0}\right) \approx \left(\frac{T_0}{T_e}\right) \quad \left(\frac{\rho_i}{\rho_0}\right) \approx \left(\frac{T_0}{T_i}\right)$$

Wobei T_e und T_i (in K) die jeweils außen und innen gemessenen Temperaturen darstellen und wobei T_0 die Temperatur unter Normalbedingungen darstellt (293,15 K).

7. Checkliste des Prüfberichts**Anforderungen**

Im Rahmen der "PEB"-Reglementierung muss der Prüfbericht über die Luftdichtheit des Gebäudes zumindest die folgenden Informationen umfassen:

Angaben über das Unternehmen, das die Messung durchführt:

- Name, Abschrift und MwSt.-Nummer des Unternehmens (falls zutreffend);
- Datum der Messung;
- Name und Unterschrift des Verantwortlichen der Messung (Messungen, Berechnungen und Bericht) sowie Datum der Unterschrift;

Angaben über den Antragsteller:

- Name, Anschrift

Angaben über das Gebäude und die Messzone:

- Vollständige Anschrift;
- Klare, genaue und eindeutige Beschreibung der tatsächlich gemessenen Zone, ggf. ergänzt durch auf den Plänen eingezeichnete Grenzen;
- Betriebszustand (ein- oder ausgeschaltet) der Heizung, der Lüftung und der sonstigen Geräte;
- Zustand (geschlossen oder nicht verschlossen) der absichtlichen Öffnungen der Gebäudehülle;
- Position der Abdichtung der Belüftungsschächte.

Angaben zur der Druckmessung:

- Marke, Typ und Position der Druckmessgeräte und der Messgeräte;
- Angaben zu den Messgeräten: Datum der letzten Eichung und Name der Einrichtung, die diese Eichung vorgenommen hat;
- Beschreibung der Art der Öffnung, in die das für die Messung verwendete Druckmessgerät eingebaut wird (z.B. Balkon- oder Terrassentür, Tür, die rundherum mit einem Dichtungsprofil ausgestattet ist sowie unten einen Kältefeind aufweist, Tür ohne Dichtung, ohne Dichtung am unteren Teil und mit einem integrierten Briefkasten mit einer Klappe);
- Innen- und Außentemperatur;

⁴ Wie vorgeschlagen in "International Organization for Standardization, ISO 9972:2006, Thermal performance of buildings – Determination of air permeability of buildings – Fan pressurization method. Geneva, ISO, 2006."

- Detaillierte Angaben zu den Druckdifferenzen bei einem Volumenstrom von Null, vor und nach der Prüfung gemessen, sowie durchschnittliche Druckdifferenz bei einem Volumenstrom von Null zur Verwendung in den Berechnungen;
- Angaben zu dem Verhältnis Luftmengenstrom/Druck⁵ bei Überdruck und bei Unterdruck;
- Rechtfertigung eines erzielten Höchstdrucks von weniger als 100 Pa (absolut betrachtet);
- Doppelt-logarithmische Darstellung der Angaben und der Regressionslinien bei Überdruck und bei Unterdruck;
- Ergebnis der Zwischenberechnungen, sowohl bei Überdruck als auch bei Unterdruck; Koeffizient C_{env} und Exponent n , erhalten durch Regression, berichtigter Koeffizient C_L und \dot{V}_{50} ;
- Durchschnittliche Luftleckrate \dot{V}_{50} ;
- Bis auf weiteres ist eine Fehlerberechnung nicht erforderlich.

Fakulative Angaben

Insofern das Verfahren zur Bestimmung des Niveaus des Primärenergieverbrauchs sich lediglich auf die Norm NBN EN 13829 : 2001 für die Messung der Luftleckrate bei 50 Pa der Gebäudehülle, \dot{V}_{50} bezieht, sind die anderen Berechnungen in einem Prüfbericht, der als Grundlage für die Berechnung des Niveaus E oder E_w dient, fakultativ. Insbesondere die folgenden Punkte der Norm sind betroffen:

- Internes Volumen nach § 6.1.1 der Norm;
- Netto-Grundfläche des Gebäudes nach § 6.1.3;
- Luftwechselrate n_{50} bei 50 Pa nach § 6.3.1.

Werden diese Werte jedoch in dem Prüfbericht vermerkt, so müssen ihnen die Berechnungsmethoden beigelegt werden, die angewandt worden sind, um diese zu bestimmen (Innere oder äußere Ausmaße, Berücksichtigung oder nicht des Volumens der Innenwände, usw.).

8. Referenzen:

Belgisches Institut für Normalisierung, NBN EN 13829, Thermische Effizienz der Gebäude. Bestimmung der Luftdurchlässigkeit der Gebäude. Druckmessung nach dem Blower-Door Verfahren. Brüssel, IBN, 2001.

⁵ Luftmengenströme durch die Gebäudehülle (\dot{V}_{env}) und erzeugte Druckdifferenzen (Δp), siehe § 6.2 der Norm NBN EN 13829:2001.

In der nachstehenden Tabelle werden lediglich die ergänzenden Spezifikationen des vorliegenden Dokuments angeführt: die Grundanforderungen für die Messung der Luftleckrate \dot{V}_{50} werden in der Norm NBN EN 13829 : 2001 erläutert.

	Anforderung	Empfehlungen
Messzone (§ 2.1)	PER oder $\text{PEN} \leq \text{Zone} \leq \text{GV}$	entweder Zone = GV gesamt oder Zone = einzelne PER oder PEN
Zeitpunkt der Messung (§ 2.2)	Fertige Gebäudehülle	Alle Arbeiten abgeschlossen
Wahl der Methode (§ 3.1)	Methode A	
Gerät (§ 3.2)	Genauigkeit der Druckmessung $\pm 2 \text{ Pa}$	Regelmäßige Eichung
Heizung, Lüftung und andere Geräte (§ 4.1)	Außerbetriebnahme der Geräte, die Luft von außen zuführen oder nach außen abführen	
Absichtlich vorhandene Öffnungen (§ 4.2)	Falls Schließvorrichtung: schließen und geschlossen halten Öffnungen mechanischer Belüftungssysteme: abdichten	
Installation der Messgeräte (§ 5.1)	Angrenzende Bereiche: die Öffnungen schließen In der dichtesten Öffnung (völlig sicher zugänglich)	Die Dichtung zwischen dem Gerät und der Gebäudehülle abdichten
Messung des Luftstroms (§ 5.2)	2 Messungen: Überdruck und Unterdruck Maximale Druckdifferenz von wenigstens 50 Pa (absolut betrachtet)	Maximale Druckdifferenz von wenigstens 100 Pa (absolut betrachtet)
Berechnung des Ergebnisses (§ 6.1)	\dot{V}_{50} ist der Durchschnitt der Luftmengenströme bei Überdruck und bei Unterdruck	

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationalen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2010.

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

J-M. NOLLET

ANLAGE 2

Verwendung des Ergebnisses in der "PEB"-Reglementierung

1 Testfläche der Gebäudehülle

Die Testfläche der Gebäudehülle, A_{test} (m²), muss nicht notwendigerweise im Messbericht angegeben werden, ist aber im Rahmen der "PEB"-Reglementierung für die Berechnung der Luftleckrate pro Flächeneinheit der Gebäudehülle, \dot{v}_{50} ((m³/h)/m²), aufgrund der durch Messung bestimmten Luftleckrate bei 50 Pa, \dot{V}_{50} (m³/h), notwendig.

Der Wert A_{test} muss gemäß der in der "PEB"-Reglementierung gegebenen Definition bestimmt werden.

Bei der Bestimmung von A_{test} sind dieselben Konventionen zu benutzen wie bei der Bestimmung der Wärmeverlustfläche bei der Berechnung des Niveaus E oder E_w :

- wenn die zu messende Zone dem geschützten Volumen entspricht, muss der Wert von A_{test} mit dem Wert A_T des Volumens K (Berechnung des K-Wertes) gleich sein;
- wenn die zu messende Zone einem PER- oder PEN-Volumen im Sinne der "PEB"-Reglementierung entspricht, muss A_{test} mit $A_{T,E,PER}$ oder $A_{T,E,PEN}$ gleich sein;
- in den anderen Fällen muss A_{test} auf der Grundlage der Grenzen der zu messenden Zone berechnet werden unter Anwendung der Konventionen, die bei der Berechnung des E- oder E_w -Wertes benutzt werden.

Bemerkung: diese Testfläche der Gebäudehülle ist von der Fläche der Gebäudehülle (A_E) unterschiedlich, die im Sinne von §6.1.2 der Norm NBN EN 13829 : 2001 aufgrund der Innenabmessungen der vollständigen Gebäudehülle bestimmt wird.

Wenn der Wert von A_{test} verfügbar ist, kann er im Prüfbericht durch den Verantwortlichen der Messung angegeben werden, wobei die Quelle anzuführen ist (Architekt, Bauherr, usw.).

2 Berechnung der spezifischen Luftleckrate \dot{v}_{50}

Die Luftleckrate pro Flächeneinheit der Gebäudehülle wird dann auf der Grundlage der durchschnittlichen Luftleckrate und der Testfläche der Gebäudehülle berechnet:

$$\dot{v}_{50} = \frac{\dot{V}_{50}}{A_{\text{test}}} \quad ((\text{m}^3/\text{h})/\text{m}^2)$$

Wenn der Wert von \dot{v}_{50} verfügbar ist, kann der Verantwortliche der Messung ihn im Prüfbericht angeben. In diesem Fall muss der Wert A_{test} ebenfalls angegeben werden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2010.

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

J.-M. NOLLET

ANLAGE 3

1. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

1.a. Energiegewinnung.

▪ Im Wasser:

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen, ...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen, ...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Antrag auf Prämie wird das Berechnungsblatt für das gesamte System zur Entnahme von Energie beigelegt:

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen DER Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate ...
- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle, ...

▪ Im Boden:

Die Energiegewinnung kann entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vorgenommen werden.

Dem Antrag auf Prämie wird das Berechnungsblatt für das System zur Entnahme von Energie beigelegt:

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sonde(n). In der Notiz müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung des Hilfsaggregats stehen.
- Im Falle eines horizontalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Antrag auf Prämie ein von der bzw. für die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beigelegt werden.

▪ In der Außenluft:

Die Energie kann aus der Luft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Luft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss unterhalb des Kondensators installiert werden.

Die Wärmepumpen für die Brauchwasserbereitung müssen effektiv unter den in dem vorliegenden Lastenheft festgelegten Wärmededingungen funktionieren.

In allen Fällen muss sich der Verdampfer außerhalb des Gebäudes befinden.

Im Falle einer statischen Gewinnung muss die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden; der externe Wärmetauscher ist jedoch zwischen Ost und West

über Süd orientiert, dies ohne Behinderung der Sonneneinstrahlung oder der natürlichen Luftzirkulation.

Auch in diesem Fall wird dem Antrag auf Prämie das Berechnungsblatt für die Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beigelegt. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung des Hilfsaggregats anzugeben.

Wenn die Betreibung dieser natürlichen Ressource der Gewährung einer Städtebau- und/oder Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Erteilung dieser Genehmigung in allen Fällen dem Antrag auf Prämie beigelegt werden.

1.b. Zusätzliche Bestimmung.

Die Anlage wird mit einem elektrischen Durchgangszähler versehen, der das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe verbrauchten Stroms ermöglicht.

2. WÄRMEPUMPEN ZUR BEHEIZUNG EINER WOHNUNG

Die **umkehrbaren** Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, **sind nicht prämienerberechtigt**.

2.a. Energieableitung.

▪ Ableitung in die Umgebungsluft:

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, **sind nicht prämienerberechtigt**.

▪ Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Eine elektrische Zusatzheizung ist **nur** in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

2.b. Mindestleistungen.

Um prämienerberechtigt zu sein, muss die zum Heizen der Wohnung verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die bei der Durchführung des Tests geltende Norm NBN 14511:2004 betroffenen Systeme werden gemäß den Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
dynamische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2° C Feuchte T°: 1° C	35°C	3.1
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C(*)	35°C	5.1
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C(*)	35°C	4.3

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht von der Norm NBN 14511:2004 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2° C Feuchte T°: 1° C	35°C	3.1

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	-5°C	35°C	4
	Gas	-5°C	35°C	4

3. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

3.a. Energieableitung

Der Warmwasserspeicher weist eine Speicherkapazität von mindestens 150 Litern auf. Er wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe / Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.

Das System ermöglicht die periodische Behandlung gegen die Legionärskrankheit und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen.

3.b. Mindestleistungen.

Um prämienberechtigt zu sein, muss die zum Heizen des Brauchwarmwassers verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die bei der Durchführung des Tests geltende Norm NBN 255-3:2004 betroffenen Systeme werden gemäß den Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle	Mindestleistungskoeffizient
dynamische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2° C Feuchte T°: 1° C	Erhöhung der T° von 15°C auf 45°C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C(*)	Erhöhung der T° von 15°C auf 45°C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C(*)	Erhöhung der T° von 15°C auf 45°C	3.5

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht von der Norm NBN 255-3:2004 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2° C Feuchte T°: 1° C	Erhöhung der T° von 15°C auf 45°C	2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	-5°C	Erhöhung der T° von 15°C auf 45°C	3
	Gas	-5°C	Erhöhung der T° von 15°C auf 45°C	3

4. KOMBINIERTE WÄRMEPUMPEN ZUM HEIZEN EINER WOHNUNG / DES BRAUCHWARMWASSERS

Die **umkehrbaren** Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, **sind nicht prämienerberechtigt**.

4.a. Energieableitung für Beheizung der Wohnung.

▪ Ableitung in die Umgebungsluft:

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, **sind nicht prämienerberechtigt**.

▪ Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Eine elektrische Zusatzheizung ist **nur** in den Badezimmern und Duschen erlaubt.

4.b. Energieableitung für die Brauchwasserbereitung.

Der Warmwasserspeicher weist eine Speicherkapazität von mindestens 150 Litern auf. Er wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe / Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.

Das System ermöglicht die periodische Behandlung gegen die Legionärskrankheit und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen.

4.c. Mindestleistungen.

Um prämienerberechtigt zu sein, muss die kombinierte Wärmepumpe gleichzeitig oder abwechselnd den Mindestleistungskoeffizienten genügen, die je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die bei der Durchführung des Tests geltende Norm NBN 14511:2004 betroffenen Systeme werden gemäß den Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
dynamische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2° C Feuchte T°: 1° C	35°C 45°C	3.1 2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C(*)	35°C 45°C	5.1 4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C(*)	35°C 45°C	4.3 3.5

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers. Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht von der Norm NBN 14511:2004 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2° C Feuchte T°: 1° C	35°C 45°C	3.1 2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	-5°C	35°C 45°C	4 3
	Gas	-5°C	35°C 45°C	4 3

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2010.

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

J.-M. NOLLET

ANLAGE 4

Die Relevanzstudie enthält mindestens:

1. Die Beschreibung des Wärmebedarfs:
 - Bestehende Wohnungen: installierte Leistung, normalisierter Jahresverbrauch je nach den Gradtagen, die Beschreibung der bestehenden Heizungskeller (für die bestehenden Wohnungen, die anzuschließen sind), verwendeter Brennstofftyp und Profil der Benutzer
 - Zu schaffende Wohnungen: Bewertung der installierten Leistung und Einschätzung des normalisierten Jahresverbrauchs je nach den Gradtagen, Profil der zukünftigen Benutzer
2. Die Beschreibung der kurzfristig programmierten REN-Messungen (näher angeben) in den bestehenden Wohnungen und ihre ausgerechneten Einwirkungen auf den Verbrauch des Projekts, sobald diese durchgeführt wurden.
3. Die Beschreibung der Trasse und der Zweige des geplanten Wärmenetzes: Länge, Energiedichte (MWh/laufender Meter des Netzes), pro Zweig und global gesehen, bestenfalls in der Form einer zusammenfassenden Tabelle, die Art des für das Netz geplanten Materials (biegsam, hart...).
4. Die Beschreibung der geplanten Unterwerke: Leistung pro Gebäude, Austauschertyp...
5. Die Kosten und Eigenschaften der Referenz- und Ersatzbrennstoffe: HI, Korngrößen und Feuchte für Holzspäne... verwendet für das zentrale Wärmeerzeugungssystem.
6. Die Einschätzung des gesamten Wärmebedarfs des Netzes und eines jeden Zweigs. Vorstellung der vollständigen Dauerlinie des Netzes.
7. Die Einschätzung der erforderlichen Wärmeleistungen des zentralen Wärmeerzeugungssystems, um den Wärmebedarf des gesamten Netzes zu decken.
8. Die Beschreibung der technischen Parameter des zentralen Wärmeerzeugungssystems: Heizkessel für Biomasse, Kraft/Wärme-Kopplung, Typen und Leistungen der Ausrüstungen, Prozentsatz zur Deckung des jährlichen Wärmebedarfs durch Biomasse...
9. Die Einschätzung des Brennstoffverbrauchs (Biomasse).
10. Die Beschreibung der Installationen: Lokalisierung und Dimensionierung des Heizungskellers und des Silos: Fläche, gesamtes Nutzvolumen des Silos, für das Silo geplante Lösung (oberirdisch, unterirdisch, Bunkersilo..., Typ der Verschlussklappen, Methode der Siloentleerung und Transferierung des Brennstoffs....). Erreichbarkeit und Manöverfläche zur Brennstoffversorgung (Biomasse).
11. Einen allgemeinen Lokalisierungs- und Ansiedlungsplan der technischen Räume und des Wärmenetzes.
12. Die Einschätzung der Investitionskosten für die wichtigsten Posten: technische Räume, Silo, die Ausrüstungen des zentralen Wärmeerzeugungssystems, Netz, Unterwerke...
13. Die wirtschaftliche und finanzielle Bilanz des Projekts (mit identifizierten Beihilfen und ohne Beihilfen).
14. Die Umweltbilanz des Projekts, worunter die CO₂-Emissionsreduktionen im Verhältnis zu der bestehenden Lage oder im Verhältnis zu der klassischen Gas- oder Heizöllösung.
15. Die soziale Bilanz des Projekts auf lokaler oder regionaler Ebene.
16. Schlussfolgerungen und/oder Empfehlungen zur Verbesserung des Projekts.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2010.

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1397

[C – 2010/27061]

22 MAART 2010. — Ministerieel besluit betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25bis, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29bis, tweede lid;

Gelet op de oriëntatienota inzake de hervorming van de energieprijzen, goedgekeurd door de Waalse Regering op 17 december 2009;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 februari 2010;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorschriften van de regelgeving inzake de energieprestatie van de gebouwen vanaf 1 mei 2010 verscherpt zullen worden; dat het programma tot toekenning van premies waarin het ministerieel besluit van 20 december 2007 voorziet op dezelfde datum vervalt;

Overwegende dat dat programma niet verlengd kan worden daar de criteria tot toekenning van de premies aangepast moeten worden aan de nieuwe eisen inzake energieprestatie;

Overwegende dat vooraleer de criteria tot toekenning van de premies te verscherpen informatie verstrekt moet worden aan de bestemmelingen van de nieuwe premiëregeling die tot stand gebracht moet worden, met name de rechthebbenden, alsook de bouwsector; dat een laattijdige kennisgeving van de nieuwe eisen een schadelijk verrassingseffect zou teweegbrengen bij het publiek, dat zich vanaf heden aan de nieuwe eisen moet kunnen aanpassen met het oog op de uitvoering van de in aanmerking komende werken,

Besluit :

TITEL 1. — Algemeen**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « gebouw » : elk gebouw gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, met uitzondering van de mobiele installaties, waarin investeringen of prestaties worden verricht met het oog op rationeel energiegebruik;

2° « woning » : elk gebouw bestemd voor bewoning door één of meer gezinnen; het gebouw bestemd voor gemengd gebruik wordt ook als woning beschouwd als het woongedeelte meer dan 40 % van de totaaloppervlakte bedraagt;

3° « wooneenheid » : gedeelte van een woning, zoals een appartement, waavan de lokalen bestemd zijn om uitsluitend door één enkel gezin gebruikt te worden;

4° « ééngezinswoning » : woning waarvan de lokalen bestemd zijn om door één enkel gezin gebruikt te worden, met uitsluiting van de collectieve woningen en de appartementen, alsook elk type opeenstapeling van lokalen die deel uitmaken van aparte woningen;

5° « renovatie » : werken uitgevoerd in een gebouw waarvan de datum van bericht van ontvangst van de eerste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag voorafgaat aan 1 december 1996;

6° « natuurlijk isolatiemateriaal » : materiaal dat voor minstens 80 % uit plantaardige, dierlijke of cellulosevezels bestaat en waarvan de volumieke massa niet meer dan 150 Kg per m³ mag bedragen;

7° « warmteweerstandscoefficiënt, R » : coëfficiënt bepaald overeenkomstig bijlage VII bij het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen; voor de materialen die niet vermeld worden in deze bijlage, wordt die coëfficiënt overeenkomstig de norm NBN B 62-002 (2008) berekend;

8° « peil van de globale thermische isolatie K » : het K-peil wordt berekend overeenkomstig de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de laatste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag; bij gebrek aan regelgeving op die datum wordt het K-peil berekend volgens de regelgeving van kracht twaalf maanden vóór de datum van de slotfactuur;

9° « factor g_{tot} » : de overdrachtsfactor totale zonne-energie, verhouding tussen de totale zonne-energie overgedragen in een lokaal door een glazen opening en de incidentele zonne-energie op die opening, berekend overeenkomstig de van kracht zijnde normen;

10° « E_w-peil » : het peil van het primaire energieverbruik zoals bepaald in artikel 530, 18) sub artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

11° « E.P.B.-slotaangifte » : het document bedoeld in artikel 237/1, 12° sub artikel 10 van het kader-decreet van 19 april 2007 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium met het oog op het bevorderen van de energieprestatie van de gebouwen;

12° « kind ten laste » : het kind waarvoor op de aanvraagdatum kinder- of wezenbijslag toegekend wordt aan de aanvrager, zijn samenwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, of het kind dat, op vertoon van bewijzen, door de administratie als kind ten laste beschouwd wordt;

13° « inkomens » : de globaal belastbare inkomens van de aanvrager, zijn samenwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft op de datum van de aanvraag, meer bepaald de inkomens van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het jaar van de slotfactuur. Indien de aanvrager scheidt tussen het referentiejaar van de inkomens en

de indiening van de aanvraag, wordt voor de in aanmerking genomen inkomens geen rekening gehouden met de eventuele toepassing van de huwelijksquotiënt. Die inkomens worden verminderd met 2.200 euro per kind ten laste;

14° « bescheiden inkomens » : inkomens tussen 12.000,01 euro en 24.100 euro indien de aanvrager alleenstaand is, of tussen 16.400,01 euro en 30.100 euro indien de aanvrager al dan niet gehuwd met iemand samenleeft;

15° « precaire inkomens » : inkomens van hoogstens 12.000 euro indien de aanvrager alleenstaand is, of van hoogstens 16.400 euro indien de aanvrager al dan niet gehuwd met iemand samenleeft;

16° « administratie » : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Gebouw;

17° « netbeheerder » : de beheerder van het gas- of elektriciteitsdistributienet op het grondgebied waarvan de investering wordt verricht;

18° « programma AMURE » : programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector;

19° « programma UREBA » : programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen;

20° « programma MEBAR » : programma ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik;

21° « renovatiepremie » : premie toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen of krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

22° « expansiedecreten » : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

23° « geregistreerde aannemer » : aannemer geregistreerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 december 2007 tot uitvoering van de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

24° « opdrachtgever van de investeringen » : persoon die de in aanmerking komende investeringen verricht en aan wie de desbetreffende facturen of ereloonnota's gericht worden.

Art. 2. De rechtspersonen die in aanmerking komen voor het programma UREBA kunnen niet in aanmerking komen voor de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de premie bedoeld in artikel 35, § 3.

Voor dezelfde werken en investeringen mogen de krachtens dit besluit toegekende premies niet gecumuleerd worden met een renovatiepremie, noch met de subsidies toegekend in het kader van de programma's AMURE, MEBAR en van de expansiedecreten.

Het bedrag van de krachtens dit besluit toegekende premies mag in geen geval hoger zijn dan het bedrag van de factuur betreffende de in aanmerking komende investeringen.

De factuurbedragen bedoeld in dit besluit worden exclusief btw verstaan als de aanvrager aan de btw onderworpen is, en inclusief btw als hij niet aan de btw onderworpen is.

Behoudens andersluidende bepaling, worden alle in dit besluit bedoelde prestaties en werken verricht overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming.

Behalve uitdrukkelijke afwijking, zijn alle bepalingen van dit besluit die het beroep op een geregistreerde aannemer opleggen van toepassing op de werken en installaties bedoeld in hun geheel.

Art. 3. Opdat de administratie kan nagaan of voldaan wordt aan de naleving van de minimisregels bedoeld in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimisteun, geeft de aanvrager de administratie kennis van elke overheidstegemoetkoming ontvangen in de loop van de drie jaren vóór de indiening van een premieaanvraag overeenkomstig dit besluit.

TITEL 2. — Premies bestemd voor elke natuurlijke of rechtspersoon, met uitsluiting van de openbare huisvestingsmaatschappijen

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 4. In de zin van deze titel wordt, met uitsluiting van de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 46, onder aanvrager verstaan : elke natuurlijke of rechtspersoon, opdrachtgever van de energiebesparende investeringen of prestaties die overeenkomstig deze titel in aanmerking komen.

Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden vastgelegd zijn als volgt.

HOOFDSTUK II. — Isolatiwerken

Afdeling 1. — Renovatie

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 5. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandcoëfficiënt, R, gelijk is aan 3 m²K/W of meer.

Als de aanvrager de werken zelf uitvoert, wordt de premie beperkt tot 5 euro per m² geïsoleerde oppervlakte.

§ 2. Het isolatiemateriaal kan in verschillende lagen aangebracht worden. In dat geval is de som van de warmteweerstanden van de verschillende lagen groter dan of gelijk aan de coëfficiënt bedoeld in § 1.

§ 3. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdvverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 1, eerste lid, verhoogd met :

- a) 2 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 4 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 4. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdvverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 1, tweede lid, verhoogd met :

- a) 1 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 2 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 5. De bedragen van de premie bedoeld in § 1 worden verhoogd met € 3 per m² voor isolatiewerken uitgevoerd d.m.v. van een natuurlijk isolatiemateriaal.

§ 6. Het globale bedrag van de premie wordt per jaar beperkt tot de isolatie van een maximale oppervlakte van 100 m² per eengezinswoning en van 200 m² voor elk ander gebouw.

Art. 6. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van de muren in contact met de externe omgeving of met een niet verwarmde of niet vorstvrije ruimte, als ze door een geregistreerde aannemer uitgevoerd wordt d.m.v. een isolatiemateriaal.

De premie wordt pas na uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 35. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de muren.

§ 2. De coëfficiënt R van het isolatiemateriaal is gelijk aan of groter dan :

- a) 1,5 m²K/W voor de isolatie van de muren langs binnen; in dat geval bedraagt de premie 20 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;
- b) 1,5 m²K/W voor de isolatie van de holle muren door het opvullen van de gleuf; in dat geval bedraagt de premie 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;
- c) 2 m²K/W voor de isolatie van de muren langs de buitenkant van de bestaande wand; in dat geval bedraagt de premie 30 euro per m² geïsoleerde oppervlakte.

§ 3. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdvverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 2, a verhoogd met :

- a) 4 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 8 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 4. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdvverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 2, b verhoogd met :

- a) 2 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 4 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 5. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdvverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 2, c verhoogd met :

- a) 6 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 12 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 6. De bedragen van de premie bedoeld in § 2 worden verhoogd met € 3 per m² voor isolatiewerken uitgevoerd d.m.v. van een natuurlijk isolatiemateriaal.

§ 7. Het globale bedrag van de premie wordt per jaar beperkt tot de isolatie van een maximale oppervlakte van 120 m² per eengezinswoning of wooneenheid, en van 240 m² voor elk ander gebouw.

Art. 7. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van de vloeren uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal.

De premie wordt pas na uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 35. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de vloeren.

§ 2. De coëfficiënt R van het isolatiemateriaal is gelijk aan of groter dan :

- a) 2 m²K/W voor de isolatie langs de onderkant van de vloerstructuur of in de vloerstructuur; in dat geval bedraagt de premie 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;
- b) 1,5 m²K/W voor de isolatie langs de bovenkant van de vloerstructuur; in dat geval bedraagt de premie 27 euro per m² geïsoleerde oppervlakte.

§ 3. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdvverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 2, a verhoogd met :

- a) 2 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 4 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 4. Wanneer het gebouw waarin werken worden uitgevoerd een woning is en de aanvrager, natuurlijke persoon, en/of desgevallend zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikken over de volle eigendom van die woning of over een huurovereenkomst hoofdverblijf ervoor, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 2, *b* verhoogd met :

- a) 3 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens bescheiden zijn;
- b) 8 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de inkomens precair zijn.

§ 5. De bedragen van de premie bedoeld in § 2 worden verhoogd met € 3 per m² voor isolatiewerken uitgevoerd d.m.v. van een natuurlijk isolatiemateriaal.

§ 6. Het globale bedrag van de premie wordt per jaar beperkt tot de isolatie van een maximale oppervlakte van 80 m² per eengezinswoning en van 160 m² voor elk ander gebouw.

Art. 8. In geval van renovatie van een eengezinshuis of van een appartement wordt een premie toegekend voor de installatie door een geregistreerde aannemer van externe, vaste of mobiele zonweringssystemen, zoals rolluiken, zonnegordijnen of afdaken, met uitsluiting van elk glaswerk, van elke film aangebracht op het glaswerk of van elke vegetale lommer, en bestemd om het glaswerk af te schermen tegen rechtstreekse zonnestralen.

De factor « g_{tot} » van het geheel glaswerk en zonwering is gelijk aan 0,3 of minder.

De zonweringen worden tussen het zuidoosten en het westen georiënteerd via het zuiden, meer bepaald van 135° tot 270°.

De premie bedraagt € 15 per m² afgeschermd ruitoppervlakte, waarbij die oppervlakte niet groter mag zijn dan :

- a) 30 m² per ééngesinswoning ;
- b) 20 m² per appartement.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 9. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 5 tot 7, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties;
- 3° als een voorafgaand energieaudit uitgevoerd moet worden, een afschrift van de vooraf uitgevoerde energieaudit;
- 4° wanneer een verhoging van de premie aangevraagd wordt naar gelang van het inkomensniveau :
 - een uittreksel uit het bevolkingsregister met de samenstelling van het gezin van de aanvrager, tussen de datum van de slotfactuur en de datum van de aanvraag;
 - het attest of de attesten betreffende de kinderbijslag ontvangen door het gezin, behoorlijk ingevuld door de Kinderbijslagkas, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;
 - een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens; bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens kunnen worden bepaald. De aanvragers die wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van nationale belastingen moeten een attest overleggen van de schuldenaar van de inkomens met melding van het totaalbedrag van de ontvangen wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten opdat de belastbare grondslag bepaald kan worden, zoals hij zich zou hebben voorgedaan indien de bedoelde inkomens aan de belasting onderworpen geweest zouden zijn onder het stelsel van het gemeene recht;
 - een verklaring op erewoord van de aanvrager waaruit blijkt dat de aanvrager en/of zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikt over de volle eigendom van de woning, of een afschrift van het uittreksel uit de overeenkomst waaruit blijkt dat de aanvrager en/of zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikt over een huurovereenkomst hoofdverblijf voor de woning.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 8, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur voor de materialen en de verrichte prestaties.

Afdeling 2. — Bouw van een woning

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 10. § 1. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag voorafgaat aan 1 februari 2009, wordt een premie van 1.500 euro toegekend voor de bouw van een ééngesinswoning waarvoor het attest « Construire avec l'énergie » is afgegeven of die voldoet aan de volgende criteria :

- 1° het globale thermische isolatieniveau K van de ééngesinswoning is gelijk aan 45 of minder;
- 2° de ééngesinswoning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet-reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest « Construire avec l'énergie » is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;
- 3° de ventilatie van de ééngesinswoning voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

§ 2. Wanneer de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 31 januari 2009 valt en voorafgaat aan 1 mei 2010, wordt een premie van 1.500 euro toegekend voor de bouw van een ééngesinswoning waarvoor het attest « Construire avec l'énergie » is afgegeven of die voldoet aan de volgende criteria :

- 1° het globale thermische isolatieniveau K van de ééngesinswoning is gelijk aan 35 of minder;

2° de ééngezinswoning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet-reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest « Construire avec l'énergie » is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;

3° de ventilatie van de ééngezinswoning voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 100 euro per eenheid K onder het K-peil 45.

Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt verhoogd met 100 euro per eenheid K onder het K-peil 35.

Het maximumbedrag van de premies bedoeld in het eerste en het tweede lid mag niet hoger zijn dan 2.500 euro per gebouw.

Art. 11. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag voorafgaat aan 1 mei 2010, wordt een premie van 6.500 euro toegekend voor de bouw van een ééngezinswoning die voldoet aan de criteria « Passief huis » wanneer :

1° de luchtdoorlatendheid van het gebouw getest wordt d.m.v. de techniek van de luchtdrukregeling per ventilator en het luchtverversingspercentage gelijk moet zijn aan $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ overeenkomstig de norm NBN EN 13829;

2° de ééngezinswoning uitgerust is met een ventilatie van het type « système de ventilation mécanique contrôlée D » met warmteterugwinning d.m.v. een warmtewisselaar tegen de stroom in, die voldoet aan de volgende criteria :

a) het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;

b) de warmtewisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

c) de installateur meet ter plaatse de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de installatie bij te stellen zoals het past;

3° de jaarlijkse verwarmings- en koelingsvraag is kleiner dan 15 kWu/m^2 per jaar, berekend volgens de procedure PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) van kracht zes maanden vóór de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premies bedoeld in de artikelen 10 en 37 van dit besluit.

Art. 12. § 1. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie van 1.500 euro toegekend voor de bouw van een ééngezinswoning die voldoet aan de volgende criteria :

1° het E_w -peil van de ééngezinswoning is gelijk aan 80 of minder;

2° het globale thermische isolatieniveau K van de ééngezinswoning is gelijk aan 35 of minder;

3° de ventilatie van de ééngezinswoning voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 75 euro per eenheid E_w -peil onder het peil E_w 80 en mag niet hoger zijn dan 5.000 euro per gebouw.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt verhoogd met 1.500 euro wanneer de aanvrager beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » afgegeven overeenkomstig artikel 3 van de wet van 27 april 2007 tot invoering van een belastingvermindering voor passiehuizen, of wanneer de eengezinswoning voldoet aan de volgende eisen :

1° de luchtdoorlatendheid van het gebouw wordt getest d.m.v. de techniek van de luchtdrukregeling per ventilator en het luchtverversingspercentage gelijk moet zijn aan $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A;

2° de ééngezinswoning is uitgerust met een ventilatie van het type « système de ventilation mécanique contrôlée D » met warmteterugwinning d.m.v. een warmtewisselaar tegen de stroom in, die voldoet aan de volgende criteria :

a) het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag;

b) de warmtewisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

c) de installateur meet ter plaatse de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de installatie bij te stellen zoals het past;

3° de jaarlijkse warmte- en koelingsvraag is kleiner dan 15 kWu/m^2 per jaar berekend volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 of volgende;

4° de oververhittingstijd van de eengezinswoning, zoals berekend volgens de berekeningsmethode PHPP 2007 of volgende, boven 25°, mag niet 5 % overschrijden.

Art. 13. § 1. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie van 500 euro toegekend voor de bouw van een appartement dat voldoet aan de volgende criteria :

1° het E_w -peil van het appartement is gelijk aan 70 of minder;

2° het globale thermische isolatieniveau K van het gebouw is gelijk aan 35 of minder;

3° de ventilatie van het appartement voldoet aan de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 25 euro per eenheid E_w -peil onder het peil E_w 70 en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per appartement.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt verhoogd met 500 euro wanneer de aanvrager beschikt over het certificaat « déclaration de qualité d'appartement passif » afgegeven overeenkomstig artikel 3 van de wet van 27 april 2007 tot invoering van een belastingvermindering voor passiehuizen, of wanneer het appartement voldoet aan de volgende eisen :

1° de luchtdoorlatendheid van het appartement wordt getest d.m.v. de techniek van de luchtdrukregeling per ventilator en het luchtverversingspercentage gelijk moet zijn aan $n50 < 0,6 \text{ h}^{-1}$ overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A;

2° de jaarlijkse warmte- en koelingsvraag van het appartement is kleiner dan 15 kWu/m^2 per jaar berekend volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 of volgende;

3° de oververhittingstijd van het appartement, zoals berekend volgens de berekeningsmethode PHPP 2007 of volgende, boven 25° , mag niet 5 % overschrijden;

4° het appartement is uitgerust met een ventilatie van het type « système de ventilation mécanique contrôlée D » met warmteterugwinning.

Art. 14. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 31 december 2009 valt, wordt een premie van 250 euro toegekend voor de uitvoering, uiterlijk bij de voorlopige oplevering van een eengezinswoning, van een luchtdoorlatendheidstest overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 15. § 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 10, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat, hetzij op de datum van de voorlopige oplevering van de eengezinswoning, hetzij op de datum van afgifte van het attest « Construire avec l'énergie » indien de aanvrager zich tot die actie heeft verbonden.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° hetzij, indien de aanvrager zich tot de actie « Construire avec l'énergie » verbonden heeft, het attest opgemaakt door het Waalse Gewest in het kader van die actie;

3° hetzij, indien de aanvrager niet beschikt over het attest « Construire avec l'énergie » afgegeven door het Waalse Gewest, een attest opgemaakt door de architect, met de datum van de voorlopige oplevering van de eengezinswoning, alsook de waarde van het peil van de globale thermische isolatie K, vergezeld van de volgende documenten :

a) het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;

b) een document met de beschrijving van alle wanden van de thermisch verliesoppervlakte van de eengezinswoning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);

c) een nota van de architect waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt;

d) een afschrift van de plannen en van de dwarsdoorsneden van de ééngesinswoning.

Art. 16. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 11, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat, hetzij op de datum van de voorlopige oplevering van de eengezinswoning, hetzij op de datum van afgifte van het attest « Construire avec l'énergie » indien de aanvrager zich tot die actie heeft verbonden, hetzij, indien de aanvrager beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » afgegeven overeenkomstig artikel 3 van de wet van 27 april 2007 tot invoering van een belastingvermindering voor passiehuizen, op de datum van afgifte van dat certificaat.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een verslag betreffende de metingen uitgevoerd in situ door de installateur van het ventilatiesysteem, van de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen, waarin nader bepaald wordt met welk systeem de debieten gemeten werden;

3° hetzij, wanneer de aanvrager niet beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » bedoeld in het eerste lid :

a) het verslag i.v.m. de luchtdoorlatendheidstest van de woning uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN EN 13829;

b) het document opgemaakt volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket), met de gegevens die voor de berekening gediend hebben en de resultaten ervan betreffende de jaarlijkse verwarmings- en koelingsvraag van de eengezinswoning;

c) hetzij, indien de aanvrager zich tot de actie « Construire avec l'énergie » verbonden heeft, het attest opgemaakt door het Waalse Gewest in het kader van die actie;

d) hetzij, indien de aanvrager niet beschikt over het door het Waalse Gewest afgegeven attest « Construire avec l'énergie », een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de dwarsdoorsneden van de ééngesinswoning;

4° hetzij, wanneer de aanvrager beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » bedoeld in het eerste lid, dat certificaat.

Alle hierboven opgesomde gegevens worden vastgelegd overeenkomstig de regelgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

Art. 17. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 12, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de EPB-slotaangifte.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de EPB-slotaangifte;

3° een afschrift van de plannen van elk niveau, van de dwarsdoorsneden en van de gevels van de ééngesinswoning.

§ 2. Wanneer de aanvrager verzoekt om de premieverhoging bedoeld in artikel 12, § 3, bevat het in § 1 bedoelde dossier ook :

1° een verslag betreffende de metingen uitgevoerd in situ door de installateur van het ventilatiesysteem, van de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen, waarin nader bepaald wordt met welk systeem de debieten gemeten werden;

2° hetzij, wanneer de aanvrager niet beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » bedoeld in artikel 12, § 3 :

a) het verslag i.v.m. de luchtdoorlatendheidstest van de woning uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A;

b) het document opgemaakt volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 of volgende, met de gegevens die voor de berekening gediend hebben en de resultaten ervan betreffende de jaarlijkse verwarmings- en koelingsvraag van de eengezinswoning, alsook de overhittingstijd;

c) de berekeningen van de eventuele thermische bruggen, volgens de berekeningsmethode PHPP 2007 of volgende;

d) een vestigingsplan met de oriëntatie van het gebouw, alsook de in aanmerking genomen lommer;

3° hetzij, wanneer de aanvrager beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » bedoeld in artikel 12, § 3, dat certificaat :

§ 3. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 13, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de EPB-slootaangifte.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de EPB-slootaangifte;

3° een afschrift van de plannen van elk niveau, van de dwarsdoorsneden en van de gevels van het appartement.

§ 4. Wanneer de aanvrager verzoekt om de premieverhoging bedoeld in artikel 13, § 3, bevat het in § 3 bedoelde dossier ook :

1° een verslag betreffende de metingen uitgevoerd in situ door de installateur van het ventilatiesysteem van het appartement, van de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen, waarin nader bepaald wordt met welk systeem de debieten gemeten werden;

2° hetzij, wanneer de aanvrager niet beschikt over het certificaat « déclaration de qualité de maison passive » bedoeld in artikel 13, § 3 :

a) het verslag i.v.m. de luchtdoorlatendheidstest van de woning uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2;

b) het document opgemaakt volgens de berekeningsmethode PHPP (Passivhaus Projektierungs Paket) 2007 of volgende, met de gegevens die voor de berekening gediend hebben en de resultaten ervan betreffende de jaarlijkse verwarmings- en koelingsvraag van het appartement, alsook de overhittingstijd;

c) de berekeningen van de eventuele thermische bruggen, volgens de berekeningsmethode PHPP 2007 of volgende;

d) een vestigingsplan met de oriëntatie van het gebouw, alsook de in aanmerking genomen lommer;

3° hetzij, wanneer de aanvrager beschikt over het certificaat « déclaration de qualité d'appartement passif » bedoeld in artikel 13, § 3, dat certificaat.

Art. 18. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 14, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het testverslag bedoeld onder punt 7 van bijlage 1.

HOOFDSTUK III. — *Verwarmingsinstallaties*

Afdeling 1. — Investerings in alle gebouwen

Art. 19. De toestellen bedoeld in dit hoofdstuk zijn bestemd voor de verwarming van de gebouwen waarin ze geïnstalleerd worden.

Het vermogen van de installaties wordt gerechtvaardigd door de verwarmingsbehoeften van de gebouwen.

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 20. § 1. Voor elk gebouw, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie van 400 euro toegekend voor de installatie van een aardgasverwarmingsketel, enkele of dubbele dienst, laagtemperatuur met de label CE, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingsketels of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik die van toepassing zijn op de warmtegeneratoren, of van een dichte luchtgenerator.

Deze toestellen zijn voorzien van het merkteken CE Belgique en functioneren op aardgas, categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R).

De gasgestookte centrale verwarmingsketel heeft een minimumrendement in geval van deellast van 107 % t.o.v. het lager warmtevermogen van het aardgas, waarbij dat rendement berekend wordt overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 18 maart 1997, met name 30 % van het nominaal vermogen met een temperatuur van terugvloeiend water van 30 °C.

De verwarmingsketel of de warmeluchtgenerator voldoet aan het koninklijk besluit van 17 januari 2009 tot regeling van de stikstofoxides (NOX) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels en branders, met een nominaal thermisch vermogen van 400 kW of minder.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd en berekend als volgt :

- 1° als het vermogen gelijk is aan 150 kW of minder, wordt dat bedrag verhoogd met 25 euro per kW boven 50 kW;
- 2° als het vermogen hoger is dan 150 kW en gelijk aan 500 kW of minder, bedraagt de premie 2.900 euro, vermeerderd met 12 euro per kW boven 150 kW;
- 3° als het vermogen hoger is dan 500 kW, bedraagt de premie 7.100 euro, vermeerderd met 6 euro per kW boven 500 kW.

Als verschillende verwarmingsketels op hetzelfde verwarmingscircuit aangesloten zijn, wordt één enkele premie toegekend. Het bedrag van de premie wordt berekend naar gelang van het gecumuleerde vermogen.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt eveneens met 200 euro verhoogd wanneer bedoeld gebouw het voorwerp is geweest van een energieaudit uitgevoerd overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 35 en waarvan de factuurdatum met niet meer dan drie maanden de datum van de slotfactuur betreffende de installatie mag overschrijden.

§ 4. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt ook met 50 euro verhoogd voor de installatie en de aansluiting van het warmteregelingssysteem van de verwarmingsketel op een externe sonde of voor de installatie van elk ander systeem waarmee de warmteregeling van de verwarmingsketel functioneel gemaakt wordt.

§ 5. Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 6. De installaties bedoeld in de §§ 1 tot 4 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt (label CERGA), worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 7. In afwijking van § 6, mogen de industriële installaties die aardgas gebruiken, volgens de regels van de kunst door de aanvrager uitgevoerd worden.

Art. 21. § 1. Er wordt een premie toegekend bij de installatie van een biomassa verwarmingsketel met uitsluitend automatische voeding die voldoet aan de norm NBN EN 303-5, en waarvan het rendement, berekend volgens deze norm, hoger is dan 80 %.

Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

- 1° als het vermogen gelijk is aan 50 kW of meer : bedraagt de premie 1.750 euro, verhoogd met 35 euro per kW tussen 50 en 100 kW;
- 2° als het vermogen hoger is dan 100 kW, bedraagt de premie 3.500 euro, verhoogd met 18 euro per kW tussen 100 en 500 kW;
- 3° als het vermogen hoger is dan 500 kW : bedraagt de premie 10.700 euro, verhoogd met 8 euro per kW boven 500 kW.

Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

Als verschillende verwarmingsketels op hetzelfde verwarmingscircuit aangesloten zijn, wordt één enkele premie toegekend. Het bedrag van de premie wordt berekend naar gelang van het gecumuleerde vermogen.

§ 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° biomassa : hernieuwbare plantaardige grondstoffen;
- 2° uitsluitend automatische voeding : voedingssysteem dat nauwgezet voldoet aan de automatische voedingscriteria omschreven in de normen NBN EN 303-5.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 22. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van aërothermen, warmeluchtgeneratoren met condensatie en stralingstoestellen.

Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

- 1° waterdichte aërothermen : 12,5 euro per kW;
- 2° aërothermen met condensatie : 25 euro per kW;
- 3° warmeluchtgeneratoren met condensatie : 25 euro per kW;
- 4° stralingstoestel van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 % : 15 euro per kW;
- 5° stralingstoestel van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 % : 20 euro per kW;
- 6° stralingstoestel van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer : 25 euro per kW;

Het premiebedrag wordt beperkt tot :

- 1° 6.250 euro voor waterdichte aërothermen;
- 2° 12.500 euro aërothermen met condensatie;
- 3° 7.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 %;
- 4° 10.000 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 %;
- 5° 12.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per gebouw.

§ 2. De rendementsvoet van de toestellen bedoeld in §1 wordt bevestigd door een onafhankelijk laboratorium dat volgens de norm NBN EN ISO 17025 erkend is om controles uit te voeren overeenkomstig de Europese normen van toepassing op bedoelde gastoestellen. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R) indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt (label CERGA), worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 4. In afwijking van § 3 kunnen de installaties bedoeld in §1 door de aanvrager volgens de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

Onderafdeling 2. — In aanmerking komende investeringen inzake sanitair warmwater

Art. 23. § 1. Voor elk gebouw, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie toegekend voor de installatie van een aardgasboiler voor ogenblikkelijk warmwater zonder waakvlam, met modulerende vlam en met dubbele flux. De boiler is ingedeeld in de categorie I2E+ en voorzien van de label CE Belgique.

De premie bedraagt 75 euro voor de installaties met een nominaal debiet van maximum 10 liter per minuut en 125 euro voor de installaties met een nominaal debiet boven 10 liter per minuut.

§ 2. Voor elk gebouw, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie toegekend voor de installatie van een warmeluchtgenerator met condensatie op aardgas (categorie I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R) indien toepasselijk), met de label CE Belgique..

De premie bedraagt 25 euro per kW en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in de §§ 1 en 2 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien die aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt (label CERGA), worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 4. In afwijking van § 3 kunnen de installaties bedoeld in de §§1 en 2 door de aanvrager volgens de regels van de kunst uitgevoerd worden als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken.

Art. 24. Voor elk gebouw, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie van 750 euro toegekend voor de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage 3.

Onderafdeling 3. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 25. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 20, 22 en 23, wordt het dossier door de aanvrager aan de gasdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de factuurdatum.

§ 1. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 20 en 23, bevat het dossier :

1° het formulier dat verkrijgbaar is bij de administratie of de gasdistributienetbeheerder en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

3° één van de volgende documenten : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, vergezeld van een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat of van een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling geaccrediteerd om controle te voeren op aardgasinstallaties, hetzij, als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat ze volgens de regels van de kunst zijn verwezenlijkt;

4° wanneer een premieverhoging krachtens artikel 20, § 3, aangevraagd wordt, een afschrift van de energie-audit uitgevoerd overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 35;

5° wanneer een premieverhoging krachtens artikel 20, § 4, aangevraagd wordt, een afschrift van de aannemer i.v.m. de effectieve werking van het warmteregelingssysteem.

§ 2. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 22, bevat het dossier :

1° het formulier dat verkrijgbaar is bij de gasdistributienetbeheerder of de administratie en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur, of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° één van de volgende documenten : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, vergezeld van een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat of van een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling geaccrediteerd om controle te voeren op aardgasinstallaties, hetzij, als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat ze volgens de regels van de kunst zijn verwezenlijkt.

Art. 26. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 21 en 24, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

3° Wat betreft de premie bedoeld in artikel 24 :

a) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test;

b) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

Afdeling 2. — Investeringen die enkel voor de woning bestemd zijn

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 27. § 1. Voor elke woning, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp die aan de in bijlage 3 bedoelde criteria voldoet voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchtingscriteria overeenkomstig de wetgeving van

kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de laatste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag. De woning heeft een globale thermische isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest « Construire avec l'énergie ».

De reversibele warmtepompen voor de koeling van de woningen komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor verwarming en van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 28. § 1. Voor elke woning, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie van 2.250 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp (combi verwarming-sanitair warmwater) die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage 3 voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving van kracht op de datum van het bericht van ontvangst van de laatste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag. De woning heeft een globale thermische isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest « Construire avec l'énergie ».

De reversibele warmtepompen voor de koeling van de gebouwen komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor verwarming en van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 29. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

« Warmtenetwerk » : geheel van de technische elementen waarmee de warmte verdeeld kan worden om verschillende woningen te bevoorraden, alsook de gebouwen voor gemeenschappelijk gebruik die rechtstreeks met die woningen verenigd zijn, en die zorgen voor de link tussen een gecentraliseerd warmteproductiesysteem en de onderstations;

« Gecentraliseerd warmteproductiesysteem » : de installaties bedoeld in de artikelen 21 en 31 die een warmtenetwerk bevoorraden; het warmtenetwerk wordt uitsluitend door één of meer installaties bevoorrad;

« Onderstation » : geheel van de leidingen en uitrustingen (kleppen, warmtewisselaar en meters) gelegen stroomafwaarts een aansluitingspunt op het warmtenetwerk.

§ 2. Er wordt een premie toegekend bij de installatie van een gecentraliseerd warmteproductiesysteem door een geregistreerde aannemer.

Het premiebedrag wordt bepaald overeenkomstig de artikelen 21 en 31.

Wanneer verschillende installaties gecombineerd worden om het gecentraliseerde warmteproductiesysteem te bevoorraden, mag het totaalbedrag van de premie niet hoger zijn dan 15.000 euro.

Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premies bedoeld in de artikelen 21 en 31.

§ 3. Wat het warmtenetwerk betreft, wordt een premie van 60 euro per lopend netwerkmeter toegekend voor de installatie en de aansluiting, door een geregistreerde aannemer, van de warmteleidingen op het gecentraliseerde warmteproductiesysteem, met uitsluiting van de aansluitingsleidingen van de onderstations en de leidingen gelegen binnen de gebouwen.

Het maximaal aantal in aanmerking komende meters netwerk wordt bepaald door de verhouding tussen het geïnstalleerde globaal nominaal warmtevermogen van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem, uitgedrukt in MW, vermenigvuldigd met 2.500 uren per jaar, en gedeeld door 2 MWu per lopende meter en per jaar.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 20.000 euro.

§ 4. Er wordt een premie van 1.000 euro per woning toegekend bij de installatie en de aansluiting van een onderstation op een warmtenetwerk door een geregistreerde aannemer.

§ 5. De premies bedoeld in de §§ 2 en 3 worden pas toegekend na de uitvoering van een relevantieonderzoek door een auditeur erkend voor de bijzondere technieken van de warmtekrachtkoppeling of de biomassa in het kader van de programma's AMURE of UREBA, overeenkomstig het bestek opgenomen in bijlage 4. Het onderzoek moet de technische relevantie van het project aantonen.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 30. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 27 en 28, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht :

1° in het geval van een premieaanvraag voor een nieuwe woning in de zin van de artikelen 10 en 11, gelijktijdig op de datum waarop het overeenstemmend premieaanvraagdossier ingediend moet worden.

Het dossier van de aanvraag van één van de premies bedoeld in de artikelen 27 en 28 bevat :

a) het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

b) het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;

c) het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test;

d) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

2° in de overige gevallen, binnen een termijn van vier maanden die ingaat op de datum van de slofcontract betreffende de verrichte investeringen en prestaties.

Het dossier van de aanvraag van één van de premies bedoeld in de artikelen 27 en 28 bevat :

- a) het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- b) het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;
- c) het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;
- d) een document met de beschrijving van alle wanden van de thermisch verliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);
- e) een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de dwarsdoorsneden van de woning;
- f) een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt;
- g) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test;
- h) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag, volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

§ 2. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 29, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
 - 2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen en prestaties;
 - 3° voor de premies bedoeld in de §§ 2 en 3, een afschrift van het relevantieonderzoek gevoerd overeenkomstig het bestek opgenomen in bijlage 4;
 - 4° voor de premie bedoeld in § 4 :
- a) een attest van de netwerkbeheerder betreffende de mogelijkheid tot aansluiting van de nieuwe verbruikers, individueel geïdentificeerd qua plaatsbepaling en jaarlijkse vooruitgeplande verbruiken (uitgedrukt in kWu/jaar), op zijn warmtenetwerk;
 - b) een afschrift van de beheersovereenkomst en/of de overeenkomst tussen de netwerkbeheerder en de verbruikers, met, o.a. de duur van de verbintenissen, de eventuele andere vaste en/of variabele kosten dan energieverbruik, de formule inzake de tarifiering, de indexering of de herziening van de energieverkoopprijzen.

HOOFDSTUK IV. — *Andere investeringen betreffende rationeel energiegebruik (URE)*

Afdeling 1. — Investeringen in alle gebouwen

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 31. Er wordt een premie toegekend bij de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppelinginstallatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kooldioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen jaarlijks door de CWAPE worden vastgelegd en gepubliceerd. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoeften buiten het warmtekrachtkoppelingsproces.

Het premiebedrag is gelijk aan 20 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

Art. 32. Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van de thermografie van een gebouw.

Het auditrapport per thermografie vermeldt de mogelijke verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 200 euro per audit voor een ééngezinwoning of dan 700 euro per audit en per gebouw in de overige gevallen.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 33. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 31, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWape betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties;
- 3° het afschrift van de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de CWape betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong;
- 4° indien de installatie aardgas gebruikt, één van de volgende stukken : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, vergezeld van een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat of van een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling geaccrediteerd om controle te voeren op aardgasinstallaties, hetzij, als het gaat om industriële installaties die aardgas gebruiken, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat ze volgens de regels van de kunst zijn verwezenlijkt.

Art. 34. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 32, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;
- 3° het auditrapport bevattende de gegevens bedoeld in artikel 32.

*Afdeling 2. — Investerings voor de renovatie van een gebouw**Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen*

Art. 35. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van een ééngezinswoning.

De audit wordt uitgevoerd door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 2. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van elk ander gebouw dan die bedoeld in § 1 :

1° de energieaudit wordt uitgevoerd, hetzij door auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA, hetzij door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

2° het auditrapport vermeldt op zijn minst : de prestatie van de mantel van het gebouw, namelijk het K-peil, het detail van de thermische prestaties van de verschillende wanden, de prestatie van het verwarmingssysteem, alsook gecijferde verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw en de systemen;

3° in afwijking van 2°, vermeldt de energieaudit voor de gebouwen of gebouwgedeelten die ingevolge een verandering van bestemming een nieuwe bestemming krijgen en wanneer, in tegenstelling tot de vorige toestand, energie voor de behoeften van de personen verbruikt wordt om een specifieke binnentemperatuur te verkrijgen, op zijn minst :

— de waarde U van de bestaande wanden waardoor het te beschermen volume gedeeltelijk of geheel afgebakend wordt, de verbeteringsmaatregelen aanbevolen voor die wanden, het K-peil van het gebouw of van bedoeld gebouwgedeelte, en de waarden U na werkzaamheden aan de bestaande wanden die het beschermde volume afbakenen;

— een omschrijving van het aanbevolen verwarmingssysteem en de melding van het globale rendement ervan, alsook de rendementen van de verschillende elementen die in dat globale rendement tussenkomen (distributie, emissie, productie, regeling).

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per audit en per gebouw.

§ 3. Er wordt een aanvullende premie toegekend aan de scholen die een subsidie genoten hebben voor de uitvoering van een energieaudit in het kader van het programma UREBA.

Het premiebedrag wordt vastgelegd op 30 % van de in aanmerking komende prijs van de audit, zoals bepaald in artikel 3, §2, b, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003, en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per gebouw.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 36. § 1. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 35, §§ 1 en 2, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;
- 3° het energieauditrapport.

§ 2. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 35, § 3, wordt het dossier geacht te zijn ingediend met ingang van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie in het kader van het programma UREBA.

*Afdeling 3. — - Investerings die enkel voor de woning bestemd zijn**Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investering*

Art. 37. §1. Voor elk gebouw, met uitzondering van de eengezinswoningen en de appartementen waarvan de datum van bericht van ontvangst betreffende de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 30 april 2010 valt, wordt een premie toegekend voor de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een verluchtingssysteem met warmterecuperator dat aan volgende criteria voldoet :

1° het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45° of minder of de woning beschikt over het attest « Construire avec l'énergie »;

2° de woning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet-reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest « Construire avec l'énergie » is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;

3° de verluchting behoort tot het type " mechanisch verluchtingssysteem controle D" met warmterecuperator door middel van een warmtewisselaar met tegenstroom;

4° het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;

5° de warmtewisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

6° de installateur meet ter plaatse de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de installatie bij te stellen zoals het past.

§ 2. Het totaalbedrag van de premie is gelijk aan 75 % van de globale investering en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per uitgeruste wooneenheid in de woning. Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premie bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 38. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 37, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht.

§ 1. In geval van indiening van een aanvraag voor een nieuwe ééngezinswoning in de zin van artikel 10, op de datum waarop het overeenstemmend premieaanvraagdossier ingediend moet worden.

Het aanvraagdossier betreffende de premie bedoeld in artikel 37 bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties;

3° een verslag betreffende de metingen uitgevoerd in situ door de installateur van het ventilatiesysteem, van de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen, waarin nader bepaald wordt met welk systeem de debieten gemeten werden;

§ 2. In de overige gevallen, binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slofactuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties.

Het aanvraagdossier betreffende de premie bedoeld in artikel 37 bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen en prestaties;

3° een verslag betreffende de metingen uitgevoerd in situ door de installateur van het ventilatiesysteem, van de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen, waarin nader bepaald wordt met welk systeem de debieten gemeten werden;

4° het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;

5° een document met de beschrijving van alle wanden van de thermisch verliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);

6° een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de dwarsdoorsneden van de woning;

7° een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt.

HOOFDSTUK V. — *Andere investeringen betreffende rationeel energiegebruik, uitsluitend bestemd voor woningen beheerd door de syndicus van een gebouw*

Art. 39. In afwijking van artikel 4, eerste lid, wordt verstaan onder aanvrager in de zin van dit hoofdstuk elke syndicus van een gebouw, opdrachtgever van de investeringen en aangewezen overeenkomstig de bepalingen van Boek II, titel II, hoofdstuk III, afdeling 2, van het Burgerlijk Wetboek betreffende de gedwongen medeëigendom van gebouwen of groepen van gebouwen.

Afdeling 1. — Investeringen in alle woningen

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investering

Art. 40. Er wordt een premie toegekend bij de plaatsing, door een geregistreerde aannemer, van een systeem voor het beheer van de elektrische verlichtings- en apparatuurinstallaties onder 20 kWu per apparatuur waarmee de elektrische uitrusting in elk gebouw automatisch geregeld of uitgeschakeld kan worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 30 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per woning.

Onderafdeling 2 - Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 41. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 40, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat nagegaan kan worden of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in KWu geschat kan worden.

Afdeling 2. — Investeringen voor de renovatie van een woning

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 42. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de volledige of gedeeltelijke vervanging van een verlichtingssysteem in geval van renovatie van een woning die een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° tussen 3 W/m² per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m² per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m² per 100 lux in de andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend van elektronische ballasts voorzien.

§ 2. Het premiebedrag is gelijk aan :

1° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 10 en 30 %;

2° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 30 en 50 %;

4° 30 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen boven 50 %.

Het premiebedrag is niet hoger dan 10.000 euro per woning.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 43. Er wordt een premie toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik in geval van renovatie van een woning die minstens 20 000 kWu per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik omvat de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, de uitgave van het auditrapport, de melding van de voornaamste energiebesparingsmogelijkheden (technische maatregelen en investeringen), de kost ervan en de besparingen op energetisch en financieel vlak. De analyse wordt uitgevoerd door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de analyse en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per woning.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 44. Wat betreft de premies bedoeld in artikel 42, wordt het dossier door de aanvrager aan de beheerder van het elektriciteitsdistributienet gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de beheerder van het elektriciteitsdistributienet of de administratie, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur, of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerde vermogen geschat kunnen worden; ook het geïnstalleerde vermogen per m² per 100 lux wordt gespecificeerd.

Art. 45. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 43, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur of de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° een afschrift van het auditrapport bevattende de registratie van de elektriciteitslevering gedurende twee weken.

TITEL 3. — Premies voor de openbare huisvestingsmaatschappijen

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 46. Het voordeel van de krachtens deze titel toegekende premies is voorbehouden aan de openbare huisvestingsmaatschappijen, opdrachtgevers van de in aanmerking komende investeringen.

Onder openbare huisvestingsmaatschappij wordt verstaan elke rechtspersoon bedoeld in artikel 130 van de Waalse huisvestingscode, hierna « SLSP » genoemd.

Art. 47. Het gecumuleerde bedrag van de premies toegekend in het kader van deze titel is niet hoger dan een bedrag dat per jaar en per « SLSP » bepaald wordt als volgt :

— 75.000 euro voor de « SLSP » die eigenaar zijn van minstens 1 000 woningen;

— 100.000 euro voor de « SLSP » die eigenaar zijn van 1 000 à 3 000 woningen;

— 125.000 euro voor de « SLSP » die eigenaar zijn van meer dan 3 000 woningen.

HOOFDSTUK II. — Isolatiwerken

Afdeling 1. — Renovatie van woningen

Art. 48. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandcoëfficiënt, R, gelijk is aan 3 m²K/W of meer.

§ 2. Het isolatiemateriaal kan in verschillende lagen aangebracht worden. In dat geval is de som van de warmteweerstanden van de verschillende lagen groter dan of gelijk aan de coëfficiënt die in § 1 vastligt.

§ 3. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 3 € per m² voor isolatiwerken uitgevoerd d.m.v. van een natuurlijk isolatiemateriaal.

§ 4. Het globale bedrag van de premie wordt per jaar beperkt tot de isolatie van een maximale oppervlakte van 100 m² per eengezinswoning en van 200 m² voor elk ander gebouw.

Art. 49. § 1. In geval van renovatie van een woning wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van de muren in contact met de externe omgeving of met een niet verwarmde of niet vorstvrije ruimte, als ze door een geregistreerde aannemer uitgevoerd wordt d.m.v. een isolatiemateriaal.

De premie wordt pas na uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 69. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de muren.

§ 2. De coëfficiënt R van het isolatiemateriaal is gelijk aan of groter dan :

a) 1,5 m²K/W voor de isolatie van de muren langs binnen; in dat geval bedraagt de premie 20 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;

b) 1,5 m²K/W voor de isolatie van de holle muren door het opvullen van de gleuf; in dat geval bedraagt de premie 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;

c) 2 m²K/W voor de isolatie van de muren langs de buitenkant van de bestaande wand; in dat geval bedraagt de premie 30 euro per m² geïsoleerde oppervlakte.

§ 3. De bedragen van de premie bedoeld in § 1 worden verhoogd met 3 € per m² voor isolatiwerken uitgevoerd d.m.v. van een natuurlijk isolatiemateriaal.

§ 4. Het globale bedrag van de premie wordt per jaar beperkt tot de isolatie van een maximale oppervlakte van 120 m² per eengezinswoning of wooneenheid en van 240 m² voor elke andere woning.

Art. 50. § 1. In geval van renovatie van een woning wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van de vloeren uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal.

De premie wordt pas na uitvoering van een energieaudit toegekend, overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 69. De energieaudit bevestigt de relevantie van de isolatie van de vloeren.

§ 2. De coëfficiënt R van het isolatiemateriaal is gelijk aan of groter dan :

a) 2 m²K/W voor de isolatie langs de onderkant van de vloer of in de structuur ervan; in dat geval bedraagt de premie 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;

b) 1,5 m²K/W voor de isolatie langs de bovenkant van de vloerstructuur; in dat geval bedraagt de premie 27 euro per m² geïsoleerde oppervlakte.

§ 3. De bedragen van de premie bedoeld in § 1 worden verhoogd met 3 € per m² voor isolatiewerken uitgevoerd d.m.v. van een natuurlijk isolatiemateriaal.

§ 4. Het globale bedrag van de premie wordt per jaar beperkt tot de isolatie van een maximale oppervlakte van 80 m² per eengezinswoning en van 160 m² voor elk ander gebouw.

Afdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 51. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 48, 49 en 50, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de facturen betreffende de materialen en de verrichte prestaties;
- 3° als eerst een energieaudit uitgevoerd moet worden, een afschrift van de vooraf uitgevoerde energieaudit.

HOOFDSTUK III. — *Verwarmingsinstallaties*

Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 52. § 1. Er wordt een premie van 400 euro toegekend voor de installatie in een woning van een aardgasverwarmingssketel, enkele of dubbele dienst, laagtemperatuur met de label CE, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale verwarmingssketels of het koninklijk besluit van 11 maart 1988 betreffende de vereisten inzake rationeel energieverbruik die van toepassing zijn op de warmtegeneratoren, of voor de installatie van een condensatieluchtgenerator.

Deze toestellen zijn voorzien van het merkteken CE Belgique en functioneren op aardgas, categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R).

De gasgestookte centrale verwarmingssketel heeft een minimumrendement in geval van deellast van 107 % t.o.v. het lager warmtevermogen van het aardgas, waarbij dat rendement berekend wordt overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 18 maart 1997, met name 30 % van het nominaal vermogen met een temperatuur van terugvloeiend water van 30 °C.

De verwarmingssketel of de warmeluchtgenerator voldoet aan het koninklijk besluit van 17 januari 2009 tot regeling van de stikstofoxides (NOX) en koolmonoxide (CO)-emissieniveaus voor de olie- en gasgestookte centrale verwarmingssketels en branders, met een nominaal thermisch vermogen van 400 kW of minder.

§ 2. Het bedrag van de premie bedoeld in § 1 wordt verhoogd en berekend als volgt :

- 1° als het vermogen gelijk is aan 150 kW of minder, wordt dat bedrag verhoogd met 25 euro per kW boven 50 kW;
- 2° als het vermogen hoger is dan 150 kW en gelijk aan 500 kW of minder, bedraagt de premie 2.900 euro, vermeerderd met 12 euro per kW boven 150 kW;
- 3° als het vermogen hoger is dan 500 kW, bedraagt de premie 7.100 euro, vermeerderd met 6 euro per kW boven 500 kW.

Als verschillende verwarmingssketels op hetzelfde verwarmingscircuit aangesloten zijn, wordt één enkele premie toegekend. Het bedrag van de premie wordt berekend naar gelang van het gecumuleerde vermogen.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt (label CERGA), worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

§ 4. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt eveneens met 200 euro verhoogd wanneer bedoeld gebouw het voorwerp is geweest van een energieaudit uitgevoerd overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 69 en waarvan de factuurdatum met niet meer dan drie maanden de datum van de slotfactuur betreffende de installatie mag overschrijden.

§ 5. Het bedrag van de premie bedoeld in § 2 wordt ook met 50 euro verhoogd voor de installatie en de aansluiting van het warmteregelingssysteem van de verwarmingssketel op een externe sonde of voor de installatie van elk ander systeem waarmee de warmteregeling van de verwarmingssketel functioneel gemaakt wordt. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 53. § 1. Er wordt een premie toegekend bij de installatie, in een woning, van een biomassa verwarmingssketel met uitsluitend automatische voeding die voldoet aan de norm NBN EN 303-5, en waarvan het rendement, berekend volgens deze norm, hoger is dan 80 %. Indien het gaat om een ketel met bi-verbranding, wordt uitsluitend aardgas toegelaten.

Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

- 1° als het vermogen gelijk is aan 50 kW of meer : bedraagt de premie 1.750 euro, verhoogd met 35 euro per kW tussen 50 en 100 kW;

2° als het vermogen hoger is dan 100 kW, bedraagt de premie 3.500 euro, verhoogd met 18 euro per kW tussen 100 en 500 kW;

3° als het vermogen hoger is dan 500 kW : bedraagt de premie 10.700 euro, verhoogd met 8 euro per kW boven 500 kW.

Als verschillende verwarmingsketels op hetzelfde verwarmingscircuit aangesloten zijn, wordt één enkele premie toegekend. Het bedrag van de premie wordt berekend naar gelang van het gecumuleerde vermogen.

Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

§ 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° biomassa : hernieuwbare plantaardige grondstoffen;

2° uitsluitend automatische voeding : voedingssysteem dat nauwgezet voldoet aan de automatische voedingscriteria omschreven in de normen NBN EN 303-5.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 54. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie, in elk gebouw, van aërothermen, warmeluchtgeneratoren met condensatie en stralingstoestellen.

Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

1° waterdichte aërothermen : 12,5 euro per kW;

2° aërothermen met condensatie : 25 euro per kW;

3° warmeluchtgeneratoren met condensatie : 25 euro per kW;

4° stralingstoestel van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 % : 15 euro per kW;

5° stralingstoestel van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 % : 20 euro per kW;

6° stralingstoestel van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer : 25 euro per kW.

Het premiebedrag wordt beperkt tot :

1° 6.250 euro voor waterdichte aërothermen;

2° 12.500 euro aërothermen met condensatie;

3° 7.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 50 en 60 %;

4° 10.000 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage tussen 60 en 70 %;

5° 12.500 euro voor stralingstoestellen van klasse 2, stralingspercentage van 70 % of meer.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per gebouw.

§ 2. De rendementsvoet van de toestellen bedoeld in §1 wordt bevestigd door een onafhankelijk laboratorium dat volgens de norm NBN EN ISO 17025 erkend is om controles uit te voeren overeenkomstig de Europese normen van toepassing op bedoelde gastoestellen. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R) indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

§ 3. De installaties bedoeld in § 1 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt (label CERGA), worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

Art. 55. § 1. Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage 3 voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving van kracht op de datum van bericht van ontvangst van de laatste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag. De woning heeft een globaal thermisch isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest « Construire avec l'énergie ».

De reverseerbare warmtepompen voor de koeling van de woningen komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor verwarming en van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Afdeling 2. — - In aanmerking komende investeringen inzake sanitair warmwater

Art. 56. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie, in een woning, van een aardgasboiler voor ogenblikkelijk warmwater zonder waakvlam, met modulerende vlam en met dubbele flux. De boiler is ingedeeld in de categorie I2E+ en voorzien van de label CE Belgique.

De premie bedraagt 75 euro voor de installaties met een nominaal debiet van maximum 10 liter per minuut en 125 euro voor de installaties met een nominaal debiet boven 10 liter per minuut.

§ 2. Er wordt een premie toegekend voor de installatie, in een woning, van een warmeluchtgenerator met condensatie op aardgas (categorie I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E indien toepasselijk), met de label CE Belgique.

De premie bedraagt 25 euro per KW en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 3. De installaties bedoeld in de §§ 1 en 2 worden door een geregistreerde aannemer uitgevoerd. Indien deze aannemer niet over de aardgasvergunning beschikt (label CERGA), worden de installaties in ontvangst genomen en gecontroleerd door een instelling die geaccrediteerd is voor de controle op de binneninstallaties op aardgas.

Art. 57. § 1. Er wordt een premie van 750 euro toegekend voor de installatie, door een geregistreerde aannemer, van een warmtepomp voor de verwarming van het sanitaire warmwater van de woning die voldoet de criteria bedoeld in bijlage 3.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater en van een warmtepomp voor de verwarming van de woning, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

Afdeling 3. — In aanmerking komende investeringen inzake sanitair warmwater

Art. 58. § 1. Er wordt een premie van 2.250 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp (combinatie verwarming-sanitair warmwater) die voldoet aan de criteria bedoeld in bijlage 3 voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving van kracht op de datum van bericht van ontvangst van de laatste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag. De woning heeft een globaal thermisch isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest « Construire avec l'énergie ».

De reversibele warmtepompen voor de koeling van de gebouwen komen niet in aanmerking voor de premie. Bovendien mag de woning niet met een elektrisch verwarmingssysteem uitgerust zijn, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches.

§ 2. Per wooneenheid worden de premies beperkt, hetzij tot de installatie van een warmtepomp voor verwarming en van een warmtepomp voor de productie van sanitair warmwater, hetzij tot de installatie van een gecombineerde warmtepomp.

§ 3. De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Afdeling 4. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 59. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 52, 54 en 56, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de gasdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de facturen betreffende de materialen en de verrichte prestaties;

3° één van de volgende documenten : hetzij een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat, hetzij een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling geaccrediteerd om controle te voeren op aardgasinstallaties;

4° wat betreft de premie bedoeld in artikel 52 :

a) wanneer een premieverhoging krachtens artikel 20, § 3, aangevraagd wordt, een afschrift van de energie-audit uitgevoerd overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 69;

b) wanneer een premieverhoging krachtens artikel 52, § 5, aangevraagd wordt, een afschrift van de aannemer i.v.m. de effectieve werking van het warmteregelingssysteem.

Art. 60. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 53, 55, 57 en 58, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de facturen betreffende de materialen en de verrichte prestaties;

3° voor de premie bedoeld in de artikelen 55 en 58 :

a) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test;

b) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 14511 van kracht bij de uitvoering van de test, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

4° voor de premie bedoeld in artikel 57 :

a) hetzij het verslag betreffende de test uitgevoerd door een laboratorium overeenkomstig de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op warmtepompen volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test;

b) hetzij, bij gebrek aan dergelijk laboratorium in het land waar de fabrikant gevestigd is, een testverslag volgens de norm NBN EN 255-3 van kracht bij de uitvoering van de test, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen bepaald bij de norm NBN EN ISO/IEC 17025 : 2005 voor de uitvoering van tests op andere toepassingen.

*HOOFDSTUK IV. — Andere investeringen betreffende rationeel energiegebruik (URE)**Afdeling 1. — Investeringen in alle woningen**Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen*

Art. 61. § 1. Er wordt een premie toegekend bij de door een geregistreerde aannemer uitgevoerde installatie van een verluchttingsysteem met warmterecuperator in een woning die aan volgende criteria voldoet :

1° het globale thermische isolatieniveau K van de woning is gelijk aan 45° of minder of de woning beschikt over het attest « Construire avec l'énergie »;

2° de woning is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem, behalve voor de exclusieve verwarming van de badkamers of douches. De niet reversibele warmtepompen of de warmtepompen geïntegreerd in een nieuwe woning waarvoor het attest « Construire avec l'énergie » is afgegeven worden niet als elektrische verwarming beschouwd;

3° de verluchting behoort tot het type "mechanisch verluchttingsstelsel controle D" met warmterecuperator door middel van een warmtewisselaar met tegenstroom;

4° het geheel van het geïnstalleerde ventilatiesysteem voldoet aan de vereisten van de norm NBN D 50 001;

5° de warmtewisselaar heeft een minimumrendement van 85 % volgens de norm NBN EN 308;

6° de installateur meet ter plaatse de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen om de installatie bij te stellen zoals het past.

§ 2. Het totaalbedrag van de premie is gelijk aan 75 % van de globale investering en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per wooneenheid.

Art. 62. Er wordt een premie toegekend bij de installatie, in een woning, van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppelinginstallatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kooldioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen jaarlijks door de Cwape worden vastgelegd en gepubliceerd. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoeften buiten het warmtekrachtkoppelingsproces.

Het premiebedrag is gelijk aan 20 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 63. Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van de thermografie van een woning.

Het auditrapport per thermografie vermeldt de mogelijke verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 200 euro per audit voor een ééngezinswoning of dan 700 euro per audit en per gebouw in de overige gevallen.

Art. 64. Er wordt een premie toegekend bij de plaatsing, door een geregistreerde aannemer, van een systeem voor het beheer van de elektrische verlichtings- en apparatuurinstallaties onder 20 kWh per apparatuur waarmee de elektrische uitrusting in elk gebouw automatisch geregeld of uitgeschakeld kan worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 30 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per woning.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 65. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 61, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de facturen betreffende de materialen en de verrichte prestaties;

3° een verslag betreffende de metingen uitgevoerd in situ door de installateur van het ventilatiesysteem, van de debieten bij de uit- en ingang van de verschillende ventilatieopeningen, waarin nader bepaald wordt met welk systeem de debieten gemeten werden;

4° het formulier voor de berekening van de aangegeven coëfficiënt K;

5° een document met de beschrijving van alle wanden van de thermisch verliesoppervlakte van de woning en de berekening van de coëfficiënten U (of k);

6° een afschrift van de plannen van alle niveaus en van de dwarsdoorsneden van de woning;

7° een nota waarin het geïnstalleerde ventilatiesysteem beschreven wordt.

Art. 66. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 62, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de Cwape betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de facturen betreffende de materialen en de verrichte prestaties;

3° het afschrift van de kennisgeving van de aanvaardingsbeslissing van de Cwape betreffende de voorafgaande aanvraag tot toekenning van groene certificaten en labels van garantie van oorsprong;

4° indien de installatie aardgas gebruikt, één van de volgende stukken : een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheidscertificaat of een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controle-instelling geaccrediteerd om controle te voeren op aardgasinstallaties.

Art. 67. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 63, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken, alsook het originele of een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° het auditrapport bevattende de gegevens bedoeld in artikel 63.

Art. 68. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 64, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° de eindrekening D.1. betreffende de verrichte prestaties, alsook het originele of een afschrift van de factuur betreffende de verrichte prestaties;

- 3° de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat er nagegaan kan worden of de technische criteria in acht genomen worden;
- 4° een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in KW geschat kan worden.

Afdeling 2. — Investerings voor de renovatie van een woning

Onderafdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 69. § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van een ééngezinwoning.

De energieaudit wordt uitgevoerd door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 360 euro per audit.

§ 2. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de uitvoering van een globale energieaudit van elke andere woning dan die bedoeld in § 1 :

1° de energieaudit wordt uitgevoerd hetzij door auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA, hetzij door een auditeur erkend door het Waalse Gewest voor de uitvoering van energieaudits in de huisvestingssector, in het kader van en overeenkomstig de procedure van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vaststelling van de modaliteiten voor de erkenning van de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

2° het auditrapport vermeldt op zijn minst : de prestatie van de mantel van het gebouw, namelijk het K-peil, het detail van de thermische prestaties van de verschillende wanden, de prestatie van het verwarmingssysteem, alsook gecijferde verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw en de systemen.

Het premiebedrag is gelijk aan 60 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per audit en per gebouw.

Art. 70. In geval van renovatie van een woning wordt een premie toegekend voor de volledige of gedeeltelijke vervanging van een binnenverlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° tussen 3 W/m² per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m² per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m² per 100 lux in de andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend van elektronische ballasts voorzien.

Het bedrag van de premie is gelijk aan :

1° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 10 en 30 %;

2° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 30 en 50 %;

3° 30 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen boven 50 %.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per woning.

De installatie wordt door een geregistreerde aannemer uitgevoerd.

Art. 71. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik van een woning die minstens 20 000 kWu per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik omvat de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, de uitgave van het auditrapport, de melding van de voornaamste energiebesparingsmogelijkheden (technische maatregelen en investeringen), de kost ervan en de besparingen op energetisch en financieel vlak. De analyse wordt uitgevoerd door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de analyse en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per woning.

Onderafdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 72. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 69, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° het energieauditrapport.

Art. 73. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 70, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de beheerder van het elektriciteitsdistributienet gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de beheerder van het elektriciteitsdistributienet of de administratie, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur, of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat er nagegaan kan worden of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerde vermogen geschat kunnen worden; ook het geïnstalleerde vermogen per m² per 100 lux wordt gespecificeerd.

Art. 74. Wat betreft de premie bedoeld in artikel 71, wordt het dossier door de « Société wallonne du Logement » aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van goedkeuring van de eindrekening D.1. betreffende de uitgevoerde werken.

Dat dossier bevat :

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de eindrekening D.1. betreffende de verrichte prestaties, alsook het originele of een afschrift van de factuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;
- 3° een afschrift van het auditrapport bevattende de registratie van de elektriciteitslevering gedurende twee weken.

TITEL 4. — Premies die enkel voor rechtspersonen bestemd zijn

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 75. § 1. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

1° « aanvrager » : elke rechtspersoon, opdrachtgever van de investeringen, met uitsluiting van de syndicus van een gebouw bedoeld in artikel 39 en van de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 46, die in het Waalse Gewest een investering verrichten die in aanmerking komt in de zin van deze titel :

2° « technische exploitatie-eenheid » : geheel van technische componenten dat een ondeelbare groep vormt waarmee een dienst verstrekt of een product verwezenlijkt kan worden.

§ 2. Wat betreft de premies toegekend in het kader van deze titel, wordt het bedrag van de facturen exclusief btw berekend indien de rechthebbende op de premie aan die belasting onderworpen is.

§ 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de aanvrager een premie verkrijgen waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden als volgt zijn vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — Industriële aardgasinstallaties

Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen

Art. 76. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van elk systeem voor de warmterecuperatie van rookgassen in industriële en ambachtelijke ovens en in droogtoestellen op aardgas of in verwarmingsketels en stoomgeneratoren. De recuperatie wordt verkregen door de installatie van één van de volgende technieken :

- 1° onafhankelijke specifieke recuperatoren geplaatst aan de uitgang van de ovens op het circuit van de rookgassen;
- 2° zelfrecupererende branders uitgerust met hun eigen recuperator voor de voorverwarming van de verbrandingslucht;
- 3° paar regeneratieve branders, de eerste in de verwarmingsfase van de oven, de tweede in de recuperatiefase, met warmteaccumulatie.

Het bedrag van de premie is gelijk aan 50 euro per gerecupereerde kW, beperkt tot 50 % van het factuurbedrag, en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 2. Voor de premies boven 2.000 euro wordt het aantal gerecupereerde kW geverifieerd en wordt de installatie in situ onderzocht door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 3. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R) indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

Art. 77. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een systeem voor brede modulering van de aardgasbrander dat een efficiëntere regeling mogelijk maakt, met name de plaatsing van moderne modulerende aardgasbranders in een vork van minstens 25 à 100 % op industriële ovens of ketels.

De premie bedraagt 3,75 euro per kW. Het premiebedrag wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 2. De modulatie diepte wordt vastgesteld door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 3. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R) indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

Art. 78. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een systeem van direct vuur met aardgas op de te verwarmen producten. Het concept van direct vuur impliceert een perfecte harmonie van de branders, de ovens en de te verwarmen producten, die verkregen wordt wanneer de temperatuur van deze producten als overal bevredigend wordt beschouwd.

De installaties bedoeld in het eerste lid omvatten o.a. :

- 1° aardgasbranders met directe vlam en stralingsbuizen;
- 2° aardgasbranders bestemd voor droogkamers, voor de verwarming van baden voor de thermische behandeling van metalen, voor naverbranding en voor de technieken van « make up air ».

De premie bedraagt 12,5 euro per kW. Het premiebedrag wordt beperkt tot 50% van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 12.500 euro per installatie.

§ 2. Voor de premies boven 2.000 euro moet de aanwezigheid van een directe vlam in situ worden nagekeken door een onafhankelijk laboratorium erkend volgens de norm NBN EN ISO 17025 voor de controles overeenkomstig de Europese normen die van toepassing zijn op bedoelde gastoestellen.

§ 3. Deze toestellen werken op aardgas (categorieën I2E+, I2E(S)B, I2E(R)B, I2E(S) of I2E(R) indien toepasselijk) en zijn voorzien van het merkteken CE Belgique indien het toepasselijk is.

Afdeling 2. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 79. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 76, 77 en 78, wordt het dossier door de aanvrager aan de gasdistributienetbeheerder gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de gasdistributienetbeheerder of de administratie, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur, of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat er kan worden nagegaan of de technische criteria in acht genomen worden;

3° een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in KW geschat kan worden;

4° voor de premies bedoeld in de artikelen 76 en 78, het rapport van het erkende onafhankelijk laboratorium als het premiebedrag hoger is dan 2.000 euro;

5° voor de industriële aardgasinstallaties, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de installatie volgens de regels van de kunst is uitgevoerd;

6° voor alle andere aardgasinstallaties, een afschrift van het proces-verbaal van oplevering van de installatie door de controleinstelling geaccrediteerd om controle uit te oefenen op aardgasinstallaties of een afschrift van het door de bevoegde installateur opgestelde conformiteitsattest van de installatie, samen met een afschrift van zijn bevoegdheids-certificaat, al naar gelang van het geval.

HOOFDSTUK III. — *Elektrische installaties**Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen in elk gebouwtype*

Art. 80. Er wordt een premie toegekend bij de plaatsing, door een geregistreerde aannemer, van een systeem voor het beheer van de elektrische verlichtings- en apparatuurinstallaties onder 20 kWh per apparatuur waarmee de elektrische uitrusting in elk gebouw automatisch geregeld of uitgeschakeld kan worden.

Het premiebedrag is gelijk aan 30 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per technische exploitatie-eenheid.

Art. 81. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van :

1° een snelheidsvariator met frequentievariatie op een compressor, een ventilatiesysteem en een pomp;

2° een compressor, pomp en ventilatiesysteem uitgerust met een snelheidsvariator met frequentievariatie.

De energiebesparing bedraagt minstens 10 %.

De snelheidsvariator of de compressor, de pomp en het ventilatiesysteem uitgerust met een geïntegreerde frequentievariator dragen het EG-label en voldoen aan het koninklijk besluit van 28 februari 2007 betreffende de elektromagnetische compatibiliteit en aan het koninklijk besluit van 23 maart 1977 betreffende het op de markt brengen van elektrisch materieel.

De premie bedraagt 100 euro per kW nominaal vermogen van de motor en wordt beperkt tot 5.000 euro per technische exploitatie-eenheid.

Art. 82. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een inrichting voor kouderegeling en voor optimalisatie van de ontdooiingscycli, op voorwaarde dat een energiebesparing van minstens 20 % gerealiseerd wordt. Het gaat om een inrichting die de cycli van de compressoren controleert en die de ontdooiingscycli optimaliseert.

De premie bedraagt 1.250 euro per koudegroep van minstens 15 elektrische kW die met deze voorziening is uitgerust.

Afdeling 2. — Investeringen voor de renovatie van een gebouw

Art. 83. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de volledige of gedeeltelijke vervanging van een verlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° 3 W/m² per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

2° 3 W/m² per 100 lux in lokalen voor medisch gebruik;

3° tussen 3 W/m² per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m² per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

4° 2,5 W/m² per 100 lux in kantoren en andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend van elektronische ballasts voorzien.

Het bedrag van de premie is gelijk aan :

1° 10 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 10 en 30 %;

2° 20 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen tussen 30 en 50 %;

3° 30 % van het bedrag van de factuur in geval van vermindering van het geïnstalleerde vermogen boven 50 %.

Het premiebedrag mag niet hoger zijn dan 10.000 euro per exploitatie-eenheid.

Art. 84. In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de analyse van het elektriciteitsverbruik van een exploitatie-eenheid die minstens 20 000 elektrische kWu per jaar verbruikt. De analyse van het elektriciteitsverbruik omvat de registratie van de elektriciteitsleveringen gedurende twee weken, de uitgave van het auditrapport door een auditeur erkend in het kader van de programma's AMURE of UREBA en de melding van de voornaamste energiebesparingsmogelijkheden (technische maatregelen en investeringen), de kost ervan en de besparingen op energetisch en financieel vlak.

Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van het factuurbedrag betreffende de analyse en mag niet hoger zijn dan 1.000 euro per technische exploitatie-eenheid.

Afdeling 3. — Procedure tot indiening van de aanvraag

Art. 85. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 81, 82 en 83, wordt het dossier door de aanvrager aan de beheerder van het elektriciteitsdistributienet gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur.

Dat dossier bevat :

1° het formulier en de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de beheerder van het elektriciteitsdistributienet of de administratie, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur voor de verrichte investeringen of prestaties; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur, of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat er nagegaan kan worden of de technische criteria in acht genomen worden;

3° voor de premies bedoeld in de artikelen 81 en 82, een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in kWu geschat kan worden;

4° voor de premie bedoeld in artikel 83, een technische berekeningsnota op grond waarvan de fotometrische verbetering van de verlichting en de vermindering van het geïnstalleerde vermogen geschat kunnen worden; ook het geïnstalleerde vermogen per m² per 100 lux wordt gespecificeerd.

Art. 86. Wat betreft de premies bedoeld in de artikelen 80 en 84, wordt het dossier door de aanvrager aan de administratie gericht binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van de slotfactuur of van de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties.

Dat dossier bevat :

1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het originele of een afschrift van de factuur of de ereloonnota betreffende de verrichte prestaties;

3° voor de premie bedoeld in artikel 80, een technische berekeningsnota op grond waarvan de verwachte energiebesparing in kWu geschat kan worden; de technische kenmerken van de toestellen worden vermeld op de factuur of, bij gebreke daarvan, op een nota van de verkoper die erbij gevoegd is, zodat er nagegaan kan worden of de technische criteria in acht genomen worden;

4° voor de premie bedoeld in artikel 84, een afschrift van het auditrapport bevattende de registratie van de elektriciteitslevering gedurende twee weken.

TITEL 5. — Procedure en modaliteiten tot uitkering van de premies bedoeld in de titels II tot IV

HOOFDSTUK I. — Modaliteiten betreffende de administratieve behandeling van de aanvragen

Art. 87. § 1. De netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, stuurt binnen een termijn van veertig dagen, te rekenen van de dag volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag, een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarin nader bepaald wordt of zijn dossier al dan niet volledig is.

Als het dossier onvolledig is of als verzocht wordt om bewijsstukken die nodig geacht worden voor het begrip of het onderzoek van de elementen van het dossier, wordt de aanvrager in het schrijven bedoeld in het eerste lid gewezen op de te verstrekken gegevens.

De aanvrager beschikt over een termijn van zeventig dagen om het geheel van de gevraagde gegevens over te maken. Die termijn gaat in de dag volgend op de datum van verzending van het schrijven waarin om de aanvullende gegevens wordt verzocht.

Het dossier wordt afgesloten indien het geheel van de gevraagde gegevens niet wordt overgemaakt binnen de termijn voorgeschreven in het tweede lid.

De netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, stuurt binnen een termijn van honderdtwintig dagen, te rekenen van de dag volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag, een schrijven aan de aanvrager met de beslissing die i.v.m. de aanvraag is genomen.

De termijn van hondertwintig dagen wordt opgeschort op de datum van de aanvraag van de aanvullende gegevens tot de kennisgeving van het geheel van de gevraagde informatie.

Het bedrag van de premie wordt door de administratie of de netbeheerder, al naar gelang van het geval, uitgekeerd binnen twintig kalenderdagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de aanvaarding van de aanvraag.

§ 2. Elke weigeringsbrief vermeldt de beroepsmogelijkheid bedoeld in titel VI, alsook de modaliteiten en de procedure die erop toepasselijk zijn.

§ 3. De netbeheerder of de administratie, al naar gelang van het geval, beschikt over een termijn van drie jaar, die ingaat de dag waarop het bedrag van de premie wordt betaald, om na te gaan of de aanvraag voldoet aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de Titels II, III en IV van dit besluit en om, desnoods, het toegekende premiebedrag terug te vorderen als de voorwaarden niet vervuld zijn.

Art. 88. § 1. In afwijking van de artikelen 51, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 72, 73 en 74, kunnen de in artikel 43 bedoelde aanvragers vóór de uitvoering van de krachtens Titel III in aanmerking komende werken aan de administratie een dossier richten m.b.t. de premies die er behandeld worden. Dat dossier bevat :

1° het formulier voor de voorafgaande aanvraag, alsook de desbetreffende bijlagen, die verkrijgbaar zijn bij de administratie, behoorlijk ingevuld;

2° de budgettaire raming van de te verrichten investeringen.

De administratie stuurt binnen dertig dagen na ontvangst van de voorafgaande aanvraag een bericht van ontvangst naar de openbare huisvestingsmaatschappij waarin ze aangeeft of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig verklaard wordt, beschikt de openbare huisvestingsmaatschappij over een termijn van veertig dagen, te rekenen van de dag volgend op de datum van verzending van het door de administratie overgemaakte bericht van ontvangst, om alle aanvullende gegevens en gevraagde informatie te verstrekken.

Indien de openbare huisvestingsmaatschappij de gevraagde gegevens na afloop van die termijn aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst gestuurd om de openbare huisvestingsmaatschappij kennis te geven van het feit dat haar dossier volledig is.

Als de openbare huisvestingsmaatschappij daarentegen na afloop van die termijn de gevraagde gegevens niet heeft overgemaakt, wordt de aanvraag geacht nooit te zijn ingediend.

De beslissing tot weigering of de belofte tot toekenning van de toelage wordt binnen twee maanden na het versturen van het bewijs van ontvangst van het volledige dossier meegedeeld.

§ 2. De belofte tot toekenning van de premie heeft een geldigheidsduur van vierentwintig maanden, te rekenen van de dag van de kennisgeving ervan. Indien de openbare huisvestingsmaatschappij na afloop van die termijn haar premieaanvraag niet heeft ingediend overeenkomstig de artikelen 51, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 72, 73 en 74, vervalt de belofte tot toekenning.

§ 3. Deze bepaling is toepasselijk binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling betreffende het beheer van de premies door de netbeheerders*

Art. 89. § 1. Elke netbeheerder bezorgt de administratie tegen de 10e van elke maand een elektronisch bestand dat per email met bericht van ontvangst wordt overgemaakt. Dat bestand bevat de per meting gesorteerde lijst van de premies die de vorige maand zijn uitgekeerd, alsook de uitvoerige gegevens die daarop betrekking hebben.

§ 2. De netbeheerder bezorgt de administratie elk kwartaal in 3 exemplaren een schuldvorderingsverklaring, samen met een lijst van de uitgaven en de bewijsstukken betreffende de daadwerkelijk betaalde premies.

Zodra de uitgavenlijst door de administratie in ontvangst genomen wordt, wordt ze samen met de bijgevoegde bewijsstukken door haar nagekeken.

Na bepaling van het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven laat de administratie dat bedrag uitbetalen, desgevallend na aftrek van het saldo van het rollend fonds bedoeld in § 3.

De netbeheerder vermeldt op zijn schuldvorderingsverklaring het nummer van de financiële rekening waarvan hij houder is en neemt er de melding « bedrag voor waar en oprecht verklaard » in op.

§ 3. In het kader van de toekenning van de premies bedoeld in de artikelen 20 en 52, kan de netbeheerder een aanvraag bij de administratie indienen om een rollend fonds te verkrijgen.

Voor de netbeheerders wordt het bedrag van dat rollend fonds bepaald als volgt :

- a) voor IDEG Gaz, 150.000 euro;
- b) voor IGH, 860.000 euro;
- c) voor INTERLUX Gaz, 60.000 euro;
- d) voor SEDILEC Gaz, 410.000 euro;
- e) voor SIMOGEL Gaz, 100.000 euro;
- f) voor GASELWEST Gaz, 20.000 euro;
- g) voor ALG, 900.000 euro.

Na uitputting van dat rollend fonds worden de bedragen door de administratie herschat op basis van het geraamd aantal te ontvangen dossiers en wordt het fonds opnieuw gestijfd bij beslissing van de Minister die voor energie bevoegd is.

Na afloop van de geldigheidsperiode van de premies bedoeld in het eerste lid, zoals bepaald bij artikel 95, is het saldo van het rollend fonds het voorwerp van een compensatie.

HOOFDSTUK III. — *Procedure tot uitkering van de premies in het kader van het programma betreffende de toekenningen van ecoleningen*

Art. 90. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « SWCS » : de « Société wallonne du Crédit social » (Waalse maatschappij voor sociaal krediet), met inbegrip van de in Wallonië door haar erkende loketten voor sociaal krediet;

2° « FLW » : het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds voor de kroonrijke gezinnen in Wallonië);

3° Ecoleningen : stelsel ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » en bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door de « Société wallonne du Crédit social »; het stelsel van de ecoleningen kan gecumuleerd worden met één of meer ecopremies;

4° Ecopremies : alle premies bedoeld in Titel II van dit besluit, met uitzondering van de premies bedoeld in de artikelen 8, 10, 11, 12, 13, 14, 29, 31 en 32, met inachtneming van de toekenningsvoorwaarden die krachtens dit besluit toepasselijk zijn; de ecopremies worden door de « SWCS » en het « FLW » toegekend. De artikelen 87, 97 en 98 zijn niet toepasselijk.

In afwijking van punt 4° van het eerste lid, is de voorwaarde van een voorafgaande energieaudit, waarvan sprake in de artikelen 6, § 1, 1 wordt ze vervangen door de voorafgaande energieaudit bedoeld in de artikelen 8 en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » en in artikel 8 van het reglement gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door de « Société wallonne du Crédit social ».

Art. 91. In het kader van het stelsel van de ecoleningen moeten de « SWCS » en het « FLW » de administratie tegen de 10e van elke maand een elektronisch bestand bezorgen, zoals door haar opgemaakt, dat per email met bericht van ontvangst wordt overgemaakt. Dat bestand bevat de per meting gesorteerde lijst van de ecopremies die de vorige maand zijn uitgekeerd, alsook de uitvoerige gegevens die daarop betrekking hebben.

Het bedrag van de door de « SWCS » en het « FLW » toegekende ecopremies wordt hen door de administratie terugbetaald op basis van een specifieke schuldvorderingsverklaring voor elke meting, die de « SWCS » en het « FLW » elk kwartaal in 3 exemplaren bij de administratie moeten indienen.

Elke specifieke schuldvorderingsverklaring gaat vergezeld van een uitvoerige uitgavenlijst, alsook van de bewijsstukken betreffende de daadwerkelijk betaalde ecopremies.

Art. 92. De administratie behoudt zich het recht voor om in het kader van de voorschriften van dit besluit na te gaan of de voorwaarden tot toekenning van de door de « SWCS » en het « FLW » gestorte ecopremies vervuld zijn.

Desgevallend gaat de administratie over tot de invordering, ten laste van de « SWCS » of het « FLW », van de onrechtmatig gestorte sommen.

Art. 93. De premies waarin dit besluit voorziet mogen niet gecumuleerd worden met de ecopremies toegekend via de « SWCS » en het « FLW ».

HOOFDSTUK IV. — *Specifieke bepaling voor de premies bedoeld in de artikelen 76 en 78*

Art. 94. Op verzoek van de onafhankelijke laboratoria erkend voor de metingen en/of controles uitgevoerd in situ in het kader van de premies die toegekend worden krachtens de artikelen 76 en 78 van dit besluit, wordt een opdrachtovereenkomst gesloten tussen het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van Energie, en die laboratoria.

HOOFDSTUK IV. — *Geldigheid van de premies*

Art. 95. De premies worden toegekend voor elke in aanmerking komende investering verricht tussen 1 mei 2010 en 31 december 2011. De voor de naleving van dat criterium in aanmerking genomen data worden nader bepaald in de titels II tot IV, in de artikelen die voorzien in de procedures tot indiening van elke premieaanvraag.

Art. 96. Als de begroting te snel gebruikt wordt en als ze bijna op is, stelt de administratie voor dat de Minister die voor Energie bevoegd is een bericht bekendmaakt in het *Belgisch Staatsblad*, op de internetsite Energie van het Waalse Gewest, alsook in de media die het grondgebied van het Waalse Gewest bedienen, met inbegrip van de Duitstalige Gemeenschap.

Dat bericht vermeldt de periode waarin de premies in aanmerking blijven komen overeenkomstig de in elk van de Titels II tot IV omschreven procedures tot indiening van de aanvraag. Die periode loopt minstens twee weken, te rekenen van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

TITEL 6. — *Beroepen*

Art. 97. Onverminderd het recht om zich rechtstreeks tot de rechtbank te wenden, kan de aanvrager wiens aanvraag is verworpen een verzoek indienen opdat de beslissing tot weigering zou worden herzien. Dat verzoek wordt d.m.v. een gemotiveerd schrijven aan de directeur-generaal van de administratie gericht binnen een termijn van hoogstens negentig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing tot weigering.

Art. 98. § 1. De geschillencel bedoeld in artikel 97 van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik bericht ontvangst van de herzieningsaanvraag en verzoekt de aanvrager erom binnen zeventig dagen alle bewijsstukken en -elementen over te maken die ze nodig acht voor een nieuw onderzoek van het dossier. Als de opgeëiste gegevens niet binnen die termijn verstrekt worden, wordt de oorspronkelijke beslissing tot weigering bevestigd.

§ 2. De geschillencel betekent haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de dag na de datum van ontvangst van het geheel van de opgeëiste gegevens.

§ 3. Als de herzieningsaanvraag gegrond wordt geacht, wordt het premiebedrag uitbetaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 87.

TITEL 7 — *Slotbepalingen*

Art. 99. De bijlagen 1, 2, 3 en 4 maken noodzakelijk deel uit van dit besluit.

Art. 100. Dit besluit treedt in werking op 30 april 2010.

Namen, 22 maart 2010.

J.-M. NOLLET

BIJLAGE 1

Bijkomende specificaties voor de meting van de luchtdichtheid van gebouwen in het kader van de EPB-regelgeving

1. Voorwoord

Dit document legt de eisen vast die moeten worden nageleefd bij het meten van de luchtdichtheid van gebouwen in het kader van de EPB-regelgeving. Het richt zich in hoofdzaak tot de *uitvoerder van metingen* (de persoon die verantwoordelijk is voor de meting en het proefverslag). De *aanvrager van de test* (de persoon die de test heeft besteld of zijn vertegenwoordiger: architect, verantwoordelijke voor de EPB aangifte, enz.) is enkel betroffen door §2 en bijlage 2.

De EPB-regelgeving refereert enkel naar de norm NBN EN 13829:2001 voor de meting van het luchtlekdebiet van de gebouwschil bij 50 Pa, \dot{V}_{50} . De andere aspecten van deze norm, zoals onder andere de afgeleide berekeningen, zijn dus niet verplicht in het kader van de EPB-regelgeving. De norm beschrijft de meetmethode met meerdere mogelijke varianten. Dit document legt de eisen vast die moeten worden nageleefd: bijkomende specificaties van de norm NBN EN 13829:2001. De kennis van deze norm is een noodzakelijke voorwaarde bij het lezen van dit document.

Wanneer, door de aanvrager van de test, het resultaat van de luchtdichtheidsmeting van een gebouw in rekening wordt gebracht bij de berekening van de energieprestaties ervan, kan een gunstiger peil van primair energieverbruik (E- of E_w -peil) worden bereikt dan wanneer de berekening is gebaseerd op de luchtdichtheidswaarde bij ontstentenis. In de bepalingsmethode van het peil van primair energieverbruik (§ 7.8.3 van de methode voor woongebouwen (EPW) en § 5.5.3 van de methode voor kantoren en scholen (EPU)), is het E- of E_w -peil afhankelijk van het infiltratie- en exfiltratiedebiet, berekend op basis van het luchtlekdebiet bij 50 Pa, per oppervlakte-eenheid van de gebouwschil, $\dot{v}_{50,heat}$, hierna aangegeven als \dot{v}_{50} en uitgedrukt in (m³/h)/m². Dit specifieke luchtlekdebiet, \dot{v}_{50} (kleine letter v), wordt bepaald op basis van het luchtlekdebiet bij 50 Pa van de buitenschil, \dot{V}_{50} (hoofdletter V) in m³/h, gemeten door de uitvoerder van de metingen in overeenstemming met de norm NBN EN 13829: 2001 en onder naleving van de in dit document vermelde specificaties.

2. Meetvoorwaarden

2.1. Te meten zone

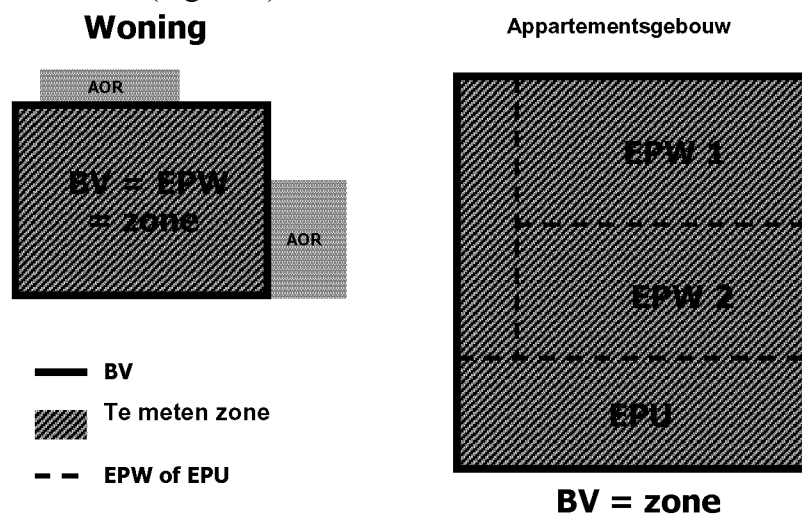
Eisen

De te meten zone moet worden bepaald, door de aanvrager van de test, in samenhang met de opdeling van het gebouw in het kader van de EPB-regelgeving. De te meten zone moet minstens het hele beschouwde EPW- of EPU-volume bevatten en mag geen ruimten bevatten die buiten het beschermd volume (BV) vallen, zoals aangrenzende onverwarmde ruimten.

De werkelijk gemeten zone moet in het proefverslag duidelijk en nauwkeurig worden beschreven door de uitvoerder van de meting. De plannen van het gebouw (grondplannen¹ van de verschillende niveaus en doorsneden), met duidelijke aanduiding van de grenzen van de gemeten zone, kunnen als bijlage bij het proefverslag worden gevoegd.

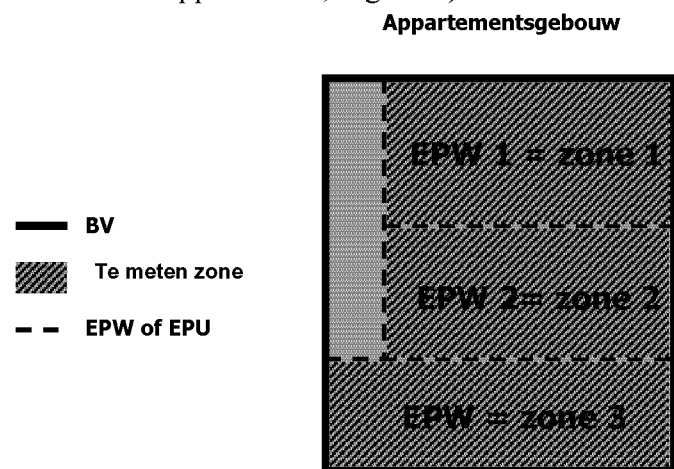
Aanbevelingen

In de meeste gevallen kan de luchtdichtheidstest op het gehele beschermd volume (BV) worden uitgevoerd. De te meten zone kan dan ook verschillende EPW- of EPU-volumes omvatten. (Figuur 1).



Figuur 1: Schets van de te meten zone (gearceerd) in overeenstemming met het beschermd volume (doorlopende lijn), voor een individuele woning of voor een appartementsgebouw (AOR = aangrenzende onverwarmde ruimte).

In sommige gevallen kan de meting echter worden uitgevoerd op slechts een deel van het beschermd volume, maar altijd minstens op het bedoelde EPW- of EPU-volume (bv. een individueel appartement, Figuur 2).



Figuur 2: Schets van de te meten zone (gearceerd) in overeenstemming met individuele EPW- of EPU-volumes (streeplijn).

¹ De plannen mogen vereenvoudigd en/of verkleind zijn om gemakkelijk bij het proefverslag te kunnen worden gevoegd.

Uitzondering

In het ongebruikelijke geval dat het EPW- of EPU-volume samengesteld is uit meerdere gescheiden delen die geen onderlinge openingen hebben (die geopend kunnen worden zonder gereedschap), maar die elk wel openingen naar buiten hebben, moet de meting worden uitgevoerd op elk van deze individuele delen. Het totale luchtlekdebiet \dot{V}_{50} van dit EPW- of EPU-volume bedraagt dan de som van de luchtlekdebieten van elk deel afzonderlijk. Ten slotte moet A_{test} (zie bijlage 2) bepaald worden op basis van de schiloppervlakken van dit EPW- of EPU-volume.

2.2. Tijdstip van de meting en staat van het gebouw

Eisen (herhaling van de norm)

De meting kan alleen plaatsvinden indien de gebouwschil volledig dicht is: plaatsing van alle vensters en deuren die de gemeten zone begrenzen.

Aanbevelingen

Voor zover ze het luchtdichtheidsscherm dreigen aan te tasten, is het aanbevolen dat de volgende werken beëindigd zijn alvorens de meting uit te voeren:

- verwarming,
- ventilatie,
- sanitair,
- elektriciteit,
- afwerking van de muren (bepleistering, platen, lambrisering enz.),
- schilderwerk, tapijten.

3. Methode en materiaal

3.1. Keuze van de methode

Eisen

In het kader van de EPB-regelgeving moet de luchtdichtheidstest van het gebouw worden uitgevoerd volgens de methode A zoals bepaald in de norm NBN EN 13829:2001.

3.2. Keuze van het apparaat

Eisen

De eisen betreffende de pressurisatieapparatuur en de meetinstrumenten zijn gedetailleerd beschreven in de norm NBN EN 13829: 2001, § 4.

In aanvulling op de norm is het noodzakelijk dat de gebruikte manometers in staat zijn om drukverschillen te meten tot op ± 2 Pa nauwkeurig in het interval van de meting.

Aanbevelingen

Het is aanbevolen dat de meetapparaten regelmatig worden geïjkt volgens de door de fabrikant verstrekte voorschriften². Een minimale frequentie van 1 maal per 2 jaar lijkt redelijk voor de meeste meetinstrumenten.

² Het is aanbevolen om een ijklaboratorium aan te spreken dat voldoet aan de eisen van de norm NBN EN ISO/IEC 17025. Ter informatie, een lijst met voor België geaccrediteerde laboratoria kan worden geconsulteerd op www.belac.be.

4. Voorbereiding van het gebouw

4.1. Verwarming, ventilatie en andere apparatuur

Eisen

Met uitzondering van de systemen die eventueel deel uitmaken van de luchtdichtheidsmeting, moeten alle systemen die lucht aan de te meten zone toevoeren of eraan onttrekken vóór de meting worden stilgezet; het gaat hierbij minstens om de volgende systemen:

- mechanische ventilatie en airconditioning,
- luchtverwarming,
- open verbrandingstoestellen (niet luchtdicht): verwarmingsketels, waterverwarmers, kachels of andere,
- dampkappen met luchtafvoer naar buiten,
- droogkasten met luchtafvoer naar buiten.

4.2. Bewuste openingen

Eisen

In dit document:

- betekent 'afdichten': hermetisch afsluiten met alle mogelijke geschikte middelen (kleefmiddel, ballon, enz.);
- betekent 'sluiten': het gebruik van de op de betrokken opening aanwezige sluitingsinrichting zonder de luchtdichtheid van de opening in gesloten toestand te verhogen.

Algemene regel voor de openingen in de gebouwschil van de te meten zone

De bewuste openingen in de gebouwschil van de te meten zone moeten worden gesloten. Deze openingen mogen dus niet worden afgedicht. Wanneer er geen sluitingsinrichting voorzien is, mag geen enkele maatregel worden genomen om de dichtheid van de opening te verhogen. Openingen die mogelijk geen sluitingsinrichting hebben, zijn bijvoorbeeld: bepaalde luchtafvoeropeningen (droogkast, dampkap, enz.), bepaalde schoorstenen (open haard, open verbrandingstoestellen, enz.), waskoker, monden voor een centrale stofzuiger, enz.

De openingen moeten gesloten worden zodanig dat ze gedurende de hele meting gesloten blijven. In sommige gevallen zullen opzettelijke openingen gesloten moeten worden gehouden door middel van een bijkomende en doeltreffende voorziening. De gebruikte voorziening om een opening gesloten te houden kan bijvoorbeeld bestaan uit een stukje kleefband, een mechanische inrichting (een spie, een gewicht ...) maar mag in geen geval worden gebruikt om de dichtheid van de opening in gesloten toestand te verhogen. De openingen die op deze manier eventueel zouden moeten worden dicht gehouden zijn bijvoorbeeld: kattenluiken, brievenbussen, enz.

Tevens moet de automatische werking van regelbare toevoeropeningen (RTO) of regelbare afvoeropeningen (RAO) zoals vraagsturing door aanwezigheidsdetectoren, CO₂-sondes enz. worden gedeactiveerd opdat deze openingen tijdens de hele meting gesloten blijven.

Mechanische ventilatiesystemen

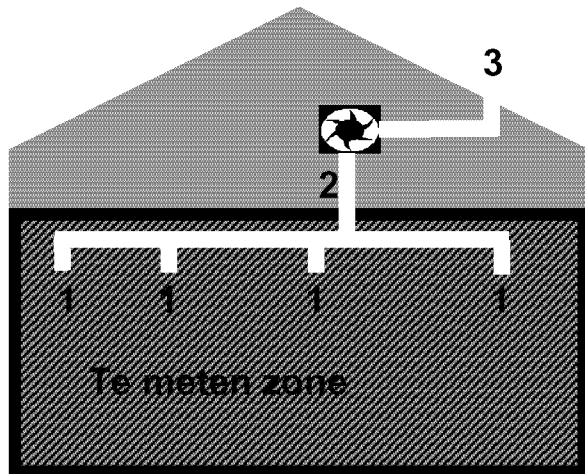
De norm eist dat de luchtopeningen (ventilatiemonden) van mechanische ventilatiesystemen of air conditioningsystemen worden afgedicht. Alternatief, en in afwijking van de norm, is het toegestaan om deze systemen af te dichten ter hoogte van de kanalen zo dicht mogelijk bij de plaats waar deze kanalen door de gebouwschil van de te meten zone gaan (of door het luchtdichtheidsscherm). In de praktijk volstaat het om:

- ofwel alle individuele ventielen af te dichten (item 1 in Figuur 3),

- ofwel de hoofdkanalen af te dichten tussen de ventilator en de gebouwschil van de te meten zone (item 2 in Figuur 3), ongeacht de positie van de ventilator ten opzichte van de gebouwschil (binnen of buiten de te meten zone),
 - ofwel de buitenopeningen af te dichten (luchtinlaat en -uitlaat, item 3 in Figuur 3).
- Een praktisch middel om kanalen of openingen af te dichten bestaat erin de ventielen weg te nemen en het luchtkanaal met een luchtballon af te sluiten. De afdichting moet omkeerbaar zijn zonder schade voor het kanaal. De afdichting moet omkeerbaar zijn zonder schade voor het kanaal.

De plaats waar de kanalen worden afgedicht en het gebruikte middel moeten in het proefverslag worden vermeld.

Indien in een afvoerkanal van een ventilatiesysteem van type A of B een ventilator wordt ingebouwd (zie § 4.3.1.3, Opmerking 3 van de norm NBN D 50-001:1991), wordt dit nog steeds als een natuurlijke en niet als een mechanische afvoer beschouwd. Overeenkomstig bovenstaande regels mogen dergelijke kanalen dan ook niet afgedicht worden, maar moeten hun regelbare afvoeropeningen gesloten worden.



Figuur 3 : Positie van de afdichting van luchtkanalen (voor een ventilator buiten het beschermd volume) : ter hoogte van de individuele ventielen (1), tussen de ventilator en de gebouwschil van de te meten zone (2), of ter hoogte van de buitenopeningen voor luchtinlaat- of uitlaat (3).

Openingen waaraan nog gewerkt wordt of wachtopeningen

Bewuste openingen waaraan nog gewerkt wordt of in afwachting van de installatie van een toestel (verbrandingstoestel, dampkap, droogkast, zonneboiler, enz.) mogen niet tijdelijk worden afgedicht voor de meting.

Indien deze openingen in normale gebruiksomstandigheden van het gebouw echter niet gebruikt worden dan is het toegestaan deze openingen adequaat en duurzaam af te dichten.³ Het adequaat en duurzaam afdichten van deze niet gebruikte openingen is geen taak die toekomt aan de uitvoerder van metingen. Hij mag echter eisen dat een afdichtingsvoorziening die hij niet als adequaat en/of duurzaam beoordeelt, wordt verwijderd. Openingen voor niet geïnstalleerde apparaten waarvan de afdichting normalerwijze niet is gerechtvaardigd zijn bijvoorbeeld:

- een afvoeropening voor een dampkap,
- een afvoeropening voor een droogkast,

³ Bijvoorbeeld, om aanzien te worden als adequaat en duurzaam, moet de afdichting van een niet gebruikte metalen schouw die niet voorzien is van een regenkap onder andere toelaten dat regen- of sneeuwwater dat in de schouw terechtkomt kan worden afgevoerd.

- een schouw of een luchttoevoeropening voor een verbrandingstoestel als het gebouw nog niet voorzien is van verwarming,
- een opening voor een apparaat dat al geleverd werd,
- enz.

Brandkleppen

De norm NBN EN 13828:2001 (§5.2.2) geeft onder andere aan om de brandkleppen in de gebouwschil van de te meten zone te sluiten. In het kader van de EPB-regelgeving moet deze eis als volgt worden begrepen:

- brandkleppen die normaal gesloten zijn en zich automatisch openen in geval van brand, voor het afvoeren van rook bijvoorbeeld (type C), moeten inderdaad gesloten blijven tijdens de meting;
- echter, brandkleppen die normaal open zijn en zich automatisch sluiten in geval van brand, (type A en B) mogen niet worden gesloten tijdens de meting.

Openingen in ruimten die grenzen aan de te meten zone

In de (verwarmde en onverwarmde) ruimten buiten de te meten zone (bijvoorbeeld, een serre, een veranda, een garage enz. die geen deel uitmaken van de te meten zone), mogen de deuren, vensters en regelbare toevoeropeningen en andere openingen die eventueel in de buitenschil zijn aangebracht, ook worden gesloten, maar niet worden afgedicht.

Openingen binnenin de te meten zone

De norm NBN EN 13829:2001 (§5.2.2) bepaalt onder andere de eisen met betrekking tot de verbindingsdeuren binnenin de te meten zone. In het kader van de EPB-regelgeving zijn de volgende bijkomende specificaties van toepassing. Met uitzondering van deuren van ingemaakte kasten en van toiletten, moeten alle andere deuren, luiken en openingen binnen de te meten zone geopend zijn, indien deze kunnen worden geopend zonder gereedschap, zodat het geheel van de te meten zone op een homogene wijze reageert op de opgelegde druk. De Franse term 'placard' die gebruikt wordt in de norm, slaat enkel op kasten of ingemaakte kasten. De openingen die geopend moeten zijn, zijn bijvoorbeeld:

- de binnendeuren,
- een luik naar een technisch lokaal binnen de te meten zone,
- een luik naar een technische schacht die deel uitmaakt van de te meten zone,
- een deur naar een berging,
- een luik naar een zolder of een kelder die behoren tot de te meten zone.

Om praktische- en veiligheidsredenen is het toegestaan dat sommige openingen gesloten blijven (bv. toegangsdeuren naar liften of naar hoogspanningcellen).

Indien een ruimte die deel uitmaakt van de te meten zone geen opening (die geopend kan worden zonder gereedschap) heeft naar de rest van de te meten zone, maar wel naar buiten, moet deze afzonderlijk gemeten worden (zie § 2.1, te meten zone).

Indien een ruimte die deel uitmaakt van de te meten zone geen opening (die geopend kan worden zonder gereedschap) heeft naar de rest van de te meten zone, noch naar buiten, moet er geen enkele maatregel worden genomen.

Samenvattende tabel

Tabel 1 geeft een overzicht van de eisen voor een aantal veel voorkomende situaties

Tabel 1 : behandeling van de bewuste openingen.

Componenten	Toestand	Voorbeelden, bij wijze van illustratie
Openingen in de te meten zone		
o Deuren van ingemaakte kasten en toiletten	Gesloten	
o Andere openingen	Geopend	o Binnendeur, luik of opening, te openen zonder gereedschap
Openingen in de gebouwschil van de te meten zone		
o Mechanische ventilatieopening	Afgedicht	o Interne ventilatiemonden of kanalen of externe ventilatiemonden (1, 2 of 3 in Figuur 3)
o Andere openingen met sluitingsinrichting	Gesloten (1)	o Buitendeur en buitenvenster o Deur en luik naar een ruimte buiten de te meten zone naar een kelder, een garage, een zolder, een geventileerde kruipruimte, een onbewoonbare zolderruimte o Regelbare ventilatieopening: RTO, RAO o Brievenbus, kattenluik o Afvalwaterafvoerbuizen (2) o Luchtafvoeropening met sluitingsinrichting, voor een droogkast, een dampkap (3) o Schoorsteen met sluitingsinrichting (open haar, stookketel, kachel, enz.) (3) (4)
o Andere openingen onder sluitingsinrichting	Open	o Niet afsluitbare luchtinlaat voor een open verbrandingstoestel o Ontluchting van afvalwaterafvoerbuizen o Sleutelgaten, openingen voor rolluiklint o Andere luchtafvoeropening en schoorsteen zonder sluitingsinrichting (3) (4) o Enz.
(1) Door middel van de voorziene sluiting(en), maar niet afdichten.		
(2) Gevulde sifon = gesloten.		
(3) Indien er geen sluiting voorhanden is op de opening zelf, maar er een toestel is aangesloten op de opening, is het toegestaan om het toestel te sluiten (bijvoorbeeld : klep van een dampkam, deur van een droogkast, deur van een kachel, enz.)		
(4) Alle betrokken verbrandingstoestellen dienen voor elke interventie absoluut uitgeschakeld te worden. Let wel dat voor toestellen met een gesloten verbrandingscircuit geen maatregelen moeten worden getroffen.		

5. Meetprocedure

5.1. Installatie van de apparatuur

Eisen

In het geval van de pressurisatie-apparatuur die in een buitenopening (deur of venster) wordt geplaatst, moet de keuze van de plaats van de uitrusting uitgaan naar een veilig toegankelijke opening die a priori de grootste luchtdichtheid biedt. In het algemeen zal de uitvoerder van de meting uit volgende opties kiezen, in volgorde van voorkeur:

1. een vensterdeur of een venster met een elastische dichting over de volledige omtrek;
2. een deur uitgerust met afdichting onderaan (bijvoorbeeld guillotineplint of borstel);
3. een deur zonder afdichting onderaan.

De plaats van de apparatuur wordt opgenomen in het proefverslag.

Aanbevelingen

Men moet zich vergewissen van de luchtdichtheid tussen de pressurisatie-apparatuur en het gebouw. Zelfklevende tape kan in voorkomend geval worden gebruikt om de luchtdichtheid aan de rand van de apparatuur te verzekeren.

5.2. Metingen van het luchtlekdebiet

Eisen

Er moeten twee reeksen metingen worden uitgevoerd: één met overdruk en één met onderdruk.

Voor alle gebouwtypes moet het grootste drukverschil minstens 50 Pa bereiken (in absolute waarde)

Aanbeveling (herhaling van de norm)

Het wordt aanbevolen de metingen door te voeren tot een drukverschil van 100 Pa (in absolute waarde), zoals gespecificeerd in de norm.

6. Berekening van het totale luchtlekdebiet \dot{V}_{50}

Eisen (herhaling van de norm)

Het luchtlekdebiet (\dot{V}_{50}) moet worden berekend in overeenstemming met de norm NBN EN 13829: 2001, afzonderlijk voor de metingen met overdruk (en hier genoteerd als $\dot{V}_{50,pres}$) en voor de metingen met onderdruk (genoteerd als $\dot{V}_{50,depres}$).

In overeenstemming met § 6.3.1 van de norm is het eindresultaat van het luchtlekdebiet het gemiddelde van de luchtlekdebieten bepaald bij overdruk en bij onderdruk, berekend als volgt:

$$\dot{V}_{50} = \frac{\dot{V}_{50,depres} + \dot{V}_{50,pres}}{2} \quad (\text{m}^3/\text{h})$$

Aanbevelingen

In de tussenberekeningen kunnen volgende vereenvoudigingen worden gebruikt⁴ :

$$\left(\frac{\rho_i}{\rho_e}\right) = \left(\frac{T_e}{T_i}\right) \quad \left(\frac{\rho_e}{\rho_i}\right) = \left(\frac{T_i}{T_e}\right)$$

$$\left(\frac{\rho_e}{\rho_0}\right) \approx \left(\frac{T_0}{T_e}\right) \quad \left(\frac{\rho_i}{\rho_0}\right) \approx \left(\frac{T_0}{T_i}\right)$$

Waarbij T_e en T_i (in K) respectievelijk de buiten en de binnen gemeten temperaturen voorstellen; en waarbij T_0 de temperatuur is voor normale omstandigheden (293,15 K).

7. Afpuntlijst van het proefverslag**Eisen**

In het kader van de EPB-regelgeving moet het proefverslag van de luchtdichtheid van het gebouw minstens de volgende informatie bevatten:

Gegevens over de onderneming die de metingen verricht:

- Naam, adres en btw-nr. van de onderneming (indien van toepassing);
- Datum van de meting;
- Naam en handtekening van de verantwoordelijke van de proef (metingen, berekeningen en verslag) en datum van ondertekening;

Gegevens over de aanvrager:

- Naam, adres

Gegevens over het gebouw en de gemeten zone:

- Volledig adres;
- Duidelijke, nauwkeurige en eenduidige omschrijving van de effectief gemeten zone, eventueel aangevuld met een aanduiding op de bouwplannen;
- Toestand (in- of uitgeschakeld) van de verwarming, de ventilatie en andere toestellen;
- Toestand (gesloten of niet afgesloten) van de bewuste openingen in de gebouwschil;
- Positie van de afdichting van de ventilatiekanalen.

Gegevens over de proef:

- Merk, type en positie van de pressurisatie-apparatuur en de meetapparaten;
- Betreffende de meetapparaten: laatste ijkingsdatum en naam van de instelling die deze ijking heeft uitgevoerd;
- Beschrijving van het type van opening waarin de voor de meting gebruikte pressurisatie-apparatuur is geplaatst (bijvoorbeeld: "vensterdeur", "deur met dichtingsvoeg op de profielen en guillotineplint onderaan" of "deur zonder dichtingsvoegen, zonder afdichting onderaan en met een geïntegreerde brievenbus met klep");
- Binnen- en buitentemperaturen;
- Detail van de drukverschillen bij nuldebiet, gemeten vóór en na de proef, en drukverschil bij gemiddeld nuldebiet gebruikt in de berekeningen;
- Gegevens van de relaties debiet/druk bij overdruk en bij onderdruk⁵;

⁴ Zoals voorgesteld in «International Organization for Standardization, ISO 9972:2006, Thermal performance of buildings – Determination of air permeability of buildings – Fan pressurization method. Geneva, ISO, 2006»

- Verantwoording indien de bereikte maximale druk lager is dan 100 Pa (in absolute waarde);
- Dubbele logaritmische grafiek met de gegevens en de regressielijnen bij overdruk en bij onderdruk;
- Resultaat van de tussenberekeningen zowel bij overdruk als bij onderdruk: coëfficiënt C_{env} en exponent n verkregen door regressie, gecorrigeerde coëfficiënt C_L en \dot{V}_{50} ;
- Gemiddelde luchtlekdebiet, \dot{V}_{50} ;
- Tot nader order is geen foutenanalyse vereist.

Facultatieve informatie

Uitgaand van het feit dat de bepalingsmethode van het peil van primair energieverbruik enkel refereert aan de norm NBN EN 13829: 2001 voor de meting van het luchtlekdebiet bij 50 Pa van de buitenschil (⁵), zijn de andere berekeningen facultatief in een proefverslag dat dient als stavingsdocument voor de berekening van het E- of E_w-peil. Het betreft in het bijzonder volgende punten uit de norm :

- Binnenvolume volgens § 6.1.1 van de norm;
- Binnenvolume volgens § 6.1.1 van de norm;
- Infiltratievoud n_{50} bij 50 Pa volgens § 6.3.1.

Indien deze grootheden echter in het proefverslag worden vermeld, moeten ze vergezeld worden van de gebruikte berekeningsconventies om ze te bepalen (binnen- of buitenafmetingen, het al dan niet in rekening brengen van binnenmuren, enz.).

8. Referenties

Belgisch Instituut voor Normalisatie, NBN EN 13829, Thermische prestaties van gebouwen. Bepaling van de luchtdoorlatendheid van gebouwen. Overdrukmethode met ventilator. Brussel, IBN, 2001.

⁵ Luchtdebieten doorheen de gebouwschil (V_{env}) en geïnduceerd drukverschil (Δp), zie § 6.2 van NBN EN 13829:2001

9. Samenvatting van de bijkomende specificaties (eisen en aanbevelingen)

Onderstaande tabel herneemt enkel de bijkomende specificaties uit het document; de basis-eisen voor de meting van het luchtlekdebiet \dot{V}_{50} bevinden zich in de norm NBN EN 13829:2001.

	Eisen	Aanbevelingen
Te meten zone (§ 2.1)	EPW of EPU \leq zone \leq BV	Ofwel zone = totaal BV Ofwel zone = individuele EPW of EPU
Tijdschip van de meting (§ 2.2)	Voltooide gebouwschil	Alle werken voltooid
Keuze van de methode (§ 3.1)	Methode A	
Apparaat (§ 3.2)	Nauwkeurigheid drukmeting ± 2 Pa	Regelmatige ijking
Verwarming, ventilatie en andere apparatuur (§ 4.1)	Uitschakelen van apparaten die lucht van buiten aanvoeren of naar buiten afvoeren	
Bewuste openingen (§ 4.2)	Indien afsluitvoorziening: sluiten en gesloten houden Openingen voor mechanische ventilatie: afdichten Aangrenzende ruimten: openingen sluiten	
Installatie van de apparatuur (§ 5.1.)	In de meest luchtdichte opening (in alle veiligheid toegankelijk)	Afdichten van de voeg tussen de apparatuur en de gebouwschil
Meting van het luchtlekdebiet (§ 5.2.)	2 series: overdruk en onderdruk Grootste drukverschil minstens 50 Pa (in absolute waarde)	Grootste drukverschil minstens 100 Pa (in absolute waarde)
Berekening van het resultaat (§ 6.1.)	\dot{V}_{50} is het gemiddelde van de debieten in overdruk en in onderdruk	

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 22 maart 2010

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

J-M. NOLLET

BIJLAGE 2

Gebruik van het resultaat in de EPB-regelgeving

1 Testoppervlakte van de gebouwschil

De testoppervlakte van de gebouwschil A_{test} (m²), moet niet noodzakelijk worden vermeld in het proefverslag maar is in het kader van de EPB-regelgeving nodig voor de berekening van het luchtlekdebiet per oppervlakte-eenheid van de gebouwschil, ((m³/h)/m²), op basis van het luchtlekdebiet bij 50 Pa bepaald door meting, \dot{V}_{50} (m³/h).

De waarde A_{test} moet worden bepaald volgens de definitie in de EPB-regelgeving.

Voor de bepaling van A_{test} moeten dezelfde conventies worden gebruikt als voor de bepaling van de warmteverliesoppervlakte bij de bepaling van het E- of E_w-peil:

- als de te meten zone overeenkomt met het beschermd volume, moet A_{test} gelijk zijn aan A_T van het K-peil volume (voor de berekening van het K-peil) ;
- als de te meten zone overeenkomt met een EPW- of EPU-volume, beschouwd in de EPB-regelgeving, moet A_{test} gelijk zijn aan $A_{T,E,EPW \text{ of } EPU}$;
- in de andere gevallen moet A_{test} worden berekend op basis van de begrenzing van de te meten zone en volgens de conventies gebruikt in de E- of E_w-peil berekening.

Opmerking: deze testoppervlakte van de gebouwschil is verschillend van de oppervlakte van de gebouwschil (A_E) bepaald in § 6.1.2 van de NBN EN 13829:2001, op basis van de binnenafmetingen van de voltooide gebouwschil.

Indien de waarde A_{test} beschikbaar is, mag ze in het proefverslag worden vermeld door de uitvoerder van de meting, met opgave van de bron (architect, bouwheer enz.).

2 Berekening van het totale luchtlekdebiet \dot{V}_{50}

Het luchtlekdebiet per oppervlakte-eenheid van de gebouwschil wordt dan berekend op basis van het gemiddelde luchtlekdebiet en van de testoppervlakte van de gebouwschil:

$$\dot{v}_{50} = \frac{\dot{V}_{50}}{A_{test}} \quad ((\text{m}^3/\text{h})/\text{m}^2)$$

Indien de waarde beschikbaar is, mag ze in het proefverslag worden vermeld door de uitvoerder van de meting. In dat geval moet de waarde $A_{50v_{test}}$ eveneens worden vermeld.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 22 maart 2010.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

BIJLAGE 3

1. ALGEMENE BEPALINGEN

1.A. Energiewinning.

▪ In het water:

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op “statische” of “dynamische” wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming:

- in het geval van een “dynamische” winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...
- in het geval van een “statische” winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

▪ In de grond:

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een horizontaal begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die horizontaal of verticaal in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming:

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van de hulpmiddelen.
- In het geval van een horizontale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologisch analyserapport dat door of voor de boormaatschappij is uitgevoerd.

▪ In de buitenlucht:

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die de buitenlucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische dompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De dompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De warmtepompen voor de productie van warm sanitair water moeten daadwerkelijk functioneren onder de temperatuurvoorwaarden die in dit bestek worden bepaald.

In ieder geval moet de verdamper zich buiten het gebouw bevinden.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming. Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van de hulpmiddelen nader bepaald.

Indien een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat natuurlijke hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning(en) bij de premieaanvraag gevoegd.

1.B. Aanvullende bepaling.

De installatie wordt uitgerust met een bijkomende elektrische meter voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp.

2. WARMTEPOMP VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

2.A Energielozing.

▪ Lozing in de omgevingslucht:

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

▪ Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water:

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuur-vloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

2.B. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn:

Winningsbron	Energielozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T°: 2 °C Vochtige T°: 1 °C	35°C	3.1
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10°C (*)	35°C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0°C (*)	35°C	4.3

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn:

Winningsbron	Energielozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T°: 2 °C Vochtige T°: 1 °C	35°C	3.1

Winningsbron	Energielozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	-5°C	35°C	4
	Gas	-5°C	35°C	4

3. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARM WATER (PAC ECS)

3.A Energielozing.

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem maakt de periodieke anti-salmonella behandeling mogelijk en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

3.B. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warm water aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn:

Winningsbron	Energielozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T°: 2 °C Vochtige T°: 1 °C	Stijging in T° van 15°C tot 45°C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10°C (*)	Stijging in T° van 15°C tot 45°C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0°C (*)	Stijging in T° van 15°C tot 45°C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 255-3 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn:

Winningsbron	Energielozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T°: 2 °C Vochtige T°: 1 °C	Stijging in T° van 15°C tot 45°C	2.6

Winningsbron	Energieozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	-5°C	Stijging in T° van 15°C tot 45°C	3
	Gas	-5°C	Stijging in T° van 15°C tot 45°C	3

4. COMBI-WARMTEPOMPEN VEWARMING WONING - SANITAIR WARM WATER

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

4.A Energieozing voor de verwarming van de woning.

▪ Lozing in de omgevingslucht:

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

▪ Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water:

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuur-vloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

4.B. Energieozing voor de productie van sanitair warm water.

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem maakt de periodieke anti-salmonella behandeling mogelijk en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

4.C. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de combi-warmtepomp simultaan of afwisselend aan minimale prestatiecoëfficiënten die variëren naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn:

Winningsbron	Energievoorziening	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T°: 2 °C Vochtige T°: 1 °C	35°C 45°C	3.1 2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10°C (*)	35°C 45°C	5.1 4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0°C (*)	35°C 45°C	4.3 3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn:

Winningsbron	Energievoorziening	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T°: 2 °C Vochtige T°: 1 °C	35°C 45°C	3.1 2.6

Winningsbron	Energievoorziening	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	-5°C	35°C	4
			45°C	3
	Gas	-5°C	35°C	4
			45°C	3

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 22 maart 2010.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

BIJLAGE 4

Het relevantieonderzoek omvat minstens:

1. De beschrijving van de warmtebehoefte:
 - Bestaande woningen: geïnstalleerd vermogen, jaarlijks verbruik genormaliseerd naar gelang van de graaddagen, de beschrijving van de bestaande stookplaatsen (voor aan te sluiten bestaande woningen), type gebruikte brandstof en profiel van de gebruikers
 - Op te richten woningen: evaluatie van het geïnstalleerd vermogen en raming van het jaarlijks verbruik genormaliseerd naar gelang van de graaddagen, profiel van de toekomstige gebruikers
2. De beschrijving van de de URE-maatregelen die op korte termijn (nader te bepalen) in de bestaande woningen geprogrammeerd worden en hun becijferde impacten op het verbruik van het project zodra ze uitgevoerd worden.
3. De beschrijving van het tracé en van de takken van het overwogen warmteverdeelnet: lengte, dichtheid van de energie (MWh/ strekkende netmeter), per tak en in totaal, idealiter in de vorm van een samenvattende tabel, het type overwogen materieel voor het net (soepel, hard,...).
4. De beschrijving van de overwogen onderstations: vermogen per gebouw, type wisselaar...
5. De kosten en kenmerken van de referentie- en substitutiebrandstoffen: PCI (lager warmtevermogen), granulometrieën en vochtigheid voor houtspanen... gebruikt voor het gecentraliseerd warmteproductiesysteem.
6. De raming van de totale thermische behoeften van het net en van elke van de takken. Voorstelling van de monotoon van het volledige net.
7. De raming van de nodige thermische vermogens van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem om de thermische behoeften van het volledige net te dekken.
8. De beschrijving van de technische parameters van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem: biomassa-ketels, warmtekrachtkoppelingen, soorten en vermogen van de uitrustingen, dekkingspercentage van de jaarlijkse thermische behoeften door de biomassa...
9. De raming van het brandstofverbruik (biomassa).
10. De beschrijving van de installaties: lokalisatie en dimensionering van de stookplaats en van de silo: oppervlakte, nuttig en totaal volume van de silo, overwogen oplossing voor de silo (luchtsilo, ingegraven, silotrichter, ... type openingen, wijze waarop de silo wordt gelost en wijze van overdracht van de brandstof...) Toegankelijkheid en bewegingsoppervlakte voor de brandstofvoorziening (biomassa).
11. Een algemeen lokalisatie- en vestigingsplan van de technische lokalen en van het warmtenet.
12. De evaluatie van de investeringskosten voor de voornaamste posten: technische lokalen, silo, uitrustingen van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem, net, onderstations...
13. De economische en financiële balans van het project (met geïdentificeerde hulp en zonder hulp).
14. De milieubalans van het project, waarvan de verminderingen van de CO₂-emissies ten opzichte van de bestaande toestand of ten opzichte van een klassieke gas- of olieoplossing.
15. De sociale balans van het project op plaatselijk of gewestelijk vlak.
16. Conclusies en/of aanbevelingen om het project te verbeteren.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 22 maart 2010.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET